



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 14 janvier 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur Hugo Gendreau, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ABSENCE MOTIVÉE :**

Monsieur Sam Ierfino, conseiller

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

2025-01-001

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 14 JANVIER 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

2025-01-002

**DISPENSE DE LECTURE DES SÉANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRE DU MARDI 10 DÉCEMBRE 2024 ET ADOPTION DESDITS PROCÈS-VERBAUX**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'accorder une dispense de lecture des procès-verbaux des séances extraordinaires et ordinaire du mardi 10 décembre 2024, copies desdits procès-verbaux ayant été transmises à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter les procès-verbaux des séances extraordinaires et ordinaire du mardi 10 décembre 2024.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-01-003 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-01)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Hugo Gendreau

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-01 pour le mois de décembre 2024 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-004 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE DÉCEMBRE 2024**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de décembre 2024 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-005 ADOPTION DE L'ORGANIGRAMME - VERSION 2025-01**

Considérant, les modifications apportées à l'organigramme en 2024, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'approuver l'organigramme - Version 2025-01 de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-006 OPPOSITION AU PROJET DE L'INSTALLATION DE GESTION DE DÉCHETS PRÈS DE LA SURFACE (IGDPS) À CHALK RIVER**

Considérant que le gouvernement du Canada projette de construire une Installation de gestion de déchets près de la surface (IGDPS) à Chalk River, visant à entreposer 1,5 million de mètres cubes de déchets nucléaires de faible et moyenne activité ;

Considérant que le site proposé pour ce projet est situé dans une zone marécageuse et à flanc de colline, avec un drainage direct vers la rivière des Outaouais ;

Considérant que la rivière des Outaouais constitue une source d'approvisionnement en eau potable essentielle pour jusqu'à 9 millions de personnes au Québec et en Ontario et représente un milieu naturel prisé pour les activités récréatives ;

Considérant qu'il est impératif de protéger cette ressource vitale contre tout risque de contamination radioactive à court, moyen et long terme ;

Considérant que plus de 140 municipalités, municipalités régionales de comté et villages du Québec ont, depuis avril 2021, adopté des résolutions exprimant leur opposition aux plans actuels des Laboratoires Nucléaires Canadiens (CNL) pour ce projet ;

Considérant que la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) n'a pas tenu suffisamment de consultations publiques au Québec, limitant l'accès à l'information pour les municipalités et les citoyens concernés ;

Considérant que l'Agence internationale de l'énergie atomique recommande l'enfouissement des déchets nucléaires dans des couches géologiques profondes, loin des populations et des sources d'eau potable, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Hugo Gendreau

D'exprimer notre opposition au projet de l'Installation de gestion de déchets près de la surface (IGDPS) des Laboratoires Nucléaires Canadiens (CNL) dans sa forme actuelle.

De demander au gouvernement du Canada de respecter les normes internationales de l'Agence internationale de l'énergie atomique en matière de gestion des déchets nucléaires.

D'exiger du gouvernement canadien la tenue d'assemblées publiques supplémentaires dans les municipalités du Québec afin de permettre aux citoyens et aux élus de s'exprimer sur ce projet.

De demander au gouvernement du Québec de prendre une position claire, ferme et publique contre ce projet et d'intervenir auprès des CNL pour exiger une révision complète du projet, conformément aux normes nationales et internationales de sécurité environnementale et sanitaire.

**RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

**2025-01-007**

#### **AMÉLIORATION DE LA COUVERTURE CELLULAIRE**

Considérant que la couverture cellulaire demeure insuffisante dans plusieurs régions du Québec, limitant l'accès à un service essentiel pour les résidents et visiteurs ;

Considérant que le gouvernement du Québec s'est engagé à déployer une couverture cellulaire complète sur l'ensemble du territoire d'ici octobre 2026, reconnaissant son importance pour la qualité de vie des citoyens et le développement socioéconomique, particulièrement dans un contexte où l'automatisation devient une solution incontournable face à la pénurie de main-d'œuvre ;

Considérant que des services cellulaires fiables sont indispensables pour garantir l'accès à l'information, aux services de santé et aux interventions de sécurité publique, et qu'une couverture déficiente compromet la sécurité des personnes dans les zones à couverture limitée ou en itinérance, notamment en cas d'urgence nécessitant une intervention rapide des premiers répondants ;

Considérant que la procédure CPC-2-0-17 du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) impose des conditions de licence aux fournisseurs de services cellulaires (FSC), notamment l'itinérance obligatoire, le partage des pylônes et l'interdiction d'exclusivité d'emplacements afin de favoriser l'accès au réseau pour les abonnés d'un autre FSC lorsqu'un service est disponible ;

Considérant que cette même procédure n'oblige toutefois pas les FSC à solliciter le service d'un autre fournisseur en cas de couverture inexistante dans une région donnée, limitant ainsi la portée de la mesure ;

Considérant que le gouvernement du Québec et le CRTC octroient des subventions importantes aux entreprises de télécommunications pour la construction de nouvelles infrastructures cellulaires afin d'améliorer la couverture en région ;

Considérant que malgré la présence de plus de 8 500 tours cellulaires sur le territoire québécois, l'exclusivité de l'utilisation de ces tours par un seul FSC limite l'accès pour d'autres fournisseurs et constitue un obstacle majeur au déploiement d'une couverture cellulaire optimale pour l'ensemble de la population, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

De demander au Parti libéral du Canada, au Parti conservateur du Canada, au Nouveau parti démocratique du Canada et au Bloc québécois d'inclure, dans leur plateforme électorale pour la prochaine élection fédérale, l'obligation pour la totalité des compagnies de services cellulaire de conclure des ententes d'itinérance afin que les clients de services cellulaires, peu importe leur fournisseur, puissent bénéficier de la présence de sites cellulaires dans la région où ils se trouvent.

De transmettre copie de cette résolution au ministre des Finances du Québec, M. Eric Girard, responsable de la réalisation de l'engagement gouvernemental d'assurer le service cellulaire dans la totalité du territoire habité dans le présent mandat.

De transmettre copie de cette résolution aux dirigeants des entreprises de télécommunication, notamment BCE (Bell), Vidéotron, Rogers, TELUS et Cogeco.

**RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

**2025-01-008 INDEXATION DE L'ÉCHELLE SALARIALE 2025 DU PERSONNEL DE GESTION DE LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant les présentations budgétaires et l'adoption du budget 2025 en décembre 2024 ;

Considérant que l'indexation générale consentie au personnel gestionnaire est la même que celle consentie au personnel concerné par la convention collective des cols bleus et des cols blancs à la Ville, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'approuver les divers ajustements salariaux présentés au budget 2025 ainsi que l'indexation de l'échelle salariale selon l'augmentation consentie à la convention collective mentionnée ci-dessus.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-009 DEMANDE DE MODIFICATION DU PROJET DE RÈGLEMENT CONCERNANT CERTAINES CONTRIBUTIONS À DES SERVICES MUNICIPAUX EXIGÉES POUR LA DÉLIVRANCE D'UN PERMIS OU D'UN CERTIFICAT - MAMH**

Considérant que l'autonomie municipale est un principe fondamental qui reconnaît la compétence des gouvernements de proximité à gérer les affaires locales et à prendre des décisions adaptées aux besoins spécifiques de leurs communautés ;

Considérant que la diversification des sources de revenus est essentielle pour assurer la santé financière des municipalités et leur permettre de répondre adéquatement aux besoins croissants de leur population ;

Considérant que le législateur permet aux municipalités, depuis 2016, dans les articles 145.21 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, d'exiger le paiement d'une contribution destinée à financer tout ou partie d'une dépense liée à l'ajout, l'agrandissement ou la modification d'infrastructures ou d'équipements municipaux requis pour assurer la prestation accrue des services municipaux ;

Considérant que les contributions pour les infrastructures municipales nécessaires pour accueillir la croissance, telles qu'actuellement encadrées au Québec, représentent une source de revenus diversifiée pour les municipalités mais ne constituent pas un facteur déterminant dans l'inflation du coût des loyers ni un frein significatif à l'accès à la propriété ou à un logement ;

Considérant que, comparativement à d'autres provinces canadiennes, notamment l'Ontario où les redevances peuvent atteindre 140 000 \$ par unité de logement, aucune municipalité n'exige plus de 15 000 \$ pour de telles contributions, ce qui démontre que les municipalités n'ont commis aucun abus en recourant à cette mesure et qu'elles sont soucieuses de ne pas imposer un fardeau financier excessif aux nouveaux développements tout en assurant l'équité aux résidents actuels ;

Considérant que la redevance de 8 446 \$, actuellement prévue à Saint-Bruno-de-Montarville, représente à peine 0,01 % de la valeur de la résidence unifamiliale moyenne en 2024 et n'a donc pas un impact significatif sur le coût du logement ;

Considérant que les promoteurs, par le biais de ces contributions, assument leur juste part de l'augmentation des coûts des services et des infrastructures engendrés par la croissance démographique et nécessaires pour assurer la qualité de vie de l'ensemble de la communauté ;

Considérant que le financement équitable des nouvelles infrastructures est crucial pour appuyer une croissance harmonieuse et éviter de faire reposer l'entièreté du fardeau financier sur les contribuables qui résident déjà dans la municipalité ;

Considérant que le *Projet de règlement gouvernemental concernant certaines contributions à des services municipaux exigées pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat* risque de limiter l'autonomie des municipalités en matière de financement, de les obliger à ajuster leur stratégie de financement d'infrastructures déjà adoptée et de nuire à leur capacité de répondre aux besoins de leur population, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De demander à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec de modifier le *Projet de Règlement concernant certaines contributions à des services municipaux exigées pour la délivrance d'un permis ou d'un certificat* de façon à ne pas en limiter les catégories d'infrastructures et d'équipements municipaux pouvant être financées par le paiement d'une telle contribution, afin de préserver l'autonomie municipale, de permettre la diversification des sources de revenus des municipalités et d'assurer un financement équitable des infrastructures nécessaires à la croissance.

De transmettre copie de cette résolution à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Mme Andrée Laforest, à la ministre responsable de la Montérégie, Mme Suzanne Roy et à la députée de Montarville, Mme Nathalie Roy.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-010

**AUTORISATION POUR LA TENUE D'UNE JOURNÉE D'ACTIVITÉS LE 9 AOÛT 2025 À L'OCCASION DE LA FÊTE DE PINCOURT ET DE LA JOURNÉE DES POMPIERS**

Considérant que le comité organisateur ainsi que la direction générale prennent soin de planifier les activités, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser la tenue d'une journée d'activités, le samedi 9 août 2025 à l'occasion de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers, et de reconnaître cette dernière comme activité spéciale de la Ville de Pincourt.

D'autoriser :

- un défilé de camions d'incendie et de véhicules d'urgence dans les rues de Pincourt ;
- le lancement de pièces pyrotechniques ;
- la vente de rafraîchissements et de produits alimentaires ;
- la fin des activités, au parc Bellevue, au plus tard à minuit.

D'autoriser le directeur du Service d'urgence et de protection incendie, M. Yanick Bernier, à présenter une demande de permis de vente et de service de boissons alcoolisées pour l'occasion.

De transmettre une requête à la Sûreté du Québec afin d'assurer la sécurité lors de cet événement

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-011**

**AUTORISATION DE SIGNATURE - CONTRATS DE TRAVAIL TEMPORAIRES**

Considérant la proposition faite par la direction générale et la direction du service lors des présentations budgétaires, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, les contrats de travail temporaires de Mme Cynthia Breault, MM. Dimitri Karagiannis, Stephen Robertson et Gordon Stanhope.

De nommer, pour l'année 2025, les personnes suivantes :

- Mme Cynthia Breault à titre d'analyste statistiques ;
- M. Stephen Robertson à titre de patrouilleur municipal ;
- MM. Dimitri Karagiannis et Gordon Stanhope à titre de technicien informatique.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-012**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ADDENDA AU CONTRAT DE TRAVAIL - RENOUELEMENT DE MME MARIE-HÉLEN DIONNE AU POSTE DE CONTREMAÎTRE PAR INTÉRIM AU SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES**

Considérant la recommandation de la Direction générale ;

Considérant la nomination de Mme Marie-Hélen Dionne, sous la résolution 2024-06-154, à titre de contremaître par intérim à la Direction des travaux publics et des infrastructures, et ce, depuis le 10 juin 2024, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De renouveler Mme Marie-Hélen Dionne au poste de contremaître par intérim au Service des travaux publics et des infrastructures à compter du 6 janvier 2025.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer l'addenda au contrat de travail de Mme Dionne.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-013                    ADHÉSION 2025 – CADETS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**

Considérant les discussions tenues entre les parties ainsi que l'intérêt renouvelé de la Ville de Pincourt à réintégrer le programme des Cadets de la Sûreté du Québec, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
 APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'informer la MRC de Vaudreuil-Soulanges que la Ville de Pincoart désire adhérer à nouveau aux Cadets de la Sûreté du Québec pour l'année 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

2025-01-014 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE DÉCEMBRE 2024

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de décembre 2024 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-015      ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRATS À DIVERS FOURNISSEURS  
À LA SUITE DE LA TEMPÊTE DEBBY**

Considérant que les pluies diluviennes du vendredi 9 août 2024 ont affecté le sud du Québec en entier en tant qu'événement hydroclimatique historique ;

Considérant qu'au total environ 190 mm de pluie sont tombés sur Pincourt et, malgré le déploiement de plusieurs mesures préventives, qu'une inondation par refoulement et/ou infiltration est survenue au niveau de plusieurs secteurs de la Ville :

Considérant la volonté du conseil municipal de soutenir prioritairement les citoyens affectés par ladite tempête et d'alléger le fardeau financier de ceux-ci par les moyens qui s'offrent à lui, il est



PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Hugo Gendreau

D'entériner l'octroi de contrats suivant la tempête Debby, auprès de divers fournisseurs, pour une somme totale de 10 491,31 \$, toutes taxes incluses, tel qu'indiqué au tableau joint à la présente résolution.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Éventualités » et de les imputer au poste budgétaire 02-230-01-695.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-016

**RENFLOUEMENT DE LA RÉSERVE « ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE »**

Considérant la volonté du conseil municipal d'appuyer les démarches citoyennes qui font rayonner la Ville de Pincourt sur les plans artistiques, culturel, communautaires et sportifs notamment ;

Considérant les surplus amassés lors du Tournoi de golf des maires 2024 au montant de 15 480,12 \$ ;

Considérant l'adoption de la résolution 2023-12-362 créant la réserve « Entraide communautaire », il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

De renflouer la réserve « Entraide communautaire » et d'injecter la somme de 15 480,12 \$ à même le surplus non réservé.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-017

**TARIF D'HONORAIRES POUR L'ÉMISSION DE CERTIFICATS DE TAXES**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Denise Bergeron

D'adopter un tarif d'honoraires de 144 \$, taxes en sus, pour la catégorie résidentielle et de 180 \$, taxes en sus, pour les autres catégories, exigible à compter du 15 janvier 2025, pour l'émission de certificats de taxes par la Ville et par le service Immonet pour les utilisateurs dudit service.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-018

**AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement, pour les mois de novembre et décembre 2024, pour un montant de 7 535,82 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-019 AFFECTATION D'UNE SOMME DE 162 919,54 \$ DU SURPLUS RÉSERVÉ « ÉVENTUALITÉS » AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE 2025**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'affectation d'une somme de 162 919,54 \$ du surplus réservé « Éventualités » aux activités financières de l'exercice 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-020 AFFECTATION D'UNE SOMME DE 24 280,46 \$ DU SURPLUS RÉSERVÉ « HONORAIRES PROFESSIONNELS ET FRAIS JURIDIQUES » AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Hugo Gendreau

D'autoriser l'affectation d'une somme de 24 280,46 \$ du surplus réservé « Honoraires professionnels et frais juridiques » aux activités financières de l'exercice 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-021 APPROPRIATION D'UNE SOMME DE 174 300 \$ DU SURPLUS ACCUMULÉ NON RÉSERVÉ ET AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE L'EXERCICE 2025**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'appropriation d'une somme de 174 300 \$ du surplus accumulé non réservé et de l'affecter aux activités financières pour l'exercice 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-022 COMPTES À RECEVOIR - TAXES MUNICIPALES À RADIER**

Considérant qu'il y a lieu de radier certaines taxes municipales, il est

PROPOSÉ PAR Hugo Gendreau  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser la radiation des taxes municipales selon la liste déposée pour une somme de 2 676,17 \$.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES

2025-01-023

### **AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2024-11-312 - OCTROI DE CONTRAT POUR LA MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉVACUATION, D'APPORT D'AIR FRAIS ET DE CLIMATISATION À L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES - AO 2024-005 - RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 939**

Considérant la résolution 2024-11-312 adoptée à la séance ordinaire du 12 novembre 2024 pour l'octroi de contrat pour la mise à niveau des systèmes d'évacuation, d'apport d'air frais et de climatisation de l'usine de traitement des eaux usées auprès de « *RÉFRIGÉRATION YVAN ALLISON* » pour la somme de 1 006 125,14 \$, toutes taxes incluses., il est

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'amender la résolution 2024-11-312 concernant l'octroi de contrat pour la mise à niveau des systèmes d'évacuation, d'apport d'air frais et de climatisation de l'usine de traitement des eaux usées auprès de « *RÉFRIGÉRATION YVAN ALLISON* » afin de remplacer les deux paragraphes décisionnels par les suivants :

« D'octroyer un contrat pour la mise à niveau des systèmes d'évacuation, d'apport d'air frais et de climatisation de l'usine de traitement des eaux usées auprès de « *RÉFRIGÉRATION YVAN ALLISON* » pour la somme de 1 006 125,14 \$, toutes taxes incluses, conditionnellement à l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 939* par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 939* devant être approuvé par le MAMH et de l'imputer au poste budgétaire 22-400-40-939. ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-024

### **OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉNOVATION ADDITIONNELS DU BÂTIMENT DE L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

Considérant les travaux additionnels effectués au bâtiment de l'hôtel de ville en raison, notamment, de bris d'équipement de climatisation et de travaux de décontamination en raison de la découverte de tuiles d'amiante au sous-sol, il est

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Hugo Gendreau

D'entériner l'octroi d'un contrat pour la finalisation des travaux de rénovation ainsi que la décontamination du bâtiment de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-724.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## LOISIRS ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

**SERVICE D'URGENCE ET DE PROTECTION INCENDIE**

**2025-01-025**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE INTERMUNICIPALE D'ENTRAIDE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE AVEC LA VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD**

Considérant que l'article 33 de la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ., chapitre S-3.4) autorise la conclusion d'entente intermunicipale portant sur l'intervention ou l'assistance du service de sécurité incendie d'une municipalité ;

Considérant que l'objectif de l'entente est que l'entraide pour la municipalité qui apporte assistance soit à coût nul ;

Considérant que les PARTIES désirent se prévaloir des dispositions des articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et 569 et suivants du *Code municipal du Québec* (RLRQ chapitre C-27.1) pour conclure une entente intermunicipale portant sur l'intervention ou l'assistance des services de sécurité incendie, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente intermunicipale d'entraide en matière de sécurité incendie avec la Ville de Salaberry-de-Valleyfield.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

**2025-01-026**

**APPROBATION DU PROJET 1491 DE BELL CANADA**

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'entériner l'approbation du projet FB1491 de Bell Canada concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-027**

**RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES MEMBRES AU SEIN DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

Considérant que le mandat des membres du comité consultatif d'urbanisme (CCU) est terminé ;

Considérant que la Ville de Pincourt doit assurer un nombre minimal de membres au sein du CCU en vertu des dispositions du *Règlement n° 782 relatif au CCU* ;

Considérant qu'en vertu des dispositions dudit règlement, le mandat des membres peut être renouvelé, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De renouveler le mandat des membres élus.es et bénévoles suivants.es au sein du CCU, et ce, pour une période de deux (2) ans, soit du 15 janvier 2025 au 15 janvier 2027 :

- Mme Claudine Girouard-Morel, conseillère ;
- M. Sam Ierfino, conseiller ;
- Mme Maria Gheorghiu ;
- Mme Laurie Talluto ;
- M. Philippe Cousineau ;
- M. Étienne Séguin Lawlor.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-028

**RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES MEMBRES DU COMITÉ DE DÉMOLITION**

Considérant l'adoption du *Règlement n° 865 sur la démolition des immeubles* sous la résolution 2016-01-023 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 janvier 2016 ;

Considérant l'alinéa 4 dudit règlement mentionnant que le comité de démolition est formé de trois (3) membres du conseil désignés par celui-ci pour un mandat renouvelable d'un (1) an, il est

PROPOSÉ PAR Hugo Gendreau  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De renouveler le mandat de Mmes Diane Boyer et Claudine Girouard-Morel ainsi que M. René Lecavalier au sein du comité de démolition, et ce, pour une période d'un (1), soit du 15 janvier 2025 au 15 janvier 2026.

De confirmer la nomination du maire, M. Claude Comeau, qui est membre d'office de ce comité.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE ET COMMUNICATIONS**

2025-01-029

**NOMINATION D'UN OFFICIER RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES DIVERS ARTICLES DES RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 772, 803, 806, 841, 846, 886, 891, 900, 910 ET 931**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser que l'officier suivant soit responsable d'appliquer les divers articles des règlements n<sup>OS</sup> 772, 803, 806, 841, 846, 886, 891, 900, 910 et 931 et à donner, pour et au nom de la Ville de Pincourt, des constats d'infraction le cas échéant :

- Stephen Robertson, matricule 2513.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-030

**ADOPTION DE LA POLITIQUE SUR LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL ÉLECTORAL - 2025**

Considérant que des élections municipales auront lieu le 2 novembre 2025 et qu'il y aura un jour de vote par anticipation le 26 octobre prochain ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'embauche du personnel requis, et ce, pour toutes les opérations relatives aux élections ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir la rémunération qui devra être versée à chacune des personnes faisant partie du personnel électoral ;

Considérant que la rémunération est suggérée par la présidente d'élection, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'adopter la politique sur la rémunération du personnel électoral 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-031

**ADOPTION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME N<sup>OS</sup> 778-03, 779-03, 780-28 ET 784-09**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 778-03 modifiant le Plan d'urbanisme n° 778, tel qu'amendé*, sous la résolution 2024-12-373 et l'adoption dudit projet de règlement sous la résolution 2024-12-374, lors de la séance ordinaire du 10 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 779-03 modifiant le Règlement de lotissement n° 779, tel qu'amendé*, sous la résolution 2024-12-375 et l'adoption dudit projet de règlement sous la résolution 2024-12-376, lors de la séance ordinaire du 10 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 780-28 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, sous la résolution 2024-12-377 et l'adoption dudit projet de règlement sous la résolution 2024-12-378, lors de la séance ordinaire du 10 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 784-09 modifiant le Règlement d'administration des règlements d'urbanisme n° 784, tel qu'amendé*, sous la résolution 2024-12-379 et l'adoption dudit projet de règlement sous la résolution 2024-12-380, lors de la séance ordinaire du 10 décembre 2024 ;

Considérant la tenue de la consultation publique sur les projets de règlements mentionnés précédemment le 14 janvier 2025 à compter de 18 h 30, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'adopter, de façon à assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé 3<sup>e</sup> génération de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, les règlements suivants :

- *Règlement n° 778-03 modifiant le Plan d'urbanisme n° 778, tel qu'amendé ;*
- *Règlement n° 779-03 modifiant le Règlement de lotissement n° 779, tel qu'amendé ;*
- *Règlement n° 780-28 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé ;*
- *Règlement n° 784-09 modifiant le Règlement d'administration des règlements d'urbanisme n° 784, tel qu'amendé.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-032

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-29 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATIONS ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ**

Mme la conseillère Claudine Girouard-Morel dépose le projet de *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, et mentionne que le premier projet de règlement sera déposé sur la table du conseil, lors de la même séance, pour être adopté de façon à :

- Abroger l'article 133 relatif aux matériaux de revêtement extérieur pour un mur donnant sur une rue publique dans les zones d'habitation ;
- Abroger l'article 151 relatif à l'architecture d'un bâtiment dans les zones commerciales ;
- Ajouter une norme relative à la conception des toitures blanches et vertes pour les bâtiments à toit plat et ajouter des dispositions relatives aux panneaux solaires ;
- Modifier le titre de l'article 227.5 afin d'y ajouter la zone H6-08 ;
- Modifier l'article 119.31 afin d'y ajouter le terme « Génératrice » dans le texte ;
- Retirer l'application de l'article 127.3 relativement à la largeur maximale de l'accès à la voie publique dans la zone H6-09 ;
- Modifier le premier paragraphe de l'article 120 relativement aux garages non attenants et aux abris d'autos permanents ;
- Modifier l'article 207 afin d'y ajouter les normes applicables aux quais de moins de 20 m<sup>2</sup> de superficie ;
- Modifier la délimitation de la zone H1-22 à même une partie de la zone H2-10 ;
- Ajouter l'usage additionnel « Logement en sous-sol » dans certaines zones d'habitation unifamiliale isolée.

2025-01-033

**ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-29 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ**

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le zonage sur son territoire ;

Considérant qu'un avis de motion pour la présentation du règlement révisant le *Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780* est également donné en ce jour, le 14 janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'adopter le premier projet de *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à :

- Abroger l'article 133 relatif aux matériaux de revêtement extérieur pour un mur donnant sur une rue publique dans les zones d'habitation ;
- Abroger l'article 151 relatif à l'architecture d'un bâtiment dans les zones commerciales ;
- Ajouter une norme relative à la conception des toitures blanches et vertes pour les bâtiments à toit plat et ajouter des dispositions relatives aux panneaux solaires ;
- Modifier le titre de l'article 227.5 afin d'y ajouter la zone H6-08 ;
- Modifier l'article 119.31 afin d'y ajouter le terme « Génératrice » dans le texte ;
- Retirer l'application de l'article 127.3 relativement à la largeur maximale de l'accès à la voie publique dans la zone H6-09 ;
- Modifier le premier paragraphe de l'article 120 relativement aux garages non attenants et aux abris d'autos permanents ;
- Modifier l'article 207 afin d'y ajouter les normes applicables aux quais de moins de 20 m<sup>2</sup> de superficie ;
- Modifier la délimitation de la zone H1-22 à même une partie de la zone H2-10 ;
- Ajouter l'usage additionnel « Logement en sous-sol » dans certaines zones d'habitation unifamiliale isolée.

De tenir la procédure de consultation publique à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-034

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 945 POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET DE LEURS ACCESSOIRES**

Mme la conseillère Diane Boyer dépose le projet de *Règlement d'emprunt n° 945 pour des travaux d'aménagement d'infrastructures sportives et de leurs accessoires* et mentionne que ledit projet de règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté à une séance subséquente.



## SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE

2025-01-035

### **OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE LITS DE CAMP POUR L'HÉBERGEMENT D'URGENCE EN CAS DE SINISTRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant que le projet est prévu au PTI 2025-2026-2027 ;

Considérant que cette acquisition implique un nombre de lits de camp qui seront facturés aux municipalités de Pointe-Fortune, Très-Saint-Rédempteur et Ambulance Saint-Jean, partenaires à l'entente intermunicipale en matière de sécurité civile, il est

PROPOSÉ PAR

Diane Boyer

APPUYÉ PAR

Denise Bergeron

D'autoriser l'octroi de contrat d'achat de lits de camp pour l'hébergement d'urgence en cas de sinistre auprès de « *72 HEURES DE SURVIE ET DE PREMIERS SECOURS* » pour la somme maximale de 60 000 \$, toutes taxes incluses.

De facturer la somme de 1 896,60 \$, toutes taxes incluses, pour 30 lits de camp à la municipalité de Pointe-Fortune, la somme de 1 454,06 \$, toutes taxes incluses, pour 23 lits de camp à la municipalité de Très-Saint-Rédempteur et la somme de 9 483 \$, toutes taxes incluses, pour 150 lits de camp à l'organisme Ambulance Saint-Jean, tous les trois partenaires à l'entente intermunicipale en matière de sécurité civile.

De financer, à même le fonds de roulement, la dépense maximale restante de 46 000 \$, toutes taxes incluses, pour les 700 lits de camp à Pincourt, de la rembourser en quatre (4) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-220-40-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## AFFAIRES NOUVELLES

2025-01-036

### **MOTION DE FÉLICITATIONS À NICOLAS DEMURTAS POUR SA NOMINATION COMME PRÉSIDENT DE L'ATPIQ**

Considérant la nomination de M. Nicolas Demurtas au poste de président de l'Association des Techniciens en Prévention Incendie du Québec (ATPIQ) pour les deux prochaines années ;

Considérant son engagement constant, son expertise et son leadership au sein de la communauté des techniciens en prévention incendie ;

Considérant les contributions exceptionnelles qu'il a apportées au développement de l'association et à la promotion de la sécurité incendie au Québec, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De féliciter chaleureusement M. Nicolas Demurtas pour sa nomination à ce prestigieux poste qui requiert beaucoup d'heures de bénévolat et de représentations publiques pour faire avancer la cause de la prévention des incendies au Québec et lui exprimer toute notre reconnaissance pour son dévouement et son professionnalisme dans l'exercice de ses fonctions.

De lui offrir nos meilleurs vœux de succès pour ses deux années de mandat en tant que président de l'Association des Techniciens en Prévention Incendie du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-01-037

**DÉPÔT DE LA LETTRE DE DÉMISSION DE MONSIEUR LE CONSEILLER HUGO GENDREAU**

De reconnaître le dépôt, par la greffière, de la lettre de démission de M. le conseiller Hugo Gendreau, le tout conformément à l'article 316 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, L.R.Q., chapitre E-2.2.

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 33 et s'est terminée à 19 h 40.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-01-038

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 14 JANVIER 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025 à 19 h 41.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **lundi 27 janvier 2025 à 11 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ABSENCES MOTIVÉES :**

Madame Denise Bergeron, conseillère  
Monsieur Sam Ierfino, conseiller

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Autorisation d'aller en appels d'offres publics
4. Autorisation à la Direction générale d'utiliser la réserve « Honoraires professionnels et frais juridiques »
5. Achat de mobilier de bureau pour les services des Loisirs et des Ressources humaines – Dépense financée par le surplus non réservé
6. Avis de la constatation de la vacance du poste de conseiller municipal du district 1
7. Octroi de contrat pour la fourniture et l'installation d'équipement d'éclairage au DEL pour le terrain synthétique à l'école secondaire du Chêne-Bleu - Dépense financée par le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures »
8. Période de questions
9. Levée de la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

\_\_\_\_\_  
M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA ET GREFFIÈRE

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 11 HEURES**

**2025-01-039      OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU LUNDI 27 JANVIER 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR                      Diane Boyer  
APPUYÉ PAR                      Claudine Girouard-Morel

D'ouvrir la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025 à 11 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-040      DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 14 JANVIER 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Claudine Girouard-Morel

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-041      AUTORISATION D'ALLER EN APPELS D'OFFRES PUBLICS**

Considérant les dispositions des articles 573 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C -19) encadrant l'adjudication de contrats, il est

PROPOSÉ PAR                      Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

D'autoriser le directeur du Service d'urgence et de protection incendie à aller en appel d'offres public pour le projet suivant :

1. Services professionnels, achat et installation de groupes électrogènes (génératrices) pour le Centre d'hébergement des mesures d'urgence à l'Omni-Centre ainsi que pour l'usine de traitement des eaux usées.

D'autoriser le directeur du Service des infrastructures à aller en appels d'offres publics pour les projets suivants :

1. Construction de terrains de pickleball additionnels au parc Olympique ;
2. Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard ;
3. Réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts des rues Leduc et Ouimet ;
4. Services professionnels en architecture et ingénierie pour l'élaboration des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux de réfection du centre sportif ;
5. Services professionnels en architecture et ingénierie pour l'élaboration des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux d'agrandissement de l'Omni-Centre, phase 1 (plateaux sportifs).

D'approuver les critères de sélection pour ces deux derniers appels d'offres portant sur les services professionnels dans le cadre des projets de réfection du centre sportif et d'agrandissement de l'Omni-Centre, phase 1 (plateaux sportifs), se lisant comme suit :

Critère 1	Présentation générale et respect du schéma de l'offre	5 points
Critère 2	Expérience de la firme dans la réalisation de mandats similaires	15 points
Critère 3	Expérience et pertinence du chargé de projets dans la réalisation de mandats similaires	25 points
Critère 4	Expérience et pertinence de l'équipe dans la réalisation de mandats similaires	20 points
Critère 5	Expérience et pertinence de l'équipe de relève	5 points
Critère 6	Capacité de production et échéancier	10 points
Critère 7	Expérience et pertinence du surveillant de chantier	20 points

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-042**

**AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE D'UTILISER LA RÉSERVE  
« HONORAIRES PROFESSIONNELS ET FRAIS JURIDIQUES »**

Considérant la résolution 2024-09-265 adoptée à la séance extraordinaire du 23 septembre 2024, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser la Direction générale à utiliser le surplus réservé « Honoraires professionnels et frais juridiques » afin de financer la dépense en lien avec la résolution 2024-09-265, pour une somme maximale de 60 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Honoraires professionnels et frais juridiques » et de l'imputer au poste budgétaire 02-140-00-995.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-043                    ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU POUR LES SERVICES DES LOISIRS  
ET DES RESSOURCES HUMAINES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE  
SURPLUS NON RÉSERVÉ**

Considérant le réaménagement des divers locaux et espaces de travail à l'hôtel-de-ville et à l'Omni-Centre, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'achat de mobilier de bureau auprès de « *LIBRAIRIES BOYER LTEE.* » pour la somme de 12 266,69 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-50-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-01-044                    AVIS DE LA CONSTATATION DE LA VACANCE DU POSTE DE  
CONSEILLER MUNICIPAL DU DISTRICT 1**

Considérant le dépôt de la lettre de démission du conseiller M. Hugo Gendreau en date du 14 janvier 2025, la greffière avise les membres du conseil qu'il y a alors vacance au poste de conseiller du district 1, le tout conformément à l'article 333 de la *Loi sur Les Élections et Référendums dans les municipalités*, L.R.Q., chapitre E-2.2.

**2025-01-045                    OCTROI DE CONTRAT POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION  
D'ÉQUIPEMENT D'ÉCLAIRAGE AU DEL POUR LE TERRAIN  
SYNTHÉTIQUE À L'ÉCOLE SECONDAIRE DU CHÊNE-BLEU - DÉPENSE  
FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION  
D'INFRASTRUCTURES »**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le directeur du Service des loisirs et des services communautaires à octroyer un contrat pour la fourniture et l'installation d'équipement d'éclairage au DEL pour le terrain synthétique à l'école secondaire du Chêne-Bleu, suivant recherche de prix, auprès de « *9339-9335 Québec inc. (EMI)* » pour la somme de 109 148,76 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-945.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-01-046**

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU LUNDI 27 JANVIER 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025 à 11 h 11.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 11 février 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ABSENCE MOTIVÉE :**

Monsieur Sam Ierfino, conseiller

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-02-047**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 FÉVRIER 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 11 février 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 02 et s'est terminée à 19 h 12.

**2025-02-048**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU LUNDI 27 JANVIER 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du lundi 27 janvier 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-02-049 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-02)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-02 pour le mois de janvier 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-02-050 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LES MOIS DE DÉCEMBRE 2024 ET JANVIER 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour les mois de décembre 2024 et janvier 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-02-051 AUTORISATION DU PAIEMENT DES FRAIS ANNUELS DE LA PLATEFORME B-CITI - DÉPENSE FINANCÉE À MÊME LE FONDS D'ADMINISTRATION**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser le paiement des frais annuels de la plateforme B-CITI auprès de « Solutions B-CITI Inc. » pour la somme de 27 152,49 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-136-00-417.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**OCTROI DE CONTRAT POUR LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS DU  
PARC INFORMATIQUE MUNICIPAL - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE  
SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DES  
RÉSEAUX »**

Considérant que ce projet est prévu au PTI 2025-2026-2027, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
 APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour le remplacement de certains équipements du parc informatique municipal, incluant commutateurs réseau, pare-feu, points d'accès sans-fils et ordinateurs, auprès de divers fournisseurs, pour la somme de 40 241,25 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Informatique et amélioration des réseaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-40-025.

## RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## COMMISSIONS DE TRAVAIL DU CONSEIL MUNICIPAL – NOMINATION DES PRÉSIDENTS, VICE-PRÉSIDENTS ET GESTIONNAIRES PRINCIPAUX

Considérant les résolutions 2021-12-391 et 2023-01-008, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
 APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De nommer les présidents, vice-présidents et gestionnaires principaux des commissions de travail du conseil municipal jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2025 suivants :

Commission	Nom	Titre
Administration et finances (CAF)	Diane Boyer	Présidente
	René Lecavalier	Vice-président
	M <sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette	Gestionnaire principal
Aménagement du territoire et du développement durable (CTDD)	Claudine Girouard-Morel	Présidente
	Denise Bergeron	Vice-présidente
	Max Gosselin	Gestionnaire principal
Infrastructures et travaux publics (CITP)	René Lecavalier	Président
	Diane Boyer	Vice-présidente
	Jean-Michel Lafleur	Gestionnaire principal
	Philippe Renaud	Gestionnaire principal

## RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-054

**EMBAUCHE DE MME FATMA DOUMBIA À TITRE DE COORDONNATRICE  
À LA BIBLIOTHÈQUE AU SERVICE DES LOISIRS ET SERVICES  
COMMUNAUTAIRES ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT  
DE TRAVAIL**

Considérant les diverses étapes d'évaluation pour ce poste ;

Considérant l'évaluation globale favorable par le comité de sélection, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De nommer Mme Fatma Doumbia à titre de coordonnatrice à la bibliothèque du Service des loisirs et services communautaires à compter du 10 février 2025, le tout selon les conditions apparaissant au contrat de travail.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le contrat de travail à intervenir avec Mme Fatma Doumbia.

De féliciter et souhaiter bon succès à Mme Doumbia dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**

2025-02-055

**DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE  
JANVIER 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de janvier 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-056

**OUVERTURE D'UNE MARGE DE CRÉDIT TEMPORAIRE - RÈGLEMENT  
D'EMPRUNT N° 945**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement d'emprunt n° 945 pour des travaux d'aménagement d'infrastructures sportives et de leurs accessoires* sous la résolution 2025-01-034, lors de la séance ordinaire du 14 janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'autoriser l'ouverture, par la trésorière, de la marge de crédit temporaire pour le *Règlement n° 945 décrétant un emprunt pour des travaux d'aménagement d'infrastructures sportives et de leurs accessoires*, pour la somme de 2 116 548 \$.

D'autoriser le maire et la trésorière à signer les contrats de prêt pour la marge de crédit temporaire dudit règlement auprès de la Caisse de Vaudreuil – Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-057

**AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de janvier 2025 pour un montant de 8 818,31 \$, telle que mentionnée au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-058

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2024-11-310 - OUVERTURE D'UNE MARGE DE CRÉDIT TEMPORAIRE - RÈGLEMENT N° 939**

Considérant la résolution 2024-11-310 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 novembre 2024 pour l'ouverture, par la trésorière, de la marge de crédit temporaire pour le *Règlement n° 939 décrétant un emprunt de 1 230 000 \$ pour la réfection de la ventilation de l'usine de traitement des eaux usées*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'amender la résolution 2024-11-310 concernant l'ouverture, par la trésorière, de la marge de crédit temporaire pour le *Règlement n° 939* afin que le deuxième paragraphe décisionnel se lise comme suit :

« D'autoriser le maire et la trésorière à signer les contrats de prêt pour la marge de crédit temporaire dudit règlement auprès de la Caisse de Vaudreuil – Soulanges. ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES

**2025-02-059**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'INSPECTION PRINTANIÈRE DES  
BORNES D'INCENDIE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS  
D'ADMINISTRATION**

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'octroi de contrat pour l'inspection printanière des bornes d'incendie auprès de « AQUA DATA INC. » pour la somme de 20 162,02 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-413-00-526.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-02-060**

**AUTORISATION DES CRITÈRES D'ÉVALUATION ET DE PONDERATION  
POUR L'APPEL D'OFFRES 2025-006 – FOURNITURE ET INSTALLATION  
DE GÉNÉRATRICES POUR L'OMNI-CENTRE ET L'USINE DE  
TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Denise Bergeron

D'approuver, pour l'appel d'offres 2025-006 - Fourniture et installation de génératrices pour l'Omni-Centre et l'usine de traitement des eaux usées, les critères d'évaluation et de pondération suivants :

Critère 1	Délai de livraison	20 points
Critère 2	Standardisation des génératrices	20 points
Critère 3	Durabilité et garanties	20 points
Critère 4	Service après-vente	20 points
Critère 5	Prix	20 points

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-02-061**

**AUTORISATION DE RENOUELEMENT DU CONTRAT DE  
DÉNEIGEMENT DES VOIES PUBLIQUES POUR L'ANNÉE 2025-2026  
(AO 2021-005) - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS  
D'ADMINISTRATION**

Considérant la résolution n° 2021-05-171 adoptée à la séance du 11 mai 2021 pour l'appel d'offres 2021-005 ;

Considérant la possibilité de renouveler le contrat pour une saison supplémentaire, soit pour l'année 2025-2026, renouvelable avant le 1<sup>er</sup> juin, il est

PROPOSÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

APPUYÉ PAR

Denise Bergeron

D'autoriser le renouvellement du contrat pour le déneigement des voies publiques pour l'année 2025-2026 auprès de « LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC. » pour la somme de 448 613,20 \$, toutes taxes incluses, en plus d'une majoration de 3 % selon l'IPC à être publié par le bureau fédéral de la statistique indice d'ensemble pour la région de Montréal ou son équivalent pour le 1<sup>er</sup> septembre 2025.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-330-00-521.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-062

**LIBÉRATION DE LA RETENUE À « ROXBORO EXCAVATION INC. » - TRAVAUX DE PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE DU CHEMIN POINTE-AUX-RENARDS - PHASE 1 - AO 2022-005 ET AMENDEMENT DE LA RÉOLUTION 2022-04-138**

Considérant le contrat octroyé à « ROXBORO EXCAVATION INC. » au montant de 418 757,78 \$ lors de la séance du 12 avril 2022, sous la résolution 2022-04-138, suite à l'appel d'offres 2022-005 ;

Considérant le dépassement du coût du contrat en raison d'un ajustement du prix du bitume ;

Considérant la fin des travaux du contrat pour le pavage, les bordures et l'éclairage du chemin Pointe-aux-Renards - Phase 1 (AO 2022-005), il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'amender la résolution 2022-04-138 afin de modifier la somme de 418 757,78 \$, toutes taxes incluses, par la somme de « **429 781,62 \$** », toutes taxes incluses.

D'autoriser la libération finale de la retenue à « ROXBORO EXCAVATION INC. » pour les travaux de pavage, bordures et éclairage du chemin Pointe-aux-Renards - Phase 1 (AO 2022-005).

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**LOISIRS ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**SERVICE D'URGENCE ET DE PROTECTION INCENDIE**

2025-02-063

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT AUPRÈS DE « B.E.M. SOUVENIRS ET FEUX D'ARTIFICES INC. » DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 9 AOÛT 2025**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le directeur du Service d'urgence et de protection incendie, M. Yanick Bernier, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, un contrat auprès de la firme « B.E.M. SOUVENIRS ET FEUX D'ARTIFICES INC. » pour la tenue d'un spectacle de feux d'artifice le 9 août 2025, dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers.

D'autoriser le paiement d'une somme de 75 000 \$, toutes taxes incluses, et d'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2025-02-064

### APPROBATION DU PROJET FB5332 DE BELL CANADA

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'entériner l'approbation du projet FB5332 de Bell Canada concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-065

### ADOPTION DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS ENVIRONNEMENTALES - 2025

Considérant que la Ville de Pincourt s'est doté, en 2019, d'une Politique de développement durable et, en 2021, d'un Plan d'action en matière d'environnement ;

Considérant que la Ville désire encourager ses citoyens à privilégier l'achat de produits auprès de commerçants locaux dans une démarche écoresponsable, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'adopter le programme de subventions environnementales - 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## GREFFE ET COMMUNICATIONS

2025-02-066

### ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-29 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le zonage et les plans d'implantation et d'intégration architecturale sur son territoire ;

Considérant l'avis de motion donné pour le projet de *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, lors de la séance ordinaire du 14 janvier 2025, sous la résolution 2025-01-032 ;

Considérant le dépôt du premier projet dudit règlement lors de la séance ordinaire du 14 janvier 2025, sous la résolution 2025-01-033 ;

Considérant la tenue de la consultation publique sur le projet de règlement mentionné précédemment le 11 février 2025 à compter de 18 h 30, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'adopter le second projet de *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à :

- Abroger l'article 133 relatif aux matériaux de revêtement extérieur pour un mur donnant sur une rue publique dans les zones d'habitation ;
- Abroger l'article 151 relatif à l'architecture d'un bâtiment dans les zones commerciales ;
- Ajouter une norme relative à la conception des toitures blanches et vertes pour les bâtiments à toit plat et ajouter des dispositions relatives aux panneaux solaires ;
- Modifier le titre de l'article 227.5 afin d'y ajouter la zone H6-08 ;
- Modifier l'article 119.31 afin d'y ajouter le terme « Génératrice » dans le texte ;
- Retirer l'application de l'article 127.3 relativement à la largeur maximale de l'accès à la voie publique dans la zone H6-09 ;
- Modifier le premier paragraphe de l'article 120 relativement aux garages non attenants et aux abris d'autos permanents ;
- Modifier l'article 207 afin d'y ajouter les normes applicables aux quais de moins de 20 m<sup>2</sup> de superficie ;
- Modifier la délimitation de la zone H1-22 à même une partie de la zone H2-10 ;
- Ajouter l'usage additionnel « Logement en sous-sol » dans certaines zones d'habitation unifamiliale isolée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-067

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 945 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 2 116 548 \$ POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET DE LEURS ACCESSOIRES**

Considérant l'avis de motion donné et le dépôt du projet de *Règlement n° 945 décrétant un emprunt pour des travaux d'aménagement d'infrastructures sportives et de leurs accessoires* lors de la séance ordinaire du 14 janvier 2025, sous la résolution 2025-01-034, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'adopter le *Règlement n° 945 décrétant un emprunt au montant de 2 116 548 \$ pour des travaux d'aménagement d'infrastructures sportives et de leurs accessoires*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-02-068

**AVIS D'ASSUJETTISSEMENT À UN DROIT DE PRÉEMPTION – LOT N° 1 723 696 DU CADASTRE DU QUÉBEC**

Considérant qu'en vertu de l'article 572.0.1 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19, un droit de préemption peut être imposé et exercé par la Ville de Pincourt (ci-après « la Ville ») afin d'acquérir des immeubles à des fins municipales ;

Considérant l'adoption du *Règlement n° 921 déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent ainsi être acquis aux fins de construction ou d'aménagement d'infrastructures*, lors de la séance du conseil municipal du 9 août 2022, sous la résolution 2022-08-262 ;



Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Pincourt d'assujettir le lot n° 1 723 696 du cadastre du Québec, propriété de « THE PRESBYTERIAN CHURCH OF ILE PERROT », à un droit de préemption pour des fins de construction et/ou d'aménagement d'infrastructures municipales, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'assujettir le lot n° 1 723 696 du cadastre du Québec (242, 5<sup>e</sup> Avenue) à un droit de préemption pour des fins de construction et/ou d'aménagement d'infrastructures municipales.

De mandater le cabinet « DUNTON RAINVILLE S.E.N.C.R.L. » afin qu'il prépare toutes les procédures nécessaires pour l'assujettissement du droit de préemption.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

## **AFFAIRES NOUVELLES**

## **PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 29 et s'est terminée à 20 h 19.

## **LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-02-069**

## **LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 FÉVRIER 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 11 février 2025 à 20 h 19.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 11 mars 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-03-070**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 MARS 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 11 mars 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**MINUTE DE SILENCE**

M. le maire demande une minute de silence suivant le décès de feu M. le conseiller Sam Ierfino et souligne l'engagement indéfectible que celui-ci a apporté auprès de la communauté pincourtoise et du conseil municipal.

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

**2025-03-071**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 FÉVRIER 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 février 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 11 février 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-03-072 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-03)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-03 pour le mois de février 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-073 OCTROI DE CONTRAT POUR L'ŒUVRE D'ART MURALE À L'ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-LORETTE - PROGRAMME D'INTÉGRATION DES ARTS AU PAYSAGE URBAIN - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

Considérant que la Ville désire réaliser une quatrième murale extérieure dans le cadre de son programme d'intégration des arts ;

Considérant la conformité du projet au *Règlement n° 929 relatif à l'art mural public* ;

Considérant l'engagement écrit de l'artiste retenue au projet, de la direction de l'école Notre-Dame-de-Lorette et de la directrice des ressources matérielles du Centre de services scolaire des Trois-Lacs pour la réalisation du projet ;

Considérant la recommandation formulée par le comité d'intégration des arts au paysage urbain le 25 février 2025, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour la réalisation du quatrième projet d'œuvre d'art murale à l'école Notre -Dame-de-Lorette, dans le cadre du programme d'intégration des arts au paysage urbain, auprès de l'artiste Madeleine Turgeon pour la somme de 24 348,99 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-40-701.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-074 PERMISSION DE PARCOURIR LES RUES DE PINCOURT - « CYCLOTOUR DE L'ESPOIR TERRY FOX - VOLET NATIONAL » - JUILLET 2025**

Considérant le 45<sup>e</sup> anniversaire du « Marathon de l'espoir de Terry Fox » ;

Considérant la tenue du « Cyclotour de l'espoir Terry Fox – Volet national » du 9 juin au 10 juillet 2025 ;

Considérant que l'équipe des huit cyclistes d'élite traverseront la province de Québec du 2 au 5 juillet prochain et parcourra les rues de Pincourt durant cette période, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

De permettre à l'équipe des huit cyclistes de parcourir les rues de Pincourt durant leur parcours d'Ottawa à Repentigny autour du 2 juillet 2025, et ce, dans le cadre du « Cyclotour de l'espoir Terry Fox - Volet national », dont l'objectif est de collecter des fonds afin de financer la recherche sur le cancer par l'intermédiaire de la Fondation Terry Fox et du Réseau des centres d'oncologie du Marathon de l'espoir.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-075

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉALISATION D'UN AUDIT EN CYBERSÉCURITÉ - DÉPENSE FINANCÉE À MÊME LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DE RÉSEAUX »**

Considérant la recommandation formulée lors de la Commission d'administration et de finances du 3 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
René Lecavalier

D'octroyer le contrat pour la réalisation d'un audit en cybersécurité auprès de « 9366-6501 Québec inc. (La Société VARS) » pour la somme maximale de 15 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Informatique et amélioration de réseaux » et de l'imputer au poste budgétaire 02-136-00-417.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-076

**APPUI À LA VILLE DE BLAINVILLE - PROJET DE LOI 93, LOI CONCERNANT NOTAMMENT LE TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ D'UN IMMEUBLE DE LA VILLE DE BLAINVILLE**

Considérant que le projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville, a été présenté à l'Assemblée nationale du Québec le 27 février dernier par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Mme Maïté Blanchette Vézina ;

Considérant que le projet de loi a pour objectif de forcer le transfert à l'État d'un terrain appartenant à la Ville de Blainville afin de permettre un projet d'aménagement et d'exploitation d'une sixième cellule d'enfouissement de matières dangereuses par l'entreprise Stablex ;

Considérant que le 22 septembre 2023, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) considère le projet comme étant prématuré et recommande au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, M. Benoît Charrette, de ne pas l'autoriser en l'absence d'un portrait complet sur les matières dangereuses résiduelles au Québec ;

Considérant que la Ville de Blainville, la MRC de Thérèse-De Blainville, la CMM, l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités s'opposent fermement à la réalisation du projet sur le terrain visé par le projet de loi ;

Considérant que le projet de loi prévoit qu'aucune norme édictée par la Ville de Blainville, par la MRC de Thérèse-De Blainville ou par la CMM en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'utilisation du sol ou de construction ne sera applicable à Stalex pour son projet et pour toute autre intervention accessoire nécessaire à ce projet ;

Considérant que le projet de loi constitue une atteinte sérieuse à l'autonomie municipale en matière d'aménagement du territoire et que son adoption constituerait un dangereux précédent, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'appuyer la Ville de Blainville dans ce dossier.

D'exprimer notre désaccord en regard du projet de loi n° 93, Loi concernant notamment le transfert de propriété d'un immeuble de la Ville de Blainville.

De réitérer que les municipalités sont des gouvernements de proximité et demandent au gouvernement du Québec de respecter leurs compétences en aménagement du territoire.

De demander au gouvernement du Québec de confier au BAPE un mandat d'enquête et d'audience publique portant sur l'état des lieux concernant la gestion des matières dangereuses résiduelles.

De transmettre la présente résolution à :

- M. François Legault, premier ministre du Québec ;
- Mme Maïté Blanchette Vézina, ministre des Ressources naturelles et des Forêts ;
- M. Benoit Charette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ;
- Mme Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales ;
- M. Peter Schiefke, député de Vaudreuil-Soulanges ;
- Mme Marie-Claude Nichols, députée de Vaudreuil ;
- Mme Marilynne Picard, députée de Soulanges ;
- Ville de Blainville et
- M. Samuel Roy, conseiller stratégique aux politiques à l'UMQ.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## ADMINISTRATION ET FINANCES

2025-03-077

### DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE FÉVRIER 2025

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de février 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-078                    AFFECTATION DES SOLDES DISPONIBLES AUX RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 854  
ET 867 EN REFINANCEMENT**

Considérant l'approbation de la Commission d'administration et de finances lors de la présentation budgétaire 2025, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser l'affectation des soldes disponibles aux règlements suivants pour une somme totale de 2 447 295 \$, comme suit et d'imputer ces sommes au poste budgétaire 03-210-00-811 à même les soldes disponibles :

R-854	Décrétant le prolongement des infrastructures municipales dans le secteur Pointes-aux-Renards et un emprunt de 1 524 000 \$ à cette fin	130 000 \$
R-867	Décrétant des travaux de remplacement de conduites d'eau potable et d'égout sanitaire, d'ajout d'égout pluvial ainsi que des travaux de réfection de chaussée et de ses dépendances sur une partie du chemin Duhamel et un emprunt de 12 281 000 \$ à cette fin	2 317 295 \$

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-079      ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRAT À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC  
À MONTRÉAL À LA SUITE DE LA TEMPÊTE DEBBY**

Considérant que les pluies diluviennes du vendredi 9 août 2024 ont affecté le sud du Québec en entier en tant qu'événement hydroclimatique historique ;

Considérant qu'au total environ 190 mm de pluie sont tombés sur Pincourt et, malgré le déploiement de plusieurs mesures préventives, qu'une inondation par refoulement et/ou infiltration est survenue au niveau de plusieurs secteurs de la Ville ;

Considérant la volonté du conseil municipal de soutenir prioritairement les citoyens affectés par ladite tempête et d'alléger le fardeau financier de ceux-ci par les moyens qui s'offrent à lui, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'entériner l'octroi de contrat pour le panel de communication post-Debby du 10 octobre 2024 auprès de l'« Université du Québec à Montréal » pour une somme totale de 3 500 \$, toutes taxes incluses, tel qu'indiqué au tableau joint à la présente résolution.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Éventualités » et de l'imputer au poste budgétaire 02-230-01-695.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-080**

**AUTORISATION D'ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU POUR LE SERVICE  
ADMINISTRATION ET FINANCES - DÉPENSE FINANCÉE À MÊME LE  
FONDS DE ROULEMENT**

Considérant le réaménagement des divers locaux et espaces de travail à l'hôtel de ville, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'achat de mobilier de bureau auprès de « LIBRAIRIES BOYER LTEE. » pour la somme maximale de 2 235,11 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, de la rembourser en cinq (5) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-50-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-081

**AUTORISATION DE PAIEMENT DE L'ALLOCATION DE DÉPART POUR  
FEU M. SAM IERFINO, CONSEILLER DU DISTRICT N° 3**

Considérant le décès de feu M. Sam Ierfino, conseiller du district n° 3, survenu le 21 février 2025, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le paiement de l'allocation de départ pour feu M. Sam Ierfino, conseiller du district n° 3, conformément à l'article 30.1 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-082**

**AUTORISATION DE PAIEMENT DE L'ALLOCATION DE DÉPART À  
M. HUGO GENDREAU, CONSEILLER DU DISTRICT N° 1**

Considérant la démission de M. Hugo Gendreau, conseiller du district n° 1, en date du 14 janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le paiement de l'allocation de départ à M. Hugo Gendreau, conseiller du district n° 1, conformément à l'article 30.1 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-083**

## AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de février 2025 pour un montant de 2 206,04 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-084      AFFECTATION D'UNE SOMME DE 711 322,85 \$ DU SURPLUS ACCUMULÉ NON RÉSERVÉ POUR L'ENGAGEMENT 2024**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'affectation d'une somme de 711 322,85 \$ du surplus accumulé non réservé pour l'engagement 2024, le tout selon la liste déposée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-085      AFFECTATION D'UNE SOMME DE 330 161 \$ DU SURPLUS NON RÉSERVÉ POUR AUGMENTER LA RÉSERVE « ÉVENTUALITÉS »**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'affectation d'une somme de 330 161 \$ du surplus non réservé pour augmenter la réserve « Éventualités ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

**2025-03-086      OCTROI DE CONTRATS POUR LA REMISE À NEUF DE SOUFFLANTES ET L'AJOUT D'UN VARIATEUR DE VITESSE À L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX - DÉPENSE FINANCÉE À MÊME LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant que ce projet est prévu au PTI 2025-2026-2027, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour fourniture, la livraison et la mise en marche d'un nouveau variateur de vitesse 30HP et son panneau auprès de « MOTEURS ÉLECTRIQUES LAVAL LTÉE » pour la somme maximale de 20 942,70 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour la remise à neuf de soufflantes auprès de « Aerzen Canada Inc. » pour la somme maximale de 13 816,73 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour l'installation du variateur de vitesse auprès de « LAGACE ELECTRIQUE INC. » pour la somme maximale de 3 626,31 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour la programmation des items ci-dessus mentionnés auprès de « FILTRUM INC. » pour la somme maximale de 1 241,73 \$, toutes taxes incluses.



D'autoriser l'octroi d'un contrat pour les travaux d'un électromécanicien auprès de « MS électromécanique » pour la somme maximale de 1 149,75 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'octroi de contrats pour autres menus travaux connexes auprès de divers fournisseurs pour la somme de maximale 2 299,50 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le fonds de roulement, de les rembourser en cinq (5) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de les imputer au poste budgétaire 22-400-40-085.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-087

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'AMÉNAGEMENT DE DEUX TERRAINS DE PICKLEBALL - PHASE 2 - PARC OLYMPIQUE - AO 2024-004 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS D'INVESTISSEMENT EN PARC ET TERRAINS DE JEUX »**

Considérant le processus d'appel d'offres 2024-004 qui s'est terminé le 6 mars 2025 ;

Considérant l'évaluation qualitative des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres précédemment mentionné ;

Considérant les offres reçues et leur analyse par un comité :

Firmes ayant soumissionné	Soumission conforme	Coût (taxes inc.)	Rang
Les Entreprises P. N. P. Inc.	Oui	378 430,44 \$	1
Aménagement Sud-Ouest	Oui	413 776,63 \$	2
Construction J.P. Roy Inc.	Oui	439 141,26 \$	3
Groupe Damex Inc.	Oui	465 690,49 \$	4
Les Pavages Théorêt Inc.	Oui	493 477,01 \$	5
Les Entreprises Pera	Oui	516 500,00 \$	6
Urbex Construction Inc.	Oui	528 743,58 \$	7
Les Entreprises J. Piccioni Inc.	Oui	545 433,00 \$	8
Les Excavations D.D.L.	Oui	586 571,41 \$	9

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour l'aménagement de deux terrains de Pickleball - Phase 2 au parc Olympique auprès de « LES ENTREPRISES P.N.P. INC. » pour la somme de 378 430,44 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus « Projets d'investissement en parcs et terrains de jeux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-035.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-03-088**

**AUTORISATION DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DANS LE CADRE DU  
« FONDS LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE - PROJETS CIRCONFLEXE »  
- PROJET PLAZA P-TOWN**

PROPOSÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

APPUYÉ PAR

Denise Bergeron

D'autoriser le Service des loisirs, de la culture et des services communautaires à déposer une demande pour le projet « Plaza P-Town », dans le cadre de l'appel de projets circonflexe du Fonds Loisir et Sport Montérégie, la Ville s'engageant à réaliser le projet pour lequel la demande sera déposée.

D'autoriser le directeur du Service, à signer, pour et au nom de la Ville, tout document requis dans le cadre de ce projet, ou en cas d'absence de ce dernier, la cheffe de division - Loisirs, culture et événements.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**2025-03-089**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DES ENTENTES POUR L'UTILISATION  
D'INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION RADIO INCENDIE POUR  
LES SITES EN TÉLÉCOMMUNICATION ET RELAIS AVEC LA MRCVS**

Considérant l'échéance au 31 mars 2025 des ententes avec la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges (MRCVS) pour l'utilisation d'infrastructures de communication radio incendie pour les sites en télécommunication et relais ;

Considérant que ces infrastructures sont utilisées par la MRCVS pour l'établissement de son réseau de communication incendie, il est

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la signature, par le directeur du Service d'urgence et de protection contre les incendies Pincourt/NDIP, des ententes pour l'utilisation d'infrastructures de communication radio incendie pour les sites en télécommunication et relais pour les périodes du 1<sup>er</sup> avril 2025 au 31 mars 2028 avec deux (2) années additionnelles optionnelles aux tarifs annuels pour chaque entente :

- 8 830 \$ (2 x 4 415 \$) pour la 1<sup>re</sup> année (2025-2026) ;
- 9 000 \$ (2 x 4 500 \$) pour la 2<sup>e</sup> année (2026-2027) ;
- 9 184 \$ (2 x 4 458 \$) pour la 3<sup>e</sup> année (2027-2028) ;
- tarif de la 3<sup>e</sup> année majoré de l'IPC de Montréal pour chaque année additionnelle optionnelle (2028-2029 / 2029-2030) ;

le tout payable à la Ville par la MRCVS.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

**2025-03-090**

## ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET FB1491 DE BELL CANADA

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Diane Boyer

D'entériner l'approbation du projet FB1491 de Bell Canada concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

## RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-091**

**ENTÉRINEMENT DE SIGNATURE D'UNE TRANSACTION - CESSATION  
DE NON-CONFORMITÉS SUR ET DANS LES IMMEUBLES - 679, CHEMIN  
DUHAMEL**

Considérant les diverses correspondances transmises par la Ville pour la cessation d'usages dérogatoires, nuisances et non-conformités sur les immeubles et dans le bâtiment résidentiel correspondant aux lots n<sup>os</sup> 1 720 930 et 1 723 930 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Vaudreuil et portant le numéro civique 679, chemin Duhamel, à Pincourt, immeubles occupés à des fins résidentielles ;

Considérant que les parties désirent convenir d'une transaction en vue de la cessation des non-conformités sur et dans les immeubles, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'entériner la signature de la Transaction désignant les délais à respecter pour les travaux et correctifs à apporter à la propriété sise au 679, chemin Duhamel à Pincourt, lots n<sup>os</sup> 1 720 930 et 1 723 930 du cadastre du Québec, entre la Ville de Pincourt et M. John Quinsey, propriétaire.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-092**

## ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET I73837 DE BELL CANADA

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

D'entériner l'approbation du projet I73837 de Bell Canada concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-093**

## AUTORISATION DE LA CRÉATION ET LA MISE SUR PIED D'UN COMITÉ DE CIRCULATION

Considérant la volonté du conseil municipal de la Ville de Pincourt de se doter d'un comité de circulation qui lui formulera des recommandations sur des demandes diverses liées à la circulation :

Considérant la recommandation formulée lors de la Commission d'administration et de finances du 3 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la création et la mise sur pied d'un comité de circulation, lequel sera formé des membres suivants :

Responsabilité	Fonction	Nom
Président	Maire	Claude Comeau
Conseiller membre	Conseiller district n° 6	René Lecavalier
Employé membre	Directeur – Aménagement durable du territoire et de l’environnement	Max Gosselin
Employé membre	Coordonnateur à la surveillance du territoire	Marcel Lamoureux
Employé membre	Directeur – Travaux publics	Philippe Renaud
Employé membre	Directeur – Infrastructures urbaines	Jean-Michel Lafleur

RÉSOLU À L’UNANIMITÉ

GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS

2025-03-094

AVIS DE LA CONSTATATION DE LA VACANCE DU POSTE DE  
CONSEILLER MUNICIPAL DU DISTRICT N° 3

Considérant le décès du conseiller feu M. Sam Ierfino en date du 21 février 2025, la greffière avise les membres du conseil qu'il y a alors vacance au poste de conseiller du district n° 3, le tout conformément à l'article 333 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, L.R.Q., chapitre E-2.2.

2025-03-095

ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 780-29 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE  
ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION  
ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le zonage et les plans d'implantation et d'intégration architecturale sur son territoire ;

Considérant qu'un avis de motion pour le premier projet de *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé* a été donné le 14 janvier 2025 sous la résolution 2025-01-032 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-01-033 ;

Considérant la tenue de la consultation publique sur ledit projet de règlement le 11 février 2025 à compter de 18 h 30 ;

Considérant l'adoption du second projet de règlement le 11 février 2025 sous la résolution 2025-02-066 ;

Considérant qu'aucune demande de participation à un référendum n'a été reçue pour ledit projet de règlement, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
René Lecavalier

D'adopter le *Règlement n° 780-29 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à :

- Abroger l'article 133 relatif aux matériaux de revêtement extérieur pour un mur donnant sur une rue publique dans les zones d'habitation ;
- Abroger l'article 151 relatif à l'architecture d'un bâtiment dans les zones commerciales ;
- Ajouter une norme relative à la conception des toitures blanches et vertes pour les bâtiments à toit plat et ajouter des dispositions relatives aux panneaux solaires ;
- Modifier le titre de l'article 227.5 afin d'y ajouter la zone H6-08 ;
- Modifier l'article 119.31 afin d'y ajouter le terme « Génératrice » dans le texte ;
- Retirer l'application de l'article 127.3 relativement à la largeur maximale de l'accès à la voie publique dans la zone H6-09 ;
- Modifier le premier paragraphe de l'article 120 relativement aux garages non attenants et aux abris d'autos permanents ;
- Modifier l'article 207 afin d'y ajouter les normes applicables aux quais de moins de 20 m<sup>2</sup> de superficie ;
- Modifier la délimitation de la zone H1-22 à même une partie de la zone H2-10 ;
- Ajouter l'usage additionnel « Logement en sous-sol » dans certaines zones d'habitation unifamiliale isolée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-096

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 910-02 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 910 RELATIF AU DÉNEIGEMENT DES ALLÉES ET DES AIRES DE STATIONNEMENT PRIVÉES PAR DES ENTREPRENEURS**

Mme la conseillère Diane Boyer dépose le projet de *Règlement n° 910-02 modifiant le Règlement n° 910 relatif au déneigement des allées et des aires de stationnement privées par des entrepreneurs* et mentionne que ledit règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté, le but de celui-ci étant de retirer les termes « sur une autre propriété privée ».

2025-03-097

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 925-01 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 925 RELATIF À L'UTILISATION EXTÉRIEURE DES PESTICIDES ET DES ENGRAIS**

Mme la conseillère Denise Bergeron dépose le projet de *Règlement n° 925-01 modifiant le Règlement n° 925 relatif à l'utilisation extérieure des pesticides et des engrais* et mentionne que ledit règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté et ayant principalement pour but de renvoyer les mentions au *Code de gestion des pesticides du Québec* (chapitre P-9.3, r.1) à même le Règlement et ses annexes.

2025-03-098

**PREMIER PROJET DE RÉSOLUTION - AUTORISATION EN VERTU DU RÈGLEMENT N° 785 SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (PPCMOI) - CONSTRUCTION D'UN GARAGE DÉTACHÉ - 210, CHEMIN DUHAMEL**

Considérant la recommandation du comité consultatif d'urbanisme le 25 février 2025 relativement à cette demande de construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
René Lecavalier

D'adopter, en vertu du *Règlement n° 785 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)*, le premier projet de résolution autorisant la construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel et de permettre :

- qu'un garage non attenant soit érigé avec une superficie au sol de 144,84 mètres<sup>2</sup> et non de 56 mètres<sup>2</sup> selon la norme applicable de l'article 119-19 a) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la hauteur du garage non attenant soit de 7,65 mètres et non de 5 mètres selon la norme applicable de l'article 119-19 b) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la présence d'un garage non attenant soit autorisée malgré la présence d'un garage incorporé au bâtiment principal selon la norme applicable à l'article 120 3° du *Règlement de zonage n° 780*.

De tenir une assemblée publique de consultation le 8 avril 2025 à 18 h 30, dans la salle du conseil, ou à toute autre date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-099

**DÉPÔT DU CERTIFICAT DES RÉSULTATS DE LA PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT – RÈGLEMENT N° 945 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT AU MONTANT DE 2 116 548 \$ POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'INFRASTRUCTURES SPORTIVES ET DE LEURS ACCESSOIRES**

Conformément à l'article 557 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, la greffière dépose copie du certificat des résultats de la procédure d'enregistrement tenue les 17 et 18 février 2025 pour le *Règlement d'emprunt n° 945* ;

Considérant que le nombre de personnes habiles à voter lors du scrutin référendaire était de 11 430 ;

Considérant que le nombre requis de signatures pour la tenue d'un scrutin référendaire était de 1 154 ;

Considérant qu'aucune personne n'a signé le registre tenu les 17 et 18 février 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

De réputer le *Règlement d'emprunt n° 945* approuvé par les personnes habiles à voter.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-100

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 931-03 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 931 RELATIF AUX NUISANCES, TEL QU'AMENDÉ**

Mme la conseillère Claudine Girouard-Morel dépose le projet de *Règlement n° 931-03 modifiant le Règlement n° 931 relatif aux nuisances, tel qu'amendé* et mentionne que ledit projet de règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté à une séance subséquente, le but de celui-ci étant d'abroger la disposition relative aux caméras et d'ajouter des normes relatives aux arbres.

2025-03-101

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 781-06 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 781 DE CONSTRUCTION, TEL QU'AMENDÉ**

M. le conseiller René Lecavalier dépose le projet de *Règlement n° 781-06 modifiant le Règlement n° 781 de construction, tel qu'amendé*, et mentionne que ledit projet de règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté à une séance subséquente, le but de celui-ci étant de retirer des normes relatives au système de surveillance par caméra.

2025-03-102

**ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° 781-06 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 781 DE CONSTRUCTION, TEL QU'AMENDÉ**

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant la construction sur son territoire ;

Considérant qu'un avis de motion pour la présentation du *Règlement n° 781-06 modifiant le Règlement n° 781 de construction* est également donné en ce jour, le 11 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'adopter le premier projet de *Règlement n° 781-06 modifiant le Règlement n° 781 de construction, tel qu'amendé*, de façon à retirer des normes relatives au système de surveillance par caméra.

De tenir la procédure de consultation publique à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE

2025-03-103

### **AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA LETTRE D'ENTENTE DE DEUX (2) ANS AVEC RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE POUR UNE SEULE PÉRIODE D'UN (1) AN ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'autoriser la signature par le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, pour et au nom de la Ville de Pincourt, d'une lettre d'entente de « Services aux personnes sinistrées » d'une durée de deux (2) ans, soit du 25 avril 2025 au 25 avril 2027, avec renouvellement automatique pour une seule période d'un (1) an, soit du 25 avril 2027 au 25 avril 2028, entre la Ville de Pincourt et la Société canadienne de la Croix-Rouge, pour une somme annuelle par habitant de 0,21 \$ pour 2025-2026, une somme annuelle par habitant de 0,21 \$ pour 2026-2027 et une somme annuelle par habitant de 0,23 \$ pour 2027-2028 sur les données publiées dans le *Répertoire des municipalités* du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## JOURNÉE DES POMPIERS (FÊTE DE PINCOURT)

2025-03-104

### **AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT AUPRÈS DE « 9368-0643 QUÉBEC INC. » DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 9 AOÛT 2025**

Considérant la résolution 2025-01-010 autorisant la tenue d'une journée d'activités le 9 août 2025 à l'occasion de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la cheffe de division aux loisirs, culture et événements à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, un contrat auprès de la firme « 9368-0643 Québec inc. » pour la tenue du spectacle principal le 9 août 2025, dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers.

D'autoriser le paiement d'une somme de 40 000 \$, toutes taxes incluses, et de l'imputer au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## AFFAIRES NOUVELLES

## PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions a débuté à 19 h 31 et s'est terminée à 19 h 44.



**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-03-105**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 MARS 2025**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 11 mars 2025 à 19 h 45.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mercredi 19 mars 2025 à 9 h 15**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 mars 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Demande de prolongation du délai auprès de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation pour l'adoption des règlements de concordance au SADR3
4. Abrogation de la résolution 2025-01-031 – Adoption des règlements d'urbanisme n<sup>os</sup> 778-03, 779-03, 780-28 et 784-09
5. Période de questions
6. Levée de la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 9 H 15**

**2025-03-106      OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 19 MARS 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR                                      Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR                                      Claudine Girouard-Morel

D'ouvrir la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025 à 9 h 15 et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-107      DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 MARS 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR                                      Diane Boyer  
APPUYÉ PAR                                      Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 mars 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 mars 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-03-108      DEMANDE DE PROLONGATION DU DÉLAI AUPRÈS DE LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION POUR L'ADOPTION DES RÈGLEMENTS DE CONCORDANCE AU SADR3**

Considérant le schéma d'aménagement et de développement révisé 3<sup>e</sup> génération (SADR3) de la MRC de Vaudreuil-Soulanges (Règlement n° 232-2) est entré en vigueur le 2 février 2023 ;

Considérant que conformément à l'article 59 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ c. A-19.1, le conseil de toute municipalité, dont le territoire est compris dans celui d'une municipalité régionale de comté, doit, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du schéma d'aménagement et de développement révisé, adopter tout règlement modifiant le plan d'urbanisme ou tout règlement de concordance, le délai maximal accordé étant donc fixé au 2 février 2025 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 239 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (chapitre A-19.1, r. 0.1), le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation peut prolonger, à la demande d'une municipalité, un délai ou un terme qui lui est imparti par la loi ;

Considérant que la Ville a entamé, à l'été 2024, l'élaboration de ses règlements de concordance au SADR3 et que ceux-ci sont en phase finale de correctifs auprès de la MRC de Vaudreuil-Soulanges ;

Considérant que la Ville a entamé urgemment, à l'été 2023, soit avant l'entrée en vigueur du SADR3, l'élaboration d'un plan particulier d'urbanisme (PPU) visant les secteurs les plus névralgiques du territoire, soit le secteur commercial et le secteur longeant l'autoroute 20 et la 5<sup>e</sup> Avenue, notamment afin d'arrimer la planification en fonction de l'ouverture imminente du nouvel hôpital de Vaudreuil-Soulanges et de la densification imposée en vertu des normes de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ;

Considérant que le chantier des PPU est toujours en cours de réalisation, et qu'il le sera encore pour quelques mois, mobilisant ainsi toutes les ressources disponibles au Service de l'aménagement durable du territoire et de l'environnement ;

Considérant que, bien que la Ville ait amorcé le processus de concordance de ses règlements au SADR3 depuis l'été 2024, un délai additionnel est requis pour clore la démarche de concordance, principalement pour les raisons évoquées dans le document justificatif joint en annexe A ;

Considérant la « Politique de prolongation des délais en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* », la Ville de Pincourt sollicite l'appui de la MRC nécessaire à l'obtention d'une prolongation de délai de la ministre, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

De demander à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation d'accorder une prolongation de 12 mois au délai de concordance au SADR3 de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, en vertu de l'article 239 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, RLRQ c. A-19.1, soit jusqu'au 2 février 2026, notamment pour les motifs mentionnés à l'annexe A.

De transmettre copie de la présente résolution au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et à la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-03-109

**ABROGATION DE LA RÉSOLUTION 2025-01-031 - ADOPTION DES RÈGLEMENTS D'URBANISME N<sup>OS</sup> 778-03, 779-03, 780-28 ET 784-09**

Considérant la nécessité de reprendre le processus d'adoption des règlements de concordance de la Ville au schéma d'aménagement et de développement révisé 3<sup>e</sup> génération (SADR3) de la MRC de Vaudreuil-Soulanges (Règlement n<sup>o</sup> 232-2), entré en vigueur le 2 février 2023, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'abroger la résolution 2025-01-031 adoptée lors de la séance ordinaire du mardi 14 janvier 2025 concernant l'adoption des règlements d'urbanisme n<sup>os</sup> 778-03, 779-03, 780-28 et 784-09.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-03-110**

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 19 MARS 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025 à 9 h 23.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 8 avril 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-04-111**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 8 AVRIL 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 02 et s'est terminée à 19 h 18.

**2025-04-112**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 19 MARS 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 19 mars 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-04-113 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-04)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-04 pour le mois de mars 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-114 AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE TRANSACTION - OFFRE DE RÈGLEMENT 760-17-006855-244 (MRCVS)**

Considérant qu'en vertu du jugement rendu le 15 juin 2023 par l'hon. Sylvain Lussier, j.c.s., l'établissement et la remise par la MRC aux municipalités locales de la ristourne pour les services de la Sûreté du Québec pour l'exercice financier 2020 devaient être faits en vertu de la résolution 2006-11-140 ;

Considérant la résolution 2021-02-069 adoptée lors de la séance du conseil tenue le 18 février 2021 concernant le recours à l'encontre de la MRC de Vaudreuil-Soulanges en collaboration avec la Ville de Vaudreuil-Dorion et la Municipalité de Saint-Zotique ;

Considérant que la MRC a procédé à ces calculs par la résolution 23-08-30-09 et que des remises et nouvelles facturations ont été faites en conséquence, selon le tableau annexé à cette résolution ;

Considérant que la Ville de Vaudreuil-Dorion, la Ville de Pincourt et la Municipalité de Saint-Zotique (« les **Demanderesses** ») ont reçu le montant qui leur avait été attribué par cette dernière résolution, mais qu'elles estimaient que le paiement des intérêts accumulés sur ce montant aurait également dû leur être payé à cette occasion ;

Considérant que les Demanderesses ont alors entrepris de nouvelles procédures contre la MRC afin de réclamer les sommes manquantes dans le dossier de Cour n° 760-17-006855-244 ;

Considérant que ces procédures ont été contestées par la MRC ;

Considérant, après discussions, que les parties en sont venues à un accord pour mettre un terme complet et définitif à tout contentieux relatif à toute question relative à la ristourne de la SQ pour l'exercice financier 2020, y compris son calcul, sa remise et son financement par la MRC et ses membres ;

Considérant que les Demanderesses ont pris connaissance de la résolution n° 25-02-19-11 de la MRC et s'en déclarent satisfaites, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'autoriser le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, la transaction n° 760-17-006855-244 jointe à la présente résolution.

De transmettre cette résolution à la Ville de Vaudreuil-Dorion, la Municipalité de Saint-Zotique et la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-115

**RÉVISION DE L'ENTENTE ET DU FONCTIONNEMENT DU REM -  
DEMANDE DE MISE EN PLACE D'UN PLAN DE RELÈVE EFFICACE ET  
D'UNE SOLUTION DE TRANSPORT SUPPLÉMENTAIRE AU REM**

Considérant que la mise en service du Réseau express métropolitain (REM) a entraîné la refonte complète des services de transport local, qui assuraient une connexion directe et fiable entre Chambly et le centre-ville de Montréal ;

Considérant que l'exclusivité accordée au REM interdit aux autobus d'emprunter le pont Samuel-De Champlain, sauf en cas de panne du train, limitant ainsi l'offre de transport collectif pour les citoyens de Chambly ;

Considérant que les pannes répétées du REM ont perturbé la mobilité des citoyens et mis en évidence la nécessité d'une solution de transport supplémentaire et pérenne ;

Considérant que le déploiement temporaire d'autobus supplémentaires a démontré que la coexistence entre autobus et REM est non seulement possible, mais nécessaire pour assurer une offre de transport collectif fiable ;

Considérant que la Ville de Chambly s'engage à promouvoir une interconnexion robuste et diversifiée des modes de transport collectif pour répondre aux besoins croissants des citoyens, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
René Lecavalier

D'exiger une révision de l'entente sur l'exclusivité du REM afin de permettre une offre complémentaire de transport collectif, garantissant ainsi aux usagers une alternative en tout temps.

De demander officiellement au gouvernement du Québec et à l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) d'étudier et de proposer un scénario pour assurer une offre stable et prévisible pour les usagers du REM d'ici à ce que le service soit stabilisé.

D'inviter la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ Infra) à prendre en compte l'expérience de l'antenne de Brossard dans le déploiement de futurs projets, en intégrant dès la planification des solutions flexibles et adaptées aux besoins des citoyens.

De transmettre cette résolution au Regroupement des tables décisionnelles de la Montérégie.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



2025-04-116

**QUOTE-PART 2024 POUR LES SERVICES D'UN ARCHIVISTE À TEMPS PARTAGÉ AVEC LA VILLE DE NDÎP**

Considérant les besoins des villes de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (NDÎP) et de Pincourt pour les services d'un archiviste;

Considérant qu'en vertu des articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (R.L.R.Q. c. C-19), toute municipalité peut conclure une entente avec une autre municipalité, notamment pour le partage des services de fonctionnaires municipaux ;

Considérant la résolution 2024-03-056 adoptée lors de la séance du 12 mars 2024 autorisant la signature de l'entente intermunicipale avec la Ville de NDÎP pour le partage des services d'un archiviste, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De verser à la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot la somme de 28 047,62 \$ représentant la quote-part 2024 pour les services d'un archiviste à temps partagé.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-140-01-410.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-117

**ADOPTION DE DIFFÉRENTES POLITIQUES**

Considérant le dépôt, lors de la commission d'administration et de finances du 3 mars 2025, des documents suivants :

- Politique sur les dépenses des élu.es de la Ville de Pincourt ;
- Politique sur les dépenses des employé.es de la Ville de Pincourt ;
- Politique de gestion des identités et des accès (GIA) de la Ville de Pincourt ;
- Politique sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) générative à la Ville de Pincourt ;
- Politique des ressources humaines, mise à jour du Chapitre VII - La formation et le développement des compétences des employés ;

Considérant la recommandation de la direction générale, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'adopter les politiques suivantes :

- Politique sur les dépenses des élu.es de la Ville de Pincourt ;
- Politique sur les dépenses des employé.es de la Ville de Pincourt ;
- Politique de gestion des identités et des accès (GIA) de la Ville de Pincourt ;
- Politique sur l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) générative à la Ville de Pincourt.

D'adopter la mise à jour du Chapitre VII - La formation et le développement des compétences des employés de la Politique des ressources humaines.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-118 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LES MOIS DE DÉCEMBRE 2024 ET MARS 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour les mois de décembre 2024 et mars 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-119 ABOLITION DU PROGRAMME RÉNORÉGION - DEMANDE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE RECONSIDÉRER DE FAÇON URGENTE SA DÉCISION**

Considérant que la Société d'habitation du Québec (SHQ) a confirmé deux jours après la lecture du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec l'abandon du programme RénoRégion, un programme essentiel pour aider les propriétaires-occupants les moins bien nantis de nos communautés, souvent des personnes âgées ou des familles monoparentales vivant en milieu rural, à corriger des déficiences majeures à leur modeste résidence ;

Considérant que ce programme a permis de garder plusieurs milliers de personnes dans leur résidence, dans des milieux où fait aussi rage la crise du logement, où il n'y a aucun logement abordable ou encore moins d'habitations à loyer modique ;

Considérant qu'il y a plus de mille familles sur les listes d'attente des MRC du Québec ;

Considérant que la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a demandé, le 27 mars dernier, au premier ministre du Québec, M. François Legault, de se préoccuper de nos citoyen(ne)s et familles les plus vulnérables en remédiant de façon urgente à la situation ;

Considérant que cette demande est restée sans réponse et que les projets d'appartements modulaires de 24 et 36 unités dans quelques villes du Québec promus depuis par la ministre responsable de l'Habitation, M<sup>me</sup> France-Élaine Duranceau, ne peuvent répondre aux besoins des régions ;

Considérant que, bien que le programme RénoRégion ait coûté moins de 18 M\$ par année à l'État québécois et qu'il ne représente que 0,0001 % des dépenses globales, la ministre justifie ce choix pour des raisons de saine gestion des finances publiques ;

Considérant que la subvention moyenne du programme est de 19 309 \$, une fraction des coûts réels de construction des nouveaux logements promus par la ministre ;

Considérant que la FQM a déposé l'an dernier à la demande de la SHQ une série de propositions afin d'augmenter l'efficacité du programme et de le rendre plus accessible pour mieux répondre aux besoins à travers le Québec ;

Considérant que la SHQ devait lancer une version bonifiée du programme RénoRégion à la suite de ses consultations en 2025 ;

Considérant que l'abolition de ce programme porte atteinte aux personnes les plus vulnérables de nos communautés, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De demander au premier ministre du Québec, M. François Legault, et à sa ministre responsable de l'Habitation, M<sup>me</sup> France-Élaine Duranceau :

- de relancer immédiatement le programme RénoRégion pour l'année financière 2025-2026 et de s'engager à assurer son financement à long terme ;
- de rendre à terme le processus de bonification du programme pour assurer une plus grande accessibilité dans toutes les régions du Québec.

De transmettre la présente résolution aux personnes suivantes :

- M. François Legault, premier ministre du Québec ;
- M<sup>me</sup> France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation ;
- M. Eric Girard, ministre des Finances ;
- M. Sébastien Schneeberger, député de Drummond-Bois-Francs, président de la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale ;
- M<sup>me</sup> Virginie Dufour, députée des Mille-Îles, porte-parole de l'opposition officielle en matière de logement ;
- M<sup>me</sup> Christine Labrie, députée de Sherbrooke, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement ;
- M<sup>me</sup> Catherine Gentilcore, députée de Terrebonne, porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de logement ;
- M. Jean Martel, président-directeur général de la Société d'habitation du Québec ;
- M<sup>me</sup> Marie-Claude Nichols, députée de Vaudreuil ;
- M<sup>me</sup> Marilyne Picard, députée de Soulanges ;
- M. Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-120**

**AUTORISATION DE SIGNATURE – BAUX DE LOCATION SUR LE DOMAINE HYDRIQUE - PARCS D'AMBROSIO ET RENÉ-LÉVESQUE**

Considérant la signature de baux en 1992 entre la Ville de Pincourt et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour le droit d'utilisation et le maintien d'une rampe de mise à l'eau et autres installations sur la propriété du gouvernement du Québec à même le lit de la rivière des Outaouais ;

Considérant le terme de ces deux baux qui viendra prochainement à échéance, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer les nouveaux baux entre la Ville de Pincourt et le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) pour :

- le maintien, dans le parc René-Lévesque, d'un terre-plein et d'une rampe de mise à l'eau servant à des fins municipales situés sur la propriété du gouvernement du Québec à même le lit de la rivière des Outaouais ;
- le maintien, dans le parc d'Ambrosio, d'une rampe de mise à l'eau ainsi qu'une plateforme de bois sur caisson de pierres servant à des fins municipales situées sur la propriété du gouvernement du Québec à même le lit de la rivière des Outaouais ;

le tout afin de confirmer que les lieux seront utilisés à des fins non lucratives favorisant l'accès du public au plan d'eau.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-121

**AUTORISATION D'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES – DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DE RÉSEAUX**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'achat d'équipements informatiques auprès de « LOGICIEL, ORGANISATION & BUREAUTIQUE (L.O.B.) INC. » pour la somme maximale de 10 000 \$, toutes taxes incluses, afin de convertir tous les commutateurs réseaux en équipement contrôlable.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Informatique et amélioration de réseaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-40-025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

2025-04-122

**DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE MARS 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de mars 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-123

**RÉSOLUTION DE CONCORDANCE ET DE COURTE ÉCHÉANCE RELATIVEMENT À UN EMPRUNT PAR OBLIGATIONS D'UNE SOMME DE 10 190 000 \$ QUI SERA RÉALISÉ LE 24 AVRIL 2025**

Considérant que, conformément aux règlements d'emprunts suivants et pour les sommes indiquées en regard de chacun d'eux, la Ville de Pincourt souhaite émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour une somme totale de 10 190 000 \$ qui sera réalisée le 24 avril 2025, répartie comme suit :

Règlement d'emprunt n°	Pour une somme de
854	974 800 \$
867	7 437 100 \$
875	342 500 \$
875	1 435 600 \$

Considérant qu'il y a lieu de modifier les règlements d'emprunt en conséquence ;

Considérant que, conformément au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et emprunts municipaux* (RLRQ, chapitre D-7), pour les fins de cette émission d'obligations et pour les règlements d'emprunts n<sup>os</sup> 854, 867 et 875, la Ville de Pincourt souhaite émettre pour un terme plus court que celui originellement fixé à ces règlements, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De financer, par obligations, les règlements indiqués au 1<sup>er</sup> alinéa du préambule, conformément à ce qui suit :

1. les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 24 avril 2025 ;
2. les intérêts seront payables semi-annuellement, les 24 avril et 24 octobre de chaque année ;
3. les obligations ne seront pas rachetables par anticipation ; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (RLRQ, chapitre D-7) ;
4. les obligations seront immatriculées au nom de Service de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) et seront déposées auprès de CDS ;
5. CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation, agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents ;
6. CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation ; à cet effet, le conseil autorise la trésorière à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « Autorisation pour le plan de débits préautorisés destiné aux entreprises » ;
7. CDS effectuera les paiements de capital et d'intérêts aux adhérents par des transferts électroniques de fonds et, à cette fin, CDS prélèvera directement les sommes requises dans le compte suivant :  
C.D. DE VAUDREUIL-SOULANGES  
100, BOUL. DON QUICHOTTE  
L'ÎLE-PERROT (QUÉBEC) J7V 6L7
8. les obligations seront signées par le maire et la trésorière ;
9. la Ville de Pincourt, tel que permis par la Loi, mandatera CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authenticateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées ;
10. en ce qui concerne les amortissements annuels de capital prévus pour les années 2031 et suivantes, que le terme prévu dans les règlements d'emprunt n<sup>os</sup> 854, 867 et 875 soit plus court que celui originellement fixé, c'est-à-dire pour un terme de **cinq (5) ans** (à compter du 24 avril 2025), au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie du solde dû sur l'emprunt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-124                    AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE  
SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de mars 2025 pour un montant de 3 046,54 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## 2025-04-125 PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES - FACTURES DIVERSES

Considérant qu'il y a lieu de provisionner certaines factures étant donné que les procédures de réclamation ont été effectuées par le Service administration et finances et le Service du greffe ;

Considérant que ces factures demeureront dans nos listes extra-comptables,  
il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser la provision pour créances douteuses de factures diverses selon la liste déposée pour une somme de 1 090,37 \$.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## 2025-04-126 PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES - TAXES MUNICIPALES

Considérant qu'il y a lieu de provisionner certaines taxes municipales, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
 APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser la provision pour créances douteuses des taxes municipales selon la liste déposée pour une somme de 25 229,07 \$.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-127      COMPTES À RECEVOIR - FACTURES DIVERSES À RADIER À MÊME LA  
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES**

Considérant qu'il y a lieu de radier certaines factures diverses étant donné que deux envois de réclamation ont été effectués par le Service administration et finances et le Service du greffe ;

Considérant que ces factures ont déjà été provisionnées aux états financiers 2023 et qu'elles demeureront dans nos listes extra-comptables, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser la radiation de factures diverses selon la liste déposée pour une somme de 792,94 \$, à même la provision pour créances douteuses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-128

**COMPTES À RECEVOIR - TAXES MUNICIPALES À RADIER À MÊME LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES**

Considérant qu'il y a lieu de radier certaines taxes municipales ;

Considérant que ces factures ont déjà été provisionnées aux états financiers 2023 et qu'elles sont périmées, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser la radiation des taxes municipales selon la liste déposée pour une somme de 1 698,25 \$ à même la provision pour créances douteuses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

2025-04-129

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DU STATIONNEMENT DE LA PISCINE DU PARC OLYMPIQUE (2025-007-GG) - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

Considérant la recommandation de la commission des infrastructures et travaux publics lors de sa réunion du 24 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser la direction du Service des travaux publics et des infrastructures urbaines à octroyer un contrat pour la réfection du stationnement de la piscine du parc Olympique (2025-007-GG), suivant recherche de prix, auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » pour la somme de 103 971,89 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-043.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-130

**AMENDEMENT DE LA RÉSOLUTION 2020-05-163 - LIBÉRATION DE LA RETENUE À « CONSTRUCTION JACQUES THÉORÊT INC. » - CONSTRUCTION DU GARAGE MUNICIPAL ET AGRANDISSEMENT DE LA CASERNE-INCENDIE - AO 2019-005**

Considérant l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 901* en date du 3 avril 2020 par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ;

Considérant le contrat octroyé à « CONSTRUCTION JACQUES THÉORÉT INC. » au montant de 8 752 217,84 \$ lors de la séance du 12 mai 2020, sous la résolution 2020-05-163, suite à l'appel d'offres 2019-005 ;

Considérant le dépassement du coût du contrat en raison de divers travaux supplémentaires ;

Considérant la fin des travaux du contrat pour la construction du garage municipal et l'agrandissement de la caserne-incendie de Pincourt (AO 2019-005), il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'amender la résolution 2020-05-163 afin de modifier la somme de 8 752 217,84 \$, toutes taxes incluses, par la somme de « **9 110 166,34 \$** », toutes taxes incluses.

D'autoriser la libération finale de la retenue à « CONSTRUCTION JACQUES THÉORÉT INC. » pour la construction du garage municipal et l'agrandissement de la caserne-incendie de Pincourt (AO 2019-005) au montant de 301 467,68 \$.

De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 901* et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-20-034.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-131

**AMENDEMENT DE LA RÉSOLUTION 2024-08-217 - LIBÉRATION DE LA RETENUE À « ALI EXCAVATION INC. » - RÉFECTION DU PAVAGE SUR LA RUE ELMWOOD - AO 2024-010 INV**

Considérant le contrat octroyé à « ALI EXCAVATION INC. » au montant de 85 331 \$ lors de la séance du 13 août 2024, sous la résolution 2024-08-217, suite à l'appel d'offres sur invitation 2024-010 ;

Considérant le dépassement du coût du contrat en raison d'un ajustement sur les quantités réalisées ;

Considérant la fin des travaux de réfection du pavage sur la rue Elmwood (AO 2024-010 INV), il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'amender la résolution 2024-08-217 afin de modifier la somme de 85 331 \$, toutes taxes incluses, par la somme de « **87 128,45 \$** », toutes taxes incluses.

D'autoriser la libération finale de la retenue à « ALI EXCAVATION INC. » pour la réfection du pavage sur la rue Elmwood (AO 2024-010 INV) au montant de 8 712,84 \$.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**2025-04-132**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT D'UNE BOÎTE À ASPHALTE  
CHAUDE MODÈLE KM 8000T ET ACCESSOIRES - DÉPENSE FINANCÉE  
PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant que ce projet était prévu au PTI 2025-2026-2027, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'octroyer le contrat pour l'achat d'une boîte à asphalte chaude, 4 tonnes, modèle KM 8000T avec accessoires auprès de « 9018-7980 QUÉBEC INC. (INSTA-MIX) » pour la somme maximale de 67 901,94 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en sept (7) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026, et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-40-060.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-133**

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA MISE À NIVEAU DES STATIONS DE  
POMPAGE 1 À 7 - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ  
« PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour des travaux de mise à niveau des stations de pompage 1 à 7 auprès de :

- « LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES L.M. INC. » pour la somme de 6 876,14 \$, toutes taxes incluses ;
- « ENTREPRISE JENZAC » pour la somme de 7 746,29 \$, toutes taxes incluses ;
- « Solutions P-Logix inc. » pour la somme de 13 337,10 \$, toutes taxes incluses ;
- « AUTOMATISATION EVEREST INC. » pour la somme de 10 313,26 \$, toutes taxes incluses ;
- « MS électromécanique » pour la somme de 4 369,05 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de les imputer au poste budgétaire 22-400-40-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-134

**OCTROI DE CONTRAT POUR LE MARQUAGE DE LA CHAUSSÉE 2025 -  
DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS D'ADMINISTRATION - AO 2025-002  
INV**

Considérant l'appel d'offres 2025-002 sur invitation pour le marquage de la chaussée pour l'année 2025 ;

Considérant le processus d'appel d'offres 2025-002 INV qui s'est terminé le 27 mars 2025 :

Considérant l'évaluation qualitative des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres précédemment mentionné ;

Considérant les offres reçues et l'analyse de leur conformité :

Soumissionnaires	Prix (tx incl.)	Rang
Entreprise Techline Inc.	94 714,99 \$	1
Lignes Maska	101 691,72 \$	2
Marquage et Traçage du Québec inc.	122 191,18 \$	3
Solution Marquage	130 524,97 \$	4
Lignes Fit Inc.	137 361,55 \$	5

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'octroyer le contrat à « ENTREPRISE TECHLINE INC. », plus bas soumissionnaire conforme, pour les services de marquage de la chaussée pour 2025, pour la somme de 94 714,99 \$, toutes taxes incluses, le tout conformément à l'appel d'offres 2025-002 INV.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-350-00-520.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-135

**OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA COUR DU GARAGE MUNICIPAL - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 856**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour des travaux d'aménagement de la cour du garage municipal auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 60 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le *Règlement d'emprunt n° 856* et de les imputer au poste budgétaire 22-300-20-035.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

2025-04-136

**TRANSFERT DE BIENS AU DOMAINE PRIVÉ - LOT DE CERFS-VOLANTS**

Considérant que le lot de cerfs-volants est un bien du domaine public et affecté à l'utilité publique conformément à l'article 916 du *Code civil du Québec* ;

Considérant que la Ville souhaite vendre ledit lot et que celui-ci doit sortir du domaine public et passer au domaine privé afin de le vendre, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De transférer ledit lot de cerfs-volants du domaine public de la Ville de Pincourt à son domaine privé afin de vendre ce dernier et qu'il ne sera, par conséquent, plus affecté à l'utilité publique.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-137

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT POUR LA VENTE D'UN LOT DE CERFS-VOLANTS**

Considérant que le lot de cerfs-volants est la propriété de la Ville de Pincourt, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser la signature d'un contrat pour la vente du lot de cerfs-volants à « M. René Prince » pour la somme de 2 000 \$, toutes taxes incluses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-138

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE ENTRE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU PARC HISTORIQUE DE LA POINTE-DU-MOULIN ET LA VILLE DE PINCOURT**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente de partenariat avec la « Société de développement du parc historique de la Pointe-du-Moulin », pour les années 2025, 2026 et 2027, renouvelable annuellement sous réserve d'une approbation par le conseil municipal, dont le but est d'offrir l'accès gratuit et illimité au parc historique de la Pointe-du-Moulin et à son animation à tous les citoyens de Pincourt.

De verser à la Société une subvention annuelle de 6 500 \$ sur présentation d'une facture le 15 mai de chaque année.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-110-00-991.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-139

**OCTROI DE CONTRATS POUR TRAVAUX DE DRAINAGE ET RÉFECTION DU TERRAIN DE BASEBALL ET DE RESURFAÇAGE DE LA PATINOIRE AU PARC SHAMROCK - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS D'INVESTISSEMENT EN PARCS ET TERRAINS DE JEUX »**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'octroyer un contrat pour des travaux de drainage et de réfection du terrain de baseball au parc Shamrock auprès de « MULTI-SURFACES - F. GIGUÈRE INC. » pour la somme de 48 494,16 \$, toutes taxes incluses, suivant une recherche de prix.

D'octroyer un contrat pour des travaux de resurfaçage de la patinoire au parc Shamrock auprès de divers fournisseurs pour la somme de 49 234,59 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Projets d'investissement en parcs et terrains de jeux » et de les imputer au poste budgétaire 22-700-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-140

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DES PLANCHERS EN ÉPOXY DE L'OMNI-CENTRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour la réfection des planchers en époxy de l'Omni-Centre auprès de « SKYLEX BÉTON SOLUTIONS INC. » pour la somme de 81 350,56 \$, toutes taxes incluses, suivant une recherche de prix.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, de la rembourser en dix (10) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-655.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-141

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE CASIERS À L'OMNI-CENTRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour la fourniture et l'installation de casiers à l'Omni-Centre auprès de « TENAQUIP LIMITÉE » pour la somme de 25 022,28 \$, toutes taxes incluses suivant recherche de prix.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, de la rembourser en dix (10) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-655.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-142

**OCTROI DE CONTRAT POUR LES FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION DE 30 BOLLARDS ANTI-VANDALISME 8W 7.4V/10AH AVEC PANNEAUX SOLAIRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS D'INVESTISSEMENT EN PARCS ET TERRAINS DE JEUX »**

Considérant la recommandation de la commission de développement social, des services communautaires, des loisirs et de la culture prise lors de la réunion du 31 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
René Lecavalier

D'autoriser l'octroi de contrat pour les fourniture, livraison et installation de 30 bollards anti-vandalisme 8W 7.4V/10AH avec panneaux solaires aux parcs René-Lévesque (5), Shamrock (10), Souvenir (5) et Taillon (10) auprès de « SOLIDel Canada Inc. » pour la somme maximale de 68 697,56 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets d'investissement en parcs et terrains de jeux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-143

**AUTORISATION D'ACTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant qu'en vertu des articles 4 (par. 8) et 66 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.Q. 2005, c. 6), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, la Ville peut procéder à la fermeture d'une rue par résolution, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la tenue du « *Festival BougeBouge & Marathon de l'île Perrot 2025* » sur le réseau routier le dimanche 4 mai 2025, de 8 h 30 à 13 h, selon les trajets déposés.

D'autoriser la tenue de la « *Course Chêne-Bleu* » sur le terrain de l'école secondaire du Chêne-Bleu et sur le réseau routier le jeudi 15 mai 2025 à 9 h, selon les trajets déposés.

D'autoriser, suivant la demande formulée par la Société canadienne du cancer, la tenue de la 21<sup>e</sup> édition du « *Relais pour la vie* », sur les terrains du parc Olympique à Pincourt, le samedi 14 juin 2025 de 15 h à minuit, et ce, sans l'utilisation du réseau.

D'autoriser, suivant la demande formulée par l'école Edgewater, la tenue d'un lave-auto la fin de semaine du 10 et 11 mai 2025 sur le terrain de l'école aux conditions suivantes :

- l'eau ne devra pas couler de manière continue; l'utilisation de pistolets d'arrosage est requise ;
- la borne-fontaine utilisée devra être équipée de vannes à guillotine pour bouches d'incendie.

D'autoriser les différents services municipaux (loisirs, culture et services communautaires, travaux publics et infrastructures urbaines, urgence et protection contre les incendies et sécurité publique) à participer à la réalisation des événements.

De transmettre une copie de la présente résolution à la Sûreté du Québec pour assurer l'encadrement sécuritaire des événements.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-144

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION ET LE REMPLACEMENT DU TERRAIN SYNTHÉTIQUE EXISTANT À L'ÉCOLE SECONDAIRE DU CHÊNE-BLEU - AO 2025-001 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 945**

Considérant le processus d'appel d'offres 2025-001 qui s'est terminé le 31 mars 2025 ;

Considérant l'évaluation qualitative des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres précédemment mentionné ;

Considérant les offres reçues et leur analyse par un comité :

Firmes ayant soumissionné	Soumission conforme	Coût (taxes inc.)	Rang
L'ÉQUIPE ROCHON INC./GRT TURF	Oui	1 921 773,49 \$	1
L.M.L. PAYSAGISTE ET FRÈRES INC.	Oui	2 037 043,69 \$	2

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour la conception, la construction et le remplacement du terrain synthétique existant à l'école secondaire du Chêne-Bleu, incluant la clause optionnelle d'entretien, auprès de « L'ÉQUIPE ROCHON INC. / GRT TURF » pour la somme de 1 921 773,49 \$, toutes taxes incluses, conditionnellement à l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 945* par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et la conclusion du protocole d'entente à intervenir avec le Centre de services scolaire des Trois-Lacs (CSSTL).

De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 945* devant être approuvé par le MAMH et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-945.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

2025-04-145

**AUTORISATION D'ACHAT D'HABITS DE COMBAT SANS PFAS - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS D'ADMINISTRATION**

Considérant les résultats de la recherche de prix effectuée auprès des fournisseurs reconnus, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'achat, par le directeur du Service d'urgence et de protection contre les incendies, d'habits de combat sans PFAS auprès de « L'Arsenal » pour la somme maximale de 112 489,24 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-220-00-650.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-146

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT D'UNE CAMIONNETTE DE TYPE FORD F-450 DRW AVEC ACCESSOIRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant que ce projet était prévu au PTI 2025-2026-2027, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer le contrat pour l'achat d'une camionnette de type Ford F-450 DRW XLT cabine, modèle W4D 673A, auprès de « FORD ÎLE-PERROT INC. » pour la somme maximale de 111 136,56 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser les accessoires et traitements auprès de divers fournisseurs pour la somme de 40 630,44 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en sept (7) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026, et de l'imputer au poste budgétaire 22-220-40-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-04-147

**DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - RÉDUCTION DE LA LARGEUR MINIMALE DU TERRAIN - 589-591, CHEMIN DUHAMEL (LOT 1 721 450)**

Considérant la demande de dérogation mineure formulée pour l'immeuble situé aux 589-591, chemin Duhamel, portant le numéro de lot 1 721 450 du cadastre du Québec ;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa réunion du 22 janvier 2025, a recommandé d'accepter cette dérogation mineure ;

Considérant qu'un avis public a été publié à l'hôtel de ville ainsi que sur le site Web de la Ville le 11 février 2025, il est

ONT VOTÉ POUR Claude Comeau, Claudine Girouard-Morel et René Lecavalier  
ONT VOTÉ CONTRE Denise Bergeron et Diane Boyer  
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

D'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé aux 589-591, chemin Duhamel, portant le numéro de lot 1 721 450 du cadastre du Québec, afin de permettre, sur le lot à être créé, la réduction de la largeur minimale du terrain à 8,97 mètres au lieu des 18 mètres prévus à la grille des spécifications de zonage H4-07.

De recommander, à l'éventuel acheteur du lot bâtissable, de se doter d'une plantation de style écran végétal (haie), de manière à masquer sa cour arrière par rapport aux propriétés voisines.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-148**

**MODIFICATION À LA SIGNALISATION ROUTIÈRE - AJOUT DE  
PANNEAUX D'INTERDICTION DE STATIONNER - CHEMIN DUHAMEL  
(HAUTEUR DES ADRESSES 20 ET 26)**

Considérant la recommandation formulée par le comité de circulation lors de la rencontre du 25 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De procéder à l'installation de panneaux d'interdiction de stationner du côté ouest sur le chemin Duhamel, en direction sud, à la hauteur des adresses 20 et 26.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS

**2025-04-149**

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 781-06 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 781 DE CONSTRUCTION, TEL QU'AMENDÉ, DE FAÇON À RETIRER DES NORMES RELATIVES AU SYSTÈME DE SURVEILLANCE PAR CAMÉRA**

Considérant que le *Règlement n° 781 de construction et ses amendements* en vigueur s'appliquent sur le territoire de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de règlement lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-101 ;

Considérant que le premier projet du *Règlement n° 781-06 modifiant le Règlement n° 781 de construction, tel qu'amendé* a été déposé lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-102 ;

Considérant la tenue de la consultation publique le 8 avril 2025 à compter de 18 h 30 :

Considérant que les dispositions du projet de règlement ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
 APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'adopter le *Règlement n° 781-06 modifiant le Règlement n° 781 de construction, tel qu'amendé*, de façon à retirer des normes relatives au système de surveillance par caméra.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-150**

## ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 910-02 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 910 RELATIF AU DÉNEIGEMENT DES ALLÉES ET DES AIRES DE STATIONNEMENT PRIVÉES PAR DES ENTREPRENEURS

Considérant que la Ville de Pincoirt désire modifier son *Règlement relatif au déneigement des allées privées et des aires de stationnement privées par des entrepreneurs* :

Considérant qu'un avis de motion a été donné et le dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-096, il est



PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'adopter le *Règlement n° 910-02 modifiant le Règlement n° 910 relatif au déneigement des allées et des aires de stationnement privées par des entrepreneurs* de façon à retirer les termes « sur une autre propriété privée ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-151

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 925-01 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 925 RELATIF À L'UTILISATION EXTÉRIEURE DES PESTICIDES ET DES ENGRAIS**

Considérant que la Ville de Pincourt désire prévenir les risques que les pesticides représentent pour la santé de ses citoyens et pour l'environnement ;

Considérant la *Loi sur les pesticides* (L.R.Q., chapitre P-9.3) sanctionnée le 18 juin 1987 ;

Considérant l'entrée en vigueur, le 3 avril 2003, du *Code de gestion des pesticides* (L.R.Q., chapitre P-9.3, r.0.1) ;

Considérant les pouvoirs de la Ville en semblable matière en vertu de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., chapitre C-47.1) ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné et le dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-097, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement n° 925-01 modifiant le Règlement n° 925 relatif à l'utilisation extérieure des pesticides et des engrais* de façon à renvoyer les mentions au *Code de gestion des pesticides du Québec* (chapitre P-9.3, r.1) à même le Règlement et ses annexes.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-152

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 931-03 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 931 RELATIF AUX NUISANCES, TEL QU'AMENDÉ, DE FAÇON À ABROGER L'ARTICLE RELATIF AUX CAMÉRAS ET AJOUTER DES NORMES RELATIVES AUX ARBRES**

Considérant que le *Règlement n° 931 relatif aux nuisances* et ses amendements en vigueur s'appliquent sur tout le territoire de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné et le dépôt du projet de règlement lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-100, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

D'adopter le *Règlement n° 931-03 modifiant le Règlement n° 931 relatif aux nuisances, tel qu'amendé*, de façon à abroger l'article relatif aux caméras et à ajouter des normes relatives aux arbres.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-153

**ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÉOLUTION - AUTORISATION EN VERTU DU RÈGLEMENT N° 785 SUR LES PPCMOI - CONSTRUCTION D'UN GARAGE DÉTACHÉ - 210, CHEMIN DUHAMEL**

Considérant la recommandation du comité consultatif d'urbanisme le 25 février 2025 relativement à cette demande de construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel ;

Considérant l'adoption du premier projet de résolution autorisant la construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-098 ;

Considérant la tenue de la consultation publique sur ledit projet de résolution le 8 avril 2025 à compter de 18 h 30, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
René Lecavalier

D'adopter, en vertu du *Règlement n° 785 sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (PPCMOI), le second projet de résolution autorisant la construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel et de permettre :

- qu'un garage non attenant soit érigé avec une superficie au sol de 144,84 mètres<sup>2</sup> et non de 56 mètres<sup>2</sup> selon la norme applicable de l'article 119-19 a) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la hauteur du garage non attenant soit de 7,65 mètres et non de 5 mètres selon la norme applicable de l'article 119-19 b) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la présence d'un garage non attenant soit autorisée malgré la présence d'un garage incorporé au bâtiment principal selon la norme applicable à l'article 120 3° du *Règlement de zonage n° 780*.

De publier un avis public annonçant la convocation au registre aux personnes habiles à voter sur le projet de construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-154

**DÉPÔT DU RAPPORT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE 2024**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

De prendre acte du dépôt, par la greffière, du rapport sur la gestion contractuelle 2024, le tout conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, L.R.Q., chapitre C-19.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-155           AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 930 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE GÉNÉRATRICES POUR L'OMNI-CENTRE (CENTRE D'HÉBERGEMENT EN SÉCURITÉ CIVILE) ET L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

Mme la conseillère Diane Boyer donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 930 décrétant un emprunt pour l'achat et l'installation d'une génératrice pour l'Omni-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et pour l'usine de traitement des eaux usées* et dépose ledit projet de règlement.

**2025-04-156           AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-30 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ, CONCERNANT LE NOMBRE D'ÉTAGES AUTORISÉ DANS LA ZONE C3-01**

Mme la conseillère Denise Bergeron donne avis de motion et dépose le projet de *Règlement n° 780-30 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, et mentionne que ledit projet de règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté, le but de celui-ci étant de modifier le nombre d'étages autorisé pour les bâtiments de type multifamilial isolé et jumelé dans la zone C3-01.

**2025-04-157           ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-30 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ, CONCERNANT LE NOMBRE D'ÉTAGES AUTORISÉ DANS LA ZONE C3-01**

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le zonage sur son territoire ;

Considérant qu'un avis de motion, pour le projet de *Règlement n° 780-30 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, est également donné ce 8 avril 2025 et que ledit projet est déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-156, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'adopter le projet de *Règlement n° 780-30 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à modifier le nombre d'étages autorisé pour les bâtiments de type multifamilial isolé et jumelé dans la zone C3-01.

De tenir la procédure de consultation publique à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-158           AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-31 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ - ZONE C3-01**

Mme la conseillère Claudine Girouard-Morel donne avis de motion et dépose le projet de *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, et mentionne que ledit projet de règlement sera déposé sur la table du conseil pour être adopté, le but de celui-ci étant de permettre l'utilisation mixte d'un bâtiment et d'autoriser l'implantation de commerces favorisant l'amélioration de la vie de quartier dans la zone C3-01.

**2025-04-159           ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-31 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ - ZONE C3-01**

Considérant que le *Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780 et ses amendements* en vigueur s'appliquent sur le territoire de la Ville de Pincourt ;

Considérant que le conseil municipal désire autoriser les bâtiments à des fins résidentielles et commerciales dans la zone C3-01 ;

Considérant que le conseil municipal désire autoriser l'implantation de commerces favorisant l'amélioration de la vie de quartier dans la zone C3-01 ;

Considérant qu'un avis de motion, pour le projet de *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, est également donné ce 8 avril 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-158, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'adopter le projet de *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à permettre l'utilisation mixte d'un bâtiment et d'autoriser l'implantation de commerces favorisant l'amélioration de la vie de quartier dans la zone C3-01.

De tenir la procédure de consultation publique à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-160           AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 946 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT POUR LA RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA 44<sup>E</sup> AVENUE ET DES 1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> BOULEVARDS**

M. le conseiller René Lecavalier donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 946 décrétant un emprunt pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevards* et dépose ledit projet de règlement.

2025-04-161

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2025-01-034 – AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 945 POUR DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE SPORTIVE ET DE SES ACCESSOIRES**

Considérant la résolution 2025-01-034 adoptée à la séance ordinaire du 14 janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR

Diane Boyer

APPUYÉ PAR

Denise Bergeron

D'amender la résolution 2025-01-034 afin de remplacer le paragraphe par le suivant :

« Mme la conseillère Diane Boyer donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement d'emprunt n° 945 pour des travaux d'aménagement d'une infrastructure sportive et de ses accessoires* et dépose ledit projet de règlement. ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

**JOURNÉE DES POMPIERS**

2025-04-162

**AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONTRATS DE SERVICE DE SONORISATION ET DE VIDÉO INCLUANT L'ÉCLAIRAGE, LES ACCESSOIRES ET LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 9 AOÛT 2025**

Considérant la résolution 2024-11-326 adoptée à la séance ordinaire du 12 novembre 2024 octroyant le contrat pour la location de la scène dans le cadre de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers du 9 août 2025 auprès de « STAGELINE DIVISION LOCATION » pour la somme de 21 557,81 \$, toutes taxes incluses ;

Considérant la résolution 2025-01-010 adoptée à la séance ordinaire du 14 janvier 2025 autorisant la tenue d'une journée d'activités, le samedi 9 août 2025 à l'occasion de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers, et de reconnaître cette dernière comme activité spéciale de la Ville de Pincourt ;

Considérant la résolution 2025-02-063 adoptée à la séance ordinaire du 11 février 2025 autorisant le directeur du Service d'urgence et de protection incendie, M. Yanick Bernier, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, un contrat auprès de la firme « B.E.M. SOUVENIRS ET FEUX D'ARTIFICES INC. » pour la tenue d'un spectacle de feux d'artifice le 9 août 2025, dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers, il est

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la signature par la cheffe de division - loisirs, culture et événements, pour et au nom de la Ville de Pincourt, des contrats de service de sonorisation et de vidéo incluant l'éclairage, les accessoires et la main-d'œuvre dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers du 9 août 2025 auprès de « 9104-2010 QUÉBEC INC. (SHOW DEVANT) » pour la somme de 48 766,65 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-163

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2025-03-104 - AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT AUPRÈS DE « 9368 0643 QUÉBEC INC. » DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 9 AOÛT 2025**

Considérant la résolution 2025-03-104 adoptée à la séance ordinaire du 11 mars 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'amender la résolution 2025-03-104 afin de modifier la somme de 40 000 \$, toutes taxes incluses, par la somme de « **45 990 \$** », toutes taxes incluses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 20 h 09 et s'est terminée à 20 h 10.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-04-164

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 8 AVRIL 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025 à 20 h 11.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mercredi 23 avril 2025** à **9 h**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mercredi 23 avril 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Adoption du *Règlement n<sup>o</sup> 946 décrétant un emprunt pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevards*
4. Période de questions
5. Levée de la séance extraordinaire du mercredi 23 avril 2025

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

**2025-04-165            OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI  
23 AVRIL 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'ouvrir la séance extraordinaire du mercredi 23 avril 2025 à 9 h et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-04-166      **DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
ORDINAIRE DU MARDI 8 AVRIL 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-  
VERBAL**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-04-167      ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 946 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE  
6 070 865 \$ POUR LA RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA  
44<sup>E</sup> AVENUE ET DES 1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> BOULEVARDS**

Considérant qu'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025, pour le projet de *Règlement n° 946 décrétant un emprunt pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevards*, et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-160, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement n° 946 décrétant un emprunt de 6 070 865 \$ pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevards.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.



**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-04-168**

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 23 AVRIL 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du mercredi 19 mars 2025 à 9 h 06.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 13 mai 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-05-169**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 13 MAI 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h et s'est terminée à 19 h 05.

**2025-05-170**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MERCREDI 23 AVRIL 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du mercredi 23 avril 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 23 avril 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-05-171 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-05)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-05 pour le mois d'avril 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-05-172 JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE - PROCLAMATION**

Considérant que la Charte québécoise des droits et libertés de la personne reconnaît qu'aucune discrimination ne peut être exercée sur la base de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou de l'expression de genre ;

Considérant que le Québec est une société ouverte à toutes et à tous, y compris aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et trans (LGBTQ+) et à toute autre personne se reconnaissant dans la diversité sexuelle et la pluralité des identités et des expressions de genre ;

Considérant que malgré les récents efforts pour une meilleure inclusion des personnes LGBT, l'homophobie et la transphobie demeurent présentes dans notre société ;

Considérant que le 17 mai est la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie, que celle-ci est célébrée de fait dans de nombreux pays et qu'elle résulte d'une initiative québécoise portée par la Fondation Émergence dès 2003 ;

Considérant qu'il y a lieu d'appuyer les efforts de la Fondation Émergence dans la tenue de cette journée, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De proclamer le 17 mai « Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie » et de souligner cette journée en tant que telle.

De transmettre copie de la présente résolution à la Fondation Émergence.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-173

**AUTORISATION - INDEXATION ANNUELLE POUR 2025 PRÉVUE AUX ENTENTES RELATIVES À LA CMRVS POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS À LA COUR MUNICIPALE**

Considérant l'entrée en vigueur de l'Entente relative à la cour municipale régionale de Vaudreuil-Soulanges (CMRVS) le 25 février 1995 (Entente 1995) ;

Considérant que cette entente a été modifiée par une entente entrée en vigueur le 10 mai 2012 (Modification 2012) ;

Considérant que l'article 16 de l'Entente 1995 et l'article 7.2.3 de la Modification 2012 précisent les coûts ainsi que les modalités de l'indexation annuelle à appliquer ;

Considérant que la Ville de Pincourt est partie prenante auxdites Ententes ;

Considérant que l'indexation n'a pas été appliquée depuis l'entrée en vigueur de la Modification 2012 ;

Considérant que la MRC de Vaudreuil-Soulanges a adopté, le 19 mars 2025, la résolution 25-03-19-20 autorisant l'application du tarif indexé pour l'exercice financier de 2025 pour les frais suivants :

1. Frais d'ouverture de dossier en matière pénale et civile : 68 \$ ;
2. Frais de fermeture de dossier : 135 \$ ;
3. Frais de saisie de constat : 7 \$.

Considérant que l'application de la résolution 25-03-19-20 est conditionnelle à la réception d'une copie certifiée conforme de la résolution des conseils de chacune des municipalités locales, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'autoriser la Cour municipale régionale (CMR) à appliquer le tarif indexé pour les frais d'ouverture de dossier en matière pénale et civile (68 \$), les frais de fermeture de dossier (135 \$) et les frais de saisie de constat (7 \$) pour l'exercice financier de 2025.

De transmettre à la MRC de Vaudreuil-Soulanges une copie certifiée conforme de cette résolution afin de rendre ces tarifs applicables.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-174

**AUTORISATION DE BARRAGE ROUTIER AU PROFIT DE LA GUIGNOLÉE DES MÉDIAS - 4 DÉCEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser « MOISSON SUD-OUEST » à tenir un barrage routier au profit de *La guignolée des médias* le jeudi 4 décembre 2025, à l'intersection du boulevard de l'Île et de la 5<sup>e</sup> Avenue à Pincourt.

De transmettre copie de la présente à Moisson Sud-Ouest et au Service de police de la Sûreté du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-175

**DÉPÔT DU RAPPORT D'AUDIT DE PERFORMANCE DE LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC SUR LA GESTION DE LA RELÈVE ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL MUNICIPAL**

Considérant que la Commission municipale du Québec (CMQ) a récemment transmis à la Ville de Pincourt la version définitive d'un rapport d'audit de performance portant sur la gestion de la relève et de la formation du personnel municipal, en vertu de l'article 86.7 de la *Loi sur la Commission municipale* ;

Considérant l'excellent rapport de la CMQ relativement au sujet audité ;

Considérant qu'en vertu de l'article 86.8 de ladite loi, ce rapport doit être déposé à la première séance du conseil de la Ville qui suit sa réception, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt du rapport d'audit de performance portant sur la gestion de la relève et de la formation du personnel municipal récemment transmis par la Commission municipale du Québec (CMQ).

D'autoriser la direction générale à déposer le plan d'action demandé par la CMQ.

De féliciter l'équipe de la direction générale, les ressources humaines et l'équipe de gestion pour l'excellent travail qui a été constaté par l'audit de la CMQ.

De faire parvenir une copie certifiée conforme de la présente résolution à la vice-présidente à la vérification de la CMQ.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-176

**CONFIRMATION DE LA DÉTENTION DU PLAN MULTIMUNICIPAL DE SÉCURITÉ CIVILE (PMSC) DE LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant que la Ville de Pincourt est exposée à divers aléas d'origine naturelle et anthropique pouvant causer un sinistre ;

Considérant que le conseil municipal de la Ville de Pincourt reconnaît qu'un sinistre peut survenir à tout moment et qu'il est important de prendre les mesures nécessaires pour s'y préparer et y faire face ;

Considérant que cette préparation doit être maintenue opérationnelle et faire l'objet d'un suivi régulier auprès du Comité multimunicipal de sécurité civile (CMSC) et du conseil municipal ;

Considérant que les autorités municipales ont d'importantes responsabilités conformément aux dispositions des articles 1, 6, 7, 14, 85 et 96 de la *Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres* (RLRQ c. S-2.4) ;

Considérant que la Ville de Pincourt et les municipalités de Très-Saint-Rédempteur et de Pointe-Fortune ont conclu, conformément aux articles 468 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19) et aux articles 569 et suivants du *Code municipal du Québec* (RLRQ c. C-27.1), une Entente intermunicipale concernant l'établissement d'une « démarche multimunicipale de sécurité civile » ;

Considérant que l'article 8 de l'Entente intermunicipale précitée stipule que la Ville de Pincourt s'engage notamment à fournir un plan multimunicipal de sécurité civile (PMSC) ;

Considérant que le PMSC a été rédigé dans l'esprit des différents guides et documents proposés par le ministère de la Sécurité publique (MSP), évalué selon l'outil d'autodiagnostic sur la préparation générale aux sinistres et présenté aux membres du CMSC ;

Considérant qu'un tel PMSC a été préparé par le gestionnaire de la sécurité civile, évalué par la suite par le coordonnateur de la sécurité civile et les directeurs généraux des municipalités participantes selon l'outil d'autodiagnostic sur la préparation générale aux sinistres pour ensuite être présenté aux membres du CMSC ;

Considérant que le PMSC contient des renseignements ayant une incidence sur l'administration de la sécurité publique conformément aux dispositions des articles 28 et 41.2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ c. A-2.1), il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De confirmer que la Ville de Pincourt détient un plan municipal de sécurité civile, dont la portée est multimunicipale vu l'Entente intermunicipale intervenue entre les municipalités participantes, lequel est conforme aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* (RLRQ c. S-2.4, r. 1.).

De transmettre, copie certifiée conforme de la présente résolution, à la Direction régionale de la sécurité civile et de la sécurité incendie de la Montérégie et de l'Estrie.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-177

**AUTORISATION DE SIGNATURE DU NOUVEAU CONTRAT DE TRAVAIL -  
NOMINATION DE MME MARIE-HÉLEN DIONNE AU POSTE DE  
CONTREMAÎTRESSE AUX ESPACES VERTS, LOISIRS ET ÉVÉNEMENTS**

Considérant la recommandation de la Direction générale ;

Considérant la nomination de Mme Marie-Hélen Dionne, sous la résolution 2024-06-154, à titre de contremaître par intérim à la Direction des travaux publics et des infrastructures, et ce, depuis le 10 juin 2024 ;

Considérant le renouvellement de Mme Dionne, sous la résolution 2025-01-012, au poste de contremaître par intérim au Service des travaux publics et des infrastructures, et ce, depuis le 6 janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'abroger la résolution 2025-01-012.

De nommer Mme Marie-Hélen Dionne au poste de contremaîtresse aux espaces verts, loisirs et événements au Service des travaux publics rétroactivement au 1<sup>er</sup> mai 2025.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer le nouveau contrat de travail de Mme Dionne.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-178

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ADDENDA AU CONTRAT DE TRAVAIL - NOMINATION DE M. YVON BESSETTE AU POSTE DE SURVEILLANT DES PROJETS MUNICIPAUX AU SERVICE DES INFRASTRUCTURES**

Considérant la recommandation de la Direction générale et du Service des infrastructures urbaines, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De nommer M. Yvon Bessette au poste de surveillant des projets municipaux au Service des infrastructures urbaines rétroactivement au 1<sup>er</sup> mai 2025.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer l'addenda au contrat de travail de M. Bessette.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-179

**AUTORISATION DE DÉPENSES POUR LA RÉALISATION DE LA MISE À NIVEAU DE L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENTRETIEN DES IMMEUBLES ET MOBILIER URBAIN »**

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, ou en son absence, le chargé de projets à la Direction générale, M. Simon Grenier, à effectuer des dépenses pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 25 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Entretien des immeubles et mobilier urbain » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-180

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE RADARS DE VITESSE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ « SIGNALISATION, DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET INITIATIVES EN SÉCURITÉ PUBLIQUE »**

Considérant que les panneaux actuels sont en fin de vie et qu'ils ne permettent pas le téléchargement des données en temps réel, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'octroyer le contrat pour l'achat de radars de vitesse avec modems auprès de « TRAFIC INNOVATION INC. » pour la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé « Signalisation, dispositifs de sécurité routière et initiatives en sécurité publique » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-40-037.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-181

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE PROMESSE D'ACHAT POUR LE LOT 1 720 680 DANS LE SECTEUR DE L'HÔTEL DE VILLE**

Considérant les recommandations formulées par la direction générale, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, la promesse d'achat pour le lot 1 720 680 dans le secteur de l'hôtel de ville, auprès des propriétaires dudit lot, pour un montant net de 340 000 \$.

De mandater la notaire M<sup>e</sup> Georgica Radeanu pour la préparation des documents notariés afférents.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-182

**AUTORISATION DE SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES ET LA VILLE DE PINCOURT CONCERNANT L'ÉCOCENTRE DE L'ÎLE**

Considérant que l'entente entre la Municipalité régionale de comté (MRC) de Vaudreuil-Soulanges et la Ville de Pincourt concernant l'Écocentre de l'île est échue depuis le 4 avril 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, ainsi que le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le protocole d'entente à intervenir, sous réserve des modifications à y apporter, entre la MRC de Vaudreuil-Soulanges et la Ville de Pincourt concernant l'Écocentre de l'île pour la prochaine année, incluant une possibilité de renouvellement pour une année supplémentaire.

De transmettre la présente résolution à la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

2025-05-183

**DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS D'AVRIL 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est



PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois d'avril 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-184      **AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la Trésorière en vertu du *Règlement 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois d'avril 2025 pour un montant de 2 414,32 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

2025-05-185      **OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS DES RUES 44<sup>E</sup> AVENUE, 1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> BOULEVARD - AO 2025-009 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT 946**

Considérant le processus d'appel d'offres 2025-009 qui s'est terminé le 8 mai 2025 ;

Considérant l'évaluation qualitative des soumissions dans le cadre de l'appel d'offres précédemment mentionné ;

Considérant les offres reçues et leur analyse par un comité :

Soumissionnaires	Conforme	Prix (tx incl.)	Rang
CONSTRUCTION J.P. ROY INC.	Oui	3 648 674,52 \$	1
3286916 CANADA INC. (EXCAVATION GRICON)	Oui	3 765 105,05 \$	2
PAVAGES D'AMOUR INC.	Oui	4 189 171,61 \$	3
ALI EXCAVATION INC.	Oui	4 230 177,45 \$	4

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour des travaux de réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts des rues 44<sup>e</sup> Avenue, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard auprès de « CONSTRUCTION J.P. ROY INC. » pour la somme de 3 648 674,52 \$, toutes taxes incluses, conditionnellement à l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 946* par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 946* devant être approuvé par le MAMH et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-946.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

#### URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP

#### AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT

2025-05-186

#### ENTÉRINEMENT DE L'ACHAT ET LA LIVRAISON DE 30 ARBRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET PLANTATION »

Considérant la plantation de 30 arbres lors du Jour de la Terre qui a eu lieu le 22 avril 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'entériner la dépense relative à l'achat et la livraison de 30 arbres au montant de 6 936,06 \$, toutes taxes incluses, auprès du « CENTRE DU JARDIN VAUDREUIL-SUR-LE-LAC INC. ».

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantation » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-521.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-187

#### DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - 65-67-69-71, CHEMIN DUHAMEL ZONE C3-01

Considérant la demande de dérogation mineure formulée pour l'immeuble situé aux 65-67-69-71, chemin Duhamel ;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa réunion du 25 mars 2025, a recommandé d'accepter cette dérogation mineure ;

Considérant qu'un avis public a été publié à l'hôtel de ville ainsi que sur le site web de la Ville le 22 avril 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Claudine Girouard-Morel

D'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé aux 65-67-69-71, chemin Duhamel, afin de permettre, sur les lots 1 574 443 et 1 574 448, que le ratio de 1 case par 40 m<sup>2</sup> soit modifié à 1 case par 65 m<sup>2</sup> pour le commerce de type bureau professionnel et que le ratio de 1,25 case par logement soit diminué à 1 case par logement pour la portion résidentielle du projet de construction multi-logement avec commerces au rez-de-chaussée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-188

**ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET ING-342247-7394221-5058 - VIDÉOTRON LTÉE**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

D'entériner l'approbation du projet ING-342247-7394221-5058 de Vidéotron Ltée concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

2025-05-189

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 930 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 1 135 000 \$ POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE GÉNÉRATRICES POUR L'OMNI-CENTRE (CENTRE D'HÉBERGEMENT EN SÉCURITÉ CIVILE) ET L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

Considérant que la Ville de Pincourt désire améliorer sa résilience lors des sinistres majeurs ;

Considérant que la Ville de Pincourt désire se prévaloir du pouvoir prévu au premier alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de *Règlement n° 930 décrétant un emprunt pour l'achat et l'installation de génératrices pour l'Omni-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et l'usine de traitement des eaux usées* lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-155, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
René Lecavalier

D'adopter le *Règlement n° 930 décrétant un emprunt de 1 135 000 \$ pour l'achat et l'installation de génératrices pour l'Omni-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et l'usine de traitement des eaux usées*.

De tenir la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter à ce sujet à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-190

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 780-30 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ, CONCERNANT LE NOMBRE D'ÉTAGES AUTORISÉ DANS LA ZONE C3-01**

Considérant que le *Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780 et ses amendements* en vigueur s'appliquent sur le territoire de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de *Règlement n° 780-30 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-156 ;

Considérant l'adoption dudit projet de règlement lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 sous la résolution 2025-04-157, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'adopter le *Règlement n° 780-30 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à modifier le nombre d'étages autorisé pour les bâtiments de type multifamilial isolé et jumelé dans la zone C3-01.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-191

**ADOPTION DU SECOND PROJET DU RÈGLEMENT N° 780-31 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PIIA N° 780, TEL QU'AMENDÉ, CONCERNANT L'UTILISATION MIXTE D'UN BÂTIMENT ET L'IMPLANTATION DE COMMERCE DANS LA ZONE C3-01**

Considérant que le *Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780 et ses amendements* en vigueur s'appliquent sur le territoire de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-158 ;

Considérant l'adoption dudit projet de règlement lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 sous la résolution 2025-04-159, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'adopter le second projet du *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à permettre l'utilisation mixte d'un bâtiment et d'autoriser l'implantation de commerces favorisant l'amélioration de la vie de quartier dans la zone C3-01.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-05-192      NOMINATION D'UN OFFICIER RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES  
DIVERS ARTICLES DES RÈGLEMENTS NOS 772, 803, 806, 841, 846, 886,  
891, 900, 910 ET 931**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser que l'officier Hayden Thompson, matricule 2514, soit responsable d'appliquer les divers articles des règlements n<sup>os</sup> 772, 803, 806, 841, 846, 886, 891, 900, 910 et 931 et à donner, pour et au nom de la Ville de Pincourt, des constats d'infraction le cas échéant.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-05-193**      **AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 947  
MODIFIANT LA SIGNALISATION ROUTIÈRE ET DIMINUANT LES LIMITES  
DE VITESSE DES ZONES DE 50 KM/H A 40 KM/H DANS LA VILLE DE  
PINCOURT**

M. le conseiller René Lecavalier donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 947 modifiant la signalisation routière et diminuant les limites de vitesse des zones de 50 km/h à 40 km/h dans la Ville de Pincourt* et dépose ledit projet de règlement, le but de celui-ci étant de réduire les limites de vitesse de 10 km/h dans la Ville.

**2025-05-194      AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 948  
DÉCRÉTANT UN EMPRUNT POUR UNE ACQUISITION IMMOBILIÈRE  
DANS LE SECTEUR DE L'HÔTEL DE VILLE**

Mme la conseillère Diane Boyer donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 948 décrétant un emprunt pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville* et dépose ledit projet de règlement.

**2025-05-195      APPROBATION DE LA DEMANDE DE CONSTRUCTION D'UN GARAGE  
DÉTACHÉ AU 210, CHEMIN DUHAMEL, EN VERTU DU RÈGLEMENT  
N° 785 SUR LES PPCMOI**

Considérant la recommandation du comité consultatif d'urbanisme le 25 février 2025 relativement à cette demande de construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel :

Considérant l'adoption du premier projet de résolution autorisant la construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel lors de la séance ordinaire du 11 mars 2025 sous la résolution 2025-03-098 ;

Considérant la tenue de la consultation publique sur ledit projet de résolution le 8 avril 2025 :

Considérant l'adoption du second projet de résolution autorisant la construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 sous la résolution 2025-04-153 :

Considérant qu'à la suite d'un avis publié le 14 avril 2025, les personnes intéressées, ayant le droit de signer une demande pour que la présente résolution soit soumise à l'approbation des personnes habiles à voter, avaient la possibilité de le faire par écrit jusqu'au 22 avril 2025 :

Considérant que la greffière n'a reçu aucune demande valide pour la zone concernée H3-04 et, conséquemment, ni pour les zones contigües H3-05, H3-10 et P3-11 ;

Considérant qu'aucun registre ne sera ouvert dans le cadre de ce même PPCMOI, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Diane Boyer

D'approuver la demande de construction d'un garage détaché au 210, chemin Duhamel en vertu du *Règlement n° 785 sur les PPCMOI* afin de permettre :

- qu'un garage non attenant soit érigé avec une superficie au sol de 144,84 mètres<sup>2</sup> et non de 56 mètres<sup>2</sup> selon la norme applicable de l'article 119-19 a) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la hauteur du garage non attenant soit de 7,65 mètres et non de 5 mètres selon la norme applicable de l'article 119-19 b) du *Règlement de zonage n° 780* ;
- que la présence d'un garage non attenant soit autorisée malgré la présence d'un garage incorporé au bâtiment principal selon la norme applicable à l'article 120 3° du *Règlement de zonage n° 780*.

De transmettre copie de la présente résolution à la MRC Vaudreuil-Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE

## AFFAIRES NOUVELLES

## PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions a débuté à 19 h 33 et s'est terminée à 19 h 52.

## LEVÉE DE LA SÉANCE

2025-05-196

## LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 13 MAI 2025

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025 à 19 h 52.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mardi 20 mai 2025 à 15 h 30**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Embauche de M Abdelilah Hassani à titre de coordonnateur chargé de projets au Service des infrastructures urbaines et autorisation de signature du contrat de travail
4. Adoption du *Règlement d'emprunt n° 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville*
5. Période de questions
6. Levée de la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

**2025-05-197                   OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 20 MAI 2025  
ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'ouvrir la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025 à 15 h 40 et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-05-198      DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
ORDINAIRE DU MARDI 13 MAI 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-  
VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-05-199      EMBAUCHE DE M. ABDELILAH HASSANI À TITRE DE  
COORDONNATEUR CHARGÉ DE PROJETS AU SERVICE DES  
INFRASTRUCTURES URBAINES ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU  
CONTRAT DE TRAVAIL

Considérant les diverses étapes d'évaluation pour ce poste ;

Considérant l'évaluation globale favorable par le comité de sélection, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
 APPUYÉ PAR Diane Boyer

De nommer M. Abdelilah Hassani au poste de coordonnateur chargé de projets au Service des infrastructures urbaines à compter du 2 juin 2025, le tout selon les conditions apparaissant au contrat de travail.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le contrat de travail de M. Hassani.

De féliciter et souhaiter bon succès à M. Hassani dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



2025-05-200

**ADOPTION DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 948 DÉCRÉTANT UN  
EMPRUNT DE 400 000 \$ POUR UNE ACQUISITION IMMOBILIÈRE DANS  
LE SECTEUR DE L'HÔTEL DE VILLE**

Considérant le besoin de la Ville de procéder à une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville ;

Considérant que la Ville de Pincourt désire se prévaloir du pouvoir prévu au deuxième paragraphe du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de *Règlement d'emprunt n° 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville* lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-05-194, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement d'emprunt n° 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville*.

De tenir la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter à ce sujet à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-05-201

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 20 MAI 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025 à 15 h 41.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 10 juin 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-06-202**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 10 JUIN 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 10 juin 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

**2025-06-203**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 20 MAI 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-06-204 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-06)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-06 pour le mois de mai 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-205 DEMANDE DE CONGÉ SANS SOLDE - EMPLOYÉ PORTANT LE NUMÉRO DE MATRICULE 3013 - SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS**

Considérant que l'employé portant le numéro de matricule 3013, employé qui cumule vingt-sept (27) années de service continu, a déposé, au bureau du directeur général, une demande de congé sans solde selon l'article 23.02 de la convention collective de travail en vigueur, pour la période du 20 juillet au 11 octobre 2025 inclusivement, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'accorder à l'employé portant le numéro de matricule 3013 un congé sans solde du 20 juillet au 11 octobre 2025 inclusivement, selon la demande déposée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-206 DEMANDE DE CONGÉ SANS SOLDE - EMPLOYÉ PORTANT LE NUMÉRO DE MATRICULE 2019 - SERVICE DES LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

Considérant que l'employé portant le numéro de matricule 2019, employé qui cumule vingt-trois (23) années de service continu, a déposé, au bureau du directeur général, une demande de congé sans solde selon l'article 23.02 de la convention collective de travail en vigueur, pour la période du 4 août au 5 septembre 2025 inclusivement, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder à l'employé portant le numéro de matricule 2019 un congé sans solde du 4 août au 5 septembre 2025 inclusivement, selon la demande déposée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-207

**DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS  
PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE MAI 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de mai 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-208

**AUTORISATION DE PARTICIPATION AU FESTIVAL DE LA GRILLADE DE  
SAINT-ZOTIQUE**

Considérant l'invitation de la Ville de Saint-Zotique à participer au Festival régional de la grillade 2025 dans la catégorie municipale, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser la direction générale à former une équipe d'employés de la Ville et à participer au Festival de la grillade qui se tiendra le samedi 16 août 2025 à la plage de Saint-Zotique.

D'autoriser un budget de 500 \$ pour l'activité.

De remercier le comité organisateur de la Ville de Saint-Zotique pour cette invitation et d'inviter la population pincourtoise à venir encourager l'équipe d'employés de la Ville lors du Festival.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

2025-06-209

**DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE MAI  
2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de mai 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-210

**ENTÉRINEMENT DE L'OUVERTURE D'UNE MARGE DE CRÉDIT TEMPORAIRE - RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 946**

Considérant l'avis de motion donné et le dépôt du projet de *Règlement n° 946 décrétant un emprunt pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard* sous la résolution 2025-04-160, lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 ;

Considérant l'adoption du *Règlement n° 946 décrétant un emprunt de 6 070 865 \$ pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard* sous la résolution 2025-04-167, lors de la séance extraordinaire du 23 avril 2025, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'entériner l'ouverture, par la trésorière, de la marge de crédit temporaire pour le *Règlement n° 946 décrétant un emprunt de 6 070 865 \$ pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard*.

D'autoriser le maire et la trésorière à signer les contrats de prêt pour la marge de crédit temporaire dudit règlement auprès de la Caisse de Vaudreuil - Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-211

**LIBÉRATION DU FONDS DE GARANTIE EN RESPONSABILITÉ CIVILE PRIMAIRE DU REGROUPEMENT LAURENTIDES-OUTAOUAIS POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2017 AU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2018**

Considérant que la Ville de Pincourt est titulaire d'une police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's sous le numéro DL000154-08 et que celle-ci couvre la période du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2018 ;

Considérant que cette police est sujette à une franchise individuelle de même qu'à un fonds de garantie en assurance responsabilité civile primaire ;

Considérant qu'un fonds de garantie d'une valeur de 200 000 \$ fût mis en place afin de garantir ce fonds de garantie en responsabilité civile primaire et que la Ville de Pincourt y a investi une quote-part de 25 132 \$ représentant 12,57 % de la valeur totale du fonds ;

Considérant que la convention relative à la gestion des fonds de garanties prévoit ce qui suit au titre de la libération des fonds :

**« 5. LIBÉRATION DES FONDS**

*Les fonds de garantie sont maintenus en opération jusqu'à épuisement des sommes par remboursement du coût des règlements des sinistres qui lui sont imputables ou jusqu'à ce que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées ou que la prescription soit acquise ou ait été reconnue comme telle par un tribunal pour toutes les réclamations couvertes par les polices émises pour la période visée.*

*Sur attestation conjointe de l'Assureur et des villes assurées à l'effet qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par les polices émises pour la période visée, le reliquat des fonds est libéré et retourné aux municipalités assurées, à chacune selon sa quote-part, accompagné de la comptabilité détaillée du compte ainsi que la liste de tous les remboursements effectués. » ;*

Considérant que l'ensemble des réclamations déclarées à l'assureur Lloyd's touchant ladite police et ledit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ont été traitées et fermées par l'assureur ;

Considérant que la Ville de Pincourt confirme qu'il ne subsiste aucune réclamation couverte par la police d'assurance émise par l'assureur Lloyd's pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2018 pour laquelle des coûts liés au paiement des réclamations pourraient être engagés ;

Considérant que la Ville de Pincourt demande que le reliquat de 133 774,06 \$ dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire soit libéré conformément à l'article 5 de la convention précitée ;

Considérant qu'il est entendu que la libération des fonds met un terme aux obligations de l'assureur, à quelque titre que ce soit, exception faite de toute réclamation susceptible de mettre en œuvre la garantie offerte en excédant dudit fonds de garantie en responsabilité civile primaire ;

Considérant que la Ville de Pincourt s'engage cependant à donner avis à l'assureur de tous faits et circonstances susceptibles de donner lieu à une réclamation de même que de toute réclamation, quelle qu'en soit l'importance, qui pourrait être recevable aux termes de la police émise pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2018 ;

Considérant que l'assureur Lloyd's pourra alors enquêter ou intervenir selon ce qu'il estimera à propos ;

Considérant que la Ville de Pincourt s'engage à retourner, en partie ou en totalité, le montant qu'il lui sera ristourné dudit fonds de garantie si jamais une réclamation se déclare dans le futur et que celle-ci engage le fonds de garantie en responsabilité civile primaire pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2018, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser l'Union des municipalités du Québec à procéder aux versements du reliquat dudit fonds de garantie aux membres du regroupement Laurentides-Outaouais dans les mêmes proportions que ceux-ci y ont contribué lors de sa constitution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-212

**AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de mai 2025 pour un montant de 890,92 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-213

**OPTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERES – AO 2021-016 – DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS D'ADMINISTRATION**

Considérant la résolution 2021-12-396 adoptée à la séance ordinaire du 14 décembre 2021 pour l'octroi d'un contrat pour les services professionnels d'audit des états financiers auprès de « BCGO S.E.N.C.R.L. » ;

Considérant les options de renouvellement pour les années 2024 et 2025 prévues au devis d'appel d'offres 2021-016, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De se prévaloir de l'avant dernière année d'option pour le renouvellement du contrat pour les services professionnels d'audit des états financiers, pour l'année 2024, auprès de « BCGO S.E.N.C.R.L. » pour la somme de 28 743,75 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer aux postes budgétaires 02-131-00-413, 02-220-00-413 et 02-414-06-413.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

2025-06-214

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR LE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES DES 44<sup>E</sup> AVENUE, 1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> BOULEVARD (AO 2025-009) - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 946**

Considérant la résolution 2025-04-167 adoptée lors de la séance extraordinaire du 23 avril 2025 adoptant le *Règlement d'emprunt n° 946* ;

Considérant la résolution 2025-05-185 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 octroyant le contrat pour des travaux de réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts des 44<sup>e</sup> Avenue, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard (AO 2025-009) à « CONSTRUCTION J. P. ROY INC. » pour la somme de 3 648 674,52 \$, conditionnellement à l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 946* par le MAMH ;

Considérant l'approbation du *Règlement d'emprunt n° 946* par le MAMH le 21 mai 2025, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour le contrôle de la qualité des travaux de réfection des infrastructures des 44<sup>e</sup> Avenue, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard auprès de « GROUPE ABS INC. » pour la somme de 44 238,59 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 946* et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-946.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA MISE À NIVEAU DES FEUX DE CIRCULATION SUR LE BOULEVARD CARDINAL-LÉGER ET L'INSPECTION DES INTERSECTIONS - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

Diane Boyer  
Denise Bergeron

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-641.

**2025-06-216**

**OCTROI DE CONTRATS POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION  
D'UNE THERMOPOMPE ET D'UNE UNITÉ DE CLIMATISATION  
INDÉPENDANTE POUR LA SALLE CCMU - DÉPENSES FINANCÉES PAR  
LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 901**

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour l'installation d'une unité de climatisation indépendante à la salle CCMU auprès de « LAGACE ELECTRIQUE INC » pour la somme de 1 552,16 \$, toutes taxes incluses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2025-04-133 - OCTROI DE CONTRAT  
POUR LA MISE À NIVEAU DES STATIONS DE POMPAGE 1 À 7**

Considérant la résolution 2025-04-133 adoptée à la séance ordinaire du 8 avril 2025 pour l'octroi de contrat pour la mise à niveau des stations de pompage 1 à 7, il est

Denise Bergeron  
René Lecavalier

D'amender la résolution 2025-04-133, au premier paragraphe, concernant l'octroi du contrat à « LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES L.M. INC. » afin de corriger la somme de « 6 876,14 \$ » par la somme de « **10 615,18 \$** ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



2025-06-218                    **OCTROI DE CONTRAT POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN ARCHITECTURE ET INGÉNIERIE POUR L'ÉLABORATION DE PLANS ET DEVIS AINSI QUE LA SURVEILLANCE DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT DE L'OMNI-CENTRE PHASE 1 (AO 2025-003)**

Considérant le processus d'appel d'offres 2025-003 qui s'est terminé le 2 juin 2025 ;

Considérant l'analyse des soumissions et l'ouverture des enveloppes de prix le 9 juin 2025 dans le cadre de l'appel d'offres précédemment mentionné ;

Soumissionnaires	Conforme	Prix (tx inc.)	Pointage	Rang
J. Dagenais architecte + associés inc.	Oui	381 567,53 \$	3,14	1
Architecte Duquette	Oui	482 492,59 \$	2,98	2
COEX Architecture s.e.n.c.r.l.	Oui	552 054,76 \$	2,64	3
Yves Woodrough Architectes inc.	Oui	544 797,54 \$	2,55	4
Patriarche	Oui	486 631,69 \$	2,48	5
Riopel + Associés, Architectes	Oui	569 183,74 \$	2,27	6
ACDF Architecture	Oui	593 627,42 \$	2,03	7
MDTP atelier d'architecture inc.	Oui	688 642,76 \$	1,75	8
Clinique d'Architecture des Laurentides	Non			

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR                    René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                    Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour des services professionnels en architecture et ingénierie pour l'élaboration des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux d'agrandissement de l'Omni-Centre - Phase 1 (AO 2025-003), auprès de « J. DAGENAI ARCHITECTE + ASSOCIÉS INC. » pour la somme de 381 567,53 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

2025-06-219                    **MANDAT À L'UMQ - FOURNITURE D'UN SERVICE CLÉ EN MAIN DE CONVERSION DE LUMINAIRES D'ÉCLAIRAGE DE TERRAINS SPORTIFS POUR LES ANNÉES 2025-2026-2027 ET 2028 (ECLA-SPORT-2025)**

Considérant que la Ville de Pincoirt a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé d'un service clé en main visant la conversion de luminaires d'éclairage de terrains sportifs en luminaires à technologie DEL pour les années 2025-2026-2027 et 2028 ;

Considérant que les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* :

- permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but la fourniture de services et l'exécution de travaux clé en main ;
- précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles ;

- précisent que le présent processus contractuel est assujéti au *Règlement numéro 26 sur la gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement* adopté par le conseil d'administration de l'UMQ ;

Considérant que la Ville de Pincourt désire participer à cet achat regroupé pour se procurer un service clé en main visant la conversion de luminaires d'éclairage pour les terrains sportifs en luminaires à technologie DEL dans les quantités nécessaires pour ses activités à compter du 2 juin 2025 et jusqu'à son échéance, fixée au 19 septembre 2028, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De confier, à l'UMQ, le mandat de procéder au processus d'appel d'offres visant à adjudger un contrat d'achat regroupé de services clés en main visant la conversion de luminaires d'éclairage pour les terrains sportifs en luminaires à technologie DEL dans les quantités nécessaires pour les activités de la Ville.

De permettre à l'UMQ de préparer un document d'appel d'offres et de s'engager à fournir à l'UMQ les informations dont elle aura besoin, en remplissant la ou les fiches techniques d'inscription requises que lui transmettra l'UMQ et en retournant ces documents à la date fixée.

De confier à l'UMQ la responsabilité de l'analyse des soumissions déposées et d'accepter que le produit à commander et à livrer sera déterminé à la suite de l'analyse comparative des produits selon le processus défini au document d'appel d'offres.

De s'engager à respecter les termes du contrat adjudgé par l'UMQ comme si la Ville l'avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjudgé.

De reconnaître que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire à titre de frais de gestion, un pourcentage du montant facturé avant taxes à chacun des participants ; ledit taux est fixé annuellement et précisé dans le document d'appel d'offres.

De transmettre copie de la présente résolution à l'UMQ.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

2025-06-220

#### **OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT D'UN SYSTÈME DE LEVAGE À COLONNES ÉLEVATRICES MOBILES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant la recherche de prix, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour l'achat d'un système de levage à colonnes élévatrices mobiles auprès de « PIECES D'AUTO VALLEYFIELD INC. » pour la somme de 130 209,19 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en dix (10) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-40-537.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-221

**ENTÉRINEMENT DE LA NOMINATION D'UN MANDATAIRE DE LA VILLE DE PINCOURT AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC (SAAQ)**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'entériner la nomination de M. Yanick Bernier, directeur du Service d'urgence et de protection contre les incendies Pincourt/NDIP (SUPI), à titre de mandataire auprès de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour agir et signer au nom de la Ville de Pincourt tout document concernant les transactions relativement à la flotte de véhicules de la Ville.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-06-222

**ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET DCL-23604676 - HYDRO-QUÉBEC**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'entériner l'approbation du projet DCL-23604676 d'Hydro-Québec concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-223

**ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET ING-373970 - VIDÉOTRON LTÉE**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'entériner l'approbation du projet ING-373970 de Vidéotron ltée concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-224

**ENTÉRINEMENT DE L'APPROBATION DU PROJET I71646 - BELL CANADA**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'entériner l'approbation du projet I71646 de Bell Canada concernant des travaux à effectuer sur le territoire de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-225**

**ENTÉRINEMENT DE LA SIGNATURE DES ENTENTES ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET LE GRAME POUR LES PROGRAMMES « EOVS » ET « UAPMQ » POUR 2025 ET AUTORISATION D'UNE DÉPENSE MAXIMALE DE 31 500 \$**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Diane Boyer

D'entériner la signature des ententes de participation financière entre la Ville de Pincourt et le GRAME pour les programmes « Ensemble on verdit (EOV) » et « Un arbre pour mon quartier (UAPMQ) » pour 2025.

D'autoriser une dépense maximale de 31 500 \$, toutes taxes incluses, pour ces programmes, de la financer à même le surplus réservé « Environnement et plantations » et de l'imputer au poste budgétaire 02-135-00-410.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-226**

## MODIFICATION À LA SIGNALISATION ROUTIÈRE - AJOUT DE PANNEAUX D'ARRÊT SUR LE BOULEVARD CARDINAL-LÉGER À L'INTERSECTION RUE BOISÉ-DU-PARC

Considérant les recommandations formulées au comité de circulation lors de la rencontre tenue le 23 mai 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

De modifier la signalisation routière de façon à installer des panneaux d'arrêt sur le boulevard Cardinal-Léger à l'intersection de la rue Boisé-du-Parc, dans les deux directions, le tout tel qu'indiqué au procès-verbal de la rencontre du 23 mai 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-227**

## MODIFICATION À LA SIGNALISATION ROUTIÈRE - INTERDICTION DE CIRCULATION POUR LES CAMIONS DE 10 TONNES ET PLUS SUR LA 5<sup>E</sup> AVENUE

Considérant les recommandations formulées au comité de circulation lors de la rencontre tenue le 23 mai 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

De modifier la signalisation routière de façon à installer des panneaux interdisant la circulation de camions de 10 tonnes et plus, sauf pour les véhicules municipaux et les livraisons locales, le tout tel qu'indiqué au procès-verbal de la rencontre du 23 mai 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

**2025-06-228**

**DÉPÔT DU CERTIFICAT DES RÉSULTATS DE LA PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT - RÈGLEMENT N° 930 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 1 135 000 \$ POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE GÉNÉRATRICES POUR L'OMNI-CENTRE ET L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

Conformément à l'article 557 de *la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, la greffière dépose copie du certificat des résultats de la procédure d'enregistrement tenue du 28 au 29 mai 2025 pour le *Règlement d'emprunt n° 930* ;

Considérant que le nombre de personnes habiles à voter lors du scrutin référendaire était de 11 514 ;

Considérant que le nombre requis de signatures pour la tenue d'un scrutin référendaire était de 1 162 ;

Considérant qu'aucune personne n'a signé le registre tenu du 28 au 29 mai 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

De réputer le *Règlement d'emprunt n° 930* approuvé par les personnes habiles à voter.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-06-229**

**DÉPÔT DU CERTIFICAT DES RÉSULTATS DE LA PROCÉDURE D'ENREGISTREMENT - RÈGLEMENT N° 948 DÉCRÉTANT UN EMPRUNT DE 400 000 \$ POUR UNE ACQUISITION IMMOBILIÈRE DANS LE SECTEUR DE L'HÔTEL DE VILLE**

Conformément à l'article 557 de *la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, la greffière dépose copie du certificat des résultats de la procédure d'enregistrement tenue du 28 au 29 mai 2025 pour le *Règlement d'emprunt n° 948* ;

Considérant que le nombre de personnes habiles à voter lors du scrutin référendaire était de 11 514 ;

Considérant que le nombre requis de signatures pour la tenue d'un scrutin référendaire était de 1 162 ;

Considérant qu'aucune personne n'a signé le registre tenu du 28 au 29 mai 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De réputer le *Règlement d'emprunt n° 948* approuvé par les personnes habiles à voter.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-230

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 780-31 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ**

Considérant qu'un avis de motion a été donné pour le projet de *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 et que ledit projet a été déposé, par la même occasion, sous la résolution 2025-04-158 ;

Considérant l'adoption dudit projet de règlement lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 sous la résolution 2025-04-159 ;

Considérant l'adoption du second projet dudit règlement lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 sous la résolution 2025-05-191 ;

Considérant l'avis de demande de participation à un référendum publié le 15 mai 2025 ;

Considérant qu'aucune demande de participation à un référendum n'a été reçue pour ledit projet de règlement, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'adopter le *Règlement n° 780-31 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à permettre l'utilisation mixte d'un bâtiment et d'autoriser l'implantation de commerces favorisant l'amélioration de la vie de quartier dans la zone C3-01.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-231

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 947 MODIFIANT LA SIGNALISATION ROUTIÈRE ET DIMINUANT LES LIMITES DE VITESSE DES ZONES DE 50 KM/H À 40 KM/H DANS LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant l'avis de motion donné pour le projet de règlement lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 et le dépôt dudit projet, par la même occasion, sous la résolution 2025-05-193, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement n° 947 modifiant la signalisation routière et diminuant les limites de vitesse des zones de 50 km/h à 40 km/h dans la Ville de Pincourt*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-06-232

**ENTÉRINEMENT DU PAIEMENT DE FACTURES DIVERSES ET  
AUTORISATION D'UNE DÉPENSE MAXIMALE DE 10 000 \$ POUR DES  
SERVICES PROFESSIONNELS RENDUS PAR « DHC AVOCATS INC. »**

Considérant la résolution 2024-03-093 adoptée lors de la séance extraordinaire du 22 mars 2024 octroyant un mandat de représentation à la firme « DHC Avocats inc. » pour la représentation de la Ville dans le cadre du projet de reconstruction de la rue Shamrock et autres, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'entériner le paiement de diverses factures auprès de « DHC Avocats inc. » pour la somme de 3 427,75 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser une dépense maximale de 10 000 \$, toutes taxes incluses, pour des services professionnels rendus par « DHC Avocats inc. ».

De financer toutes ces dépenses à même le *Règlement d'emprunt n° 916* et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-916.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 27 et s'est terminée à 19 h 56. Dépôt de la pétition de l'organisme Avenir Île Perrot.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-06-233

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 10 JUIN 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 10 juin 2025 à 19 h 57.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 8 juillet 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-07-234**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 8 JUILLET 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 8 juillet 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**HOMMAGE**

Suivant le décès subit de M. Patrick Charbonneau, ancien maire de la Ville de Mirabel, le 1<sup>er</sup> juillet 2025, le conseil municipal de la Ville de Pincourt aimerait offrir ses plus sincères condoléances à sa famille, ses proches, ses collègues et l'ensemble des Mirabellois.

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

**2025-07-235**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 10 JUIN 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 10 juin 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 10 juin 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-07-236 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-07)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-07 pour le mois de juin 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-237 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE JUIN 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de juin 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-238 PROCLAMATION DES JOURNÉES DE LA CULTURE**

Considérant que la culture constitue un des principaux facteurs d'identité de la Ville de Pincourt et de la qualité de vie de ses citoyens ;

Considérant que la culture est un élément indissociable du développement des individus et de la société ;

Considérant que la culture naît et s'épanouit d'abord au sein des territoires locaux ;

Considérant que la Ville de Pincourt a déjà manifesté, dans le cadre de sa politique culturelle ou par ses interventions, sa volonté d'appuyer concrètement les initiatives qui visent l'affirmation de son identité culturelle et la participation active de ses citoyens à la vie culturelle ;

Considérant que le milieu culturel s'est concerté afin de mettre sur pied un événement annuel, *Les Journées nationales de la culture*, visant à regrouper une multitude de manifestations culturelles sous un grand thème commun et dans l'ensemble du territoire, en favorisant le plus grand accès aux arts, au patrimoine et à la culture ;

Considérant que l'événement se fonde sur une véritable préoccupation de démocratisation culturelle, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

De proclamer *Les Journées de la culture* le dernier vendredi de septembre et les deux jours suivants annuellement dans le but de manifester de façon tangible l'attachement porté à la culture.

De faire parvenir copie de la présente résolution à « Culture pour tous » afin de démontrer notre soutien envers *Les journées de la culture*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-07-239

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACQUISITION DE LICENCES INFORMATIQUES EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE GÉNÉRATIVE (IAG) - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS « RÉSERVE INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DES RÉSEAUX »**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour l'acquisition de licences informatiques de type Munia (Option 2) en intelligence artificielle générative (IAG) conversationnelle pour les municipalités auprès de « Carange Marketing inc. (Carange Solutions) » pour la somme maximale de 6 500 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus « Réserve informatique et amélioration des réseaux » et de les imputer au poste budgétaire 02-136-00-417.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

2025-07-240

**DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE JUIN 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de juin 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-07-241

**AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de juin 2025 pour un montant de 1 224,33 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

2025-07-242

**AUTORISATION DE PAIEMENT DE LA FACTURE POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU CONTRAT OCTROYÉ POUR LA RÉFECTION DU STATIONNEMENT DE LA PISCINE AU PARC OLYMPIQUE (2025-007-GG)**

Considérant la recommandation de la commission des infrastructures et travaux publics lors de sa réunion du 24 mars 2025 ;

Considérant la résolution 2025-04-129 adoptée lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 concernant l'octroi du contrat pour la réfection du stationnement de la piscine du parc Olympique (2025-007-GG) auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » pour la somme de 103 971,89 \$, toutes taxes incluses ;

Considérant que des travaux supplémentaires doivent être effectués en lien avec la réparation d'une fuite d'eau à l'entrée de la piscine ainsi qu'un problème de structure de chaussée au-dessus du ponceau de l'entrée du stationnement, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser le paiement de la facture auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » au montant de 13 206,43 \$, taxes incluses.

De financer cette dépense additionnelle à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-10-043.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-243**

**ENTÉRINEMENT DU CONTRAT OCTROYÉ POUR LA RÉFECTION DU  
PAVAGE DANS LE STATIONNEMENT DU PARC D'AMBROSIO -  
DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE  
RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'entériner le contrat octroyé pour la réfection du pavage dans le stationnement du parc d'Ambrosio auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » pour la somme maximale de 65 518,50 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'octroi de divers contrats, entre autres, pour la location de pelle mécanique, de rouleau compacteur et pour l'achat de pierre auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 15 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de les imputer au poste budgétaire 22-300-10-656.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-244**

**ENTÉRINEMENT DU CONTRAT OCTROYÉ POUR L'AJOUT D'ÉCLAIRAGE DANS LE PARC CANIN PRÈS DU PARC D'AMBROSIO - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'entériner le contrat octroyé pour l'ajout d'éclairage dans le parc canin près du parc d'Ambrosio auprès de « SOLIDel Canada Inc. » pour la somme maximale de 18 798,41 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-750.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-245**

**AUTORISATION À PRÉSENTER UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE  
DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE DU FONDS DE  
LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (PAFFSR) DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
ET MOBILITÉ DURABLE DU QUÉBEC - TRAVERSE DU PARC TROTTER**

Considérant que le Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR) vise à soutenir financièrement les initiatives et les projets permettant d'améliorer la sécurité routière et ceux qui viennent en aide aux victimes de la route :

Considérant que les membres du conseil ont pris connaissance des modalités d'application du Programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR) ;

Considérant que les membres du conseil s'engagent à respecter les modalités d'application du programme d'aide financière du Fonds de la sécurité routière (PAFFSR) :

Considérant que la Ville de Pincoirt doit respecter les lois et règlements en vigueur et obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet ;

Considérant que le projet mentionné précédemment et déposé relativement à ce programme est estimé à 136 587 \$, toutes taxes incluses, et que l'aide financière demandée au Ministère est de 99 671 \$ ;

Considérant que la Ville de Pincoirt doit autoriser le dépôt de la demande d'aide financière, confirmer sa contribution financière au projet et autoriser un(e) de ses représentant(e)s à signer cette demande, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le directeur du Service des infrastructures urbaines, M. Jean-Michel Lafleur, à présenter une demande d'aide financière dans le cadre du PAFFSR pour sécuriser la traverse du parc Trotter.

De confirmer avoir lu et compris les modalités d'application du programme.

De confirmer l'engagement à faire réaliser le projet admissible selon les modalités en vigueur et de reconnaître, en cas de non-respect de celles-ci, que l'aide financière sera résiliée.

De certifier que M. Lafleur est dûment autorisé à agir au nom de la Ville de Pincoirt et à signer tout document ou entente incluant la convention d'aide financière, si applicable, à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-07-246**

### **OCTROI D'UN CONTRAT POUR LE REMPLACEMENT DES MURS AMOVIBLES DES SALLES RENÉ-FOURNIER DE L'OMNI-CENTRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour le remplacement des murs amovibles des salles René-Fournier de l'Omni-Centre auprès de « LES CLOISONS CORFLEX INC. » pour la somme de 95 544,23 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en dix (10) versements égaux, à compter de l'exercice financier 2026, et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-655.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-247**

### **OCTROI DE CONTRAT POUR DES RÉPARATIONS, DE LA PEINTURE ET L'ACHAT DE MOULURES À L'OMNI-CENTRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENTRETIEN DES IMMEUBLES ET MOBILIER URBAIN »**

Considérant l'octroi de contrat pour la réfection des planchers en époxy de l'Omni-Centre sous la résolution 2025-04-140 adoptée lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 ;

Considérant l'octroi de contrat pour la fourniture et l'installation de casiers à l'Omni-Centre sous la résolution 2025-04-141 adoptée lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour des réparations, de la peinture et l'achat de moulures auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Entretien des immeubles et mobilier urbain » et de l'imputer au poste budgétaire 02-701-21-531.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-07-248

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE MOBILIER URBAIN POUR LES PARCS - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENTRETIEN DES IMMEUBLES ET MOBILIER URBAIN »**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour l'achat de mobilier urbain pour les parcs auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Entretien des immeubles et mobilier urbain » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-50-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-07-249

**AUGMENTATION DE L'ENVELOPPE BUDGÉTAIRE DE L'AIDE FINANCIÈRE POUR LES SUBVENTIONS ENVIRONNEMENTALES**

Considérant que la Ville de Pincourt s'est dotée, en 2019, d'une Politique de développement durable et, en 2021, d'un Plan d'action en matière d'environnement ;

Considérant que la Ville désire encourager ses citoyens à privilégier l'achat de produits auprès de commerçants locaux dans une démarche écoresponsable ;

Considérant l'adoption du programme de subventions environnementales 2025 lors de la séance ordinaire du 11 février 2025, sous la résolution 2025-02-065, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'augmentation de l'enveloppe budgétaire de l'aide financière (02-610-02-346) du programme des subventions environnementales au montant de 3 000 \$, totalisant la somme de 10 000 \$ pour l'année 2025.

De financer cette somme à même le surplus réservé « Environnement et plantations ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

**2025-07-250 MODIFICATION DU CALENDRIER DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL**

Considérant l'adoption du calendrier des séances ordinaires du conseil municipal de l'année 2025 lors de la séance du 12 novembre 2024, sous la résolution 2024-11-330, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De modifier le calendrier des séances du conseil municipal afin de déplacer la séance ordinaire du mardi 9 septembre 2025 au jeudi 18 septembre 2025 et de devancer la séance ordinaire du mardi 14 octobre 2025 au jeudi 2 octobre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-07-251 AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2021-11-380 - NOMINATION DES MAIRES SUPPLÉANTS POUR LA DURÉE DU MANDAT**

Considérant la résolution 2021-11-380 adoptée à la séance ordinaire du 16 novembre 2021 pour la nomination des maires suppléants pour la durée du mandat du conseil municipal actuel ;

Considérant la démission de M. Hugo Gendreau ainsi que la constatation de la vacance du poste de conseiller municipal du district 1 en janvier 2025, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'amender la résolution 2021-11-380 concernant la nomination des maires suppléants pour la durée du mandat du conseil municipal actuel afin d'y remplacer la dernière ligne du tableau comme suit :

Périodes	Conseillers	District
Juillet 2025 à octobre 2025	Monsieur René Lecavalier	6

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE

2025-07-252

### AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE DE COLLABORATION ENTRE LE CLUB RADIO AMATEUR RIVE-SUD DE MONTRÉAL (CRARSM) ET LA VILLE DE PINCOURT

Considérant la création de l'Organisation multimunicipale de la sécurité civile (OMSC) de Pincourt, Très-Saint-Rédempteur et Pointe-Fortune sous la résolution 2024-01-020 adoptée lors de la séance ordinaire du 9 janvier 2024, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
René Lecavalier

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente de collaboration pour un apport en radiocommunication d'urgence en cas de sinistre réel ou imminent avec la société « *Club Radio Amateur Rive-Sud de Montréal* » (CRARSM) pour le compte de l'OMSC de Pincourt, Très-Saint-Rédempteur et Pointe-Fortune.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-07-253

### AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE DE COLLABORATION RELATIVE À LA MISSION « AIDE AUX SINISTRÉS » DE L'ORGANISATION MULTIMUNICIPALE DE SÉCURITÉ CIVILE DE PINCOURT, TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR ET POINTE-FORTUNE

Considérant la création de l'Organisation multimunicipale de la sécurité civile (OMSC) de Pincourt, Très-Saint-Rédempteur et Pointe-Fortune sous la résolution 2024-01-020 adoptée lors de la séance ordinaire du 9 janvier 2024, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente de collaboration entre l'OMSC de Pincourt, Très-Saint-Rédempteur et Pointe-Fortune et Ambulance Saint-Jean, soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante comme si récitée au long.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## AFFAIRES NOUVELLES

## PÉRIODE DE QUESTIONS

La période de questions a débuté à 19 h 17 et s'est terminée à 19 h 44.



**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-07-254**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 8 JUILLET 2025**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 8 juillet 2025 à 19 h 45.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 12 août 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ABSENCE MOTIVÉE :**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-08-255**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 12 AOÛT 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 12 août 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 01 et s'est terminée à 19 h 02.

**2025-08-256**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 8 JUILLET 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 8 juillet 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 8 juillet 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-08-257 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-08)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-08 pour le mois de juillet 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-258 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE JUILLET 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de juillet 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-259 APPUI À LA SEMAINE DE LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE DU 15 AU 21 SEPTEMBRE 2025**

Considérant que la *Semaine de la sécurité ferroviaire* aura lieu au Canada du 15 au 21 septembre 2025 ;

Considérant que 261 incidents liés à des passages à niveau et à des intrusions se sont produits au Canada en 2024, entraînant 68 décès et 58 blessures graves évitables ;

Considérant que l'éducation et l'information du public sur la sécurité ferroviaire (en rappelant au public que les emprises ferroviaires sont des propriétés privées, en sensibilisant le public aux dangers associés aux passages à niveau, en s'assurant que les piétons et les automobilistes sont attentifs et à l'écoute à proximité des voies ferrées et respectent le code de la route) réduiront le nombre de décès et de blessures évitables causés par des incidents impliquant des trains et des citoyens ;

Considérant qu'Opération Gareautrain est un partenariat public-privé dont la mission est de travailler avec le public, le secteur ferroviaire, les gouvernements, les services de police, les médias et autres organismes pour accroître la sensibilisation à la sécurité ferroviaire ;

Considérant que le CN demande au conseil municipal d'adopter la présente résolution afin d'appuyer ses efforts soutenus déployés pour sensibiliser les gens, sauver des vies et prévenir les blessures dans les collectivités, y compris sur le territoire de notre municipalité, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'appuyer la *Semaine nationale de la sécurité ferroviaire* qui se déroulera au Canada du 15 au 21 septembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-260**

**NOMINATION DE MME MÉLANIE BERGEVIN AU POSTE DE DIRECTRICE ADJOINTE AU SERVICE DES LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU NOUVEAU CONTRAT DE TRAVAIL**

Considérant le dévouement et les efforts de Mme Mélanie Bergevin depuis son entrée en fonction à la Ville de Pincourt ;

Considérant les recommandations de la Direction générale et du Service des loisirs, culture et services communautaires ;

Considérant la recommandation en ce sens de la commission d'administration et de finances du 7 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De nommer Mme Mélanie Bergevin à titre de Directrice adjointe au Service des loisirs, culture et services communautaires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer le nouveau contrat de travail de Mme Bergevin.

De féliciter et souhaiter bon succès à Mme Bergevin dans le cadre de ses futures nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-261**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ADDENDA AU CONTRAT DE TRAVAIL DE MME VICKY SAUVÉ**

Considérant la restructuration du Service des communications et relations avec les citoyens ;

Considérant la recommandation de la Direction générale ;

Considérant la recommandation en ce sens de la commission d'administration et de finances du 7 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Denise Bergeron

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer l'addenda au contrat de travail de Mme Vicky Sauvé en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

De souhaiter bon succès à Mme Sauvé dans le cadre de la restructuration de son service.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-262

**NOMINATION DE M. STÉPHANE SÉGUIN AU POSTE DE CONSEILLER PRINCIPAL EN SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL AU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU NOUVEAU CONTRAT DE TRAVAIL**

Considérant que M. Stéphane Séguin quittera ses fonctions de directeur adjoint au Service d'urgence et de protection contre les incendies de Pincourt/NDIP au 31 décembre 2025 ;

Considérant le souhait de M. Séguin de travailler à temps partiel pour la Ville de Pincourt ;

Considérant son professionnalisme exemplaire, ses compétences avérées en santé et sécurité au travail et en gestion des ressources humaines ;

Considérant l'importance pour la Ville de conserver ses employés d'expérience souhaitant prendre leur retraite ;

Considérant la recommandation de la Direction générale ;

Considérant la recommandation en ce sens de la Commission d'administration et de finances du 7 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

De remercier M. Stéphane Séguin pour toutes ses années au sein du Service d'urgence et de protection contre les incendies de Pincourt/NDIP.

D'autoriser la nomination de M. Séguin au poste de conseiller principal en santé et sécurité au travail au Service des ressources humaines à compter de la date de sa retraite à titre de directeur adjoint au Service d'urgence et de protection contre les incendies de Pincourt/NDIP au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer le nouveau contrat de travail de M. Séguin.

De féliciter et souhaiter bon succès à M. Séguin dans le cadre de ses futures nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-263

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN ACTE DE VENTE POUR LE LOT 1 720 680 DANS LE SECTEUR DE L'HÔTEL DE VILLE**

Considérant les recommandations formulées par la direction générale ;

Considérant l'autorisation de signature d'une promesse d'achat pour le lot 1 720 680 dans le secteur de l'hôtel de ville lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 sous la résolution 2025-05-181 ;

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de règlement d'emprunt n° 948 lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 sous la résolution 2025-05-194 et l'adoption dudit *Règlement n° 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville* lors de la séance extraordinaire du 20 mai 2025, sous la résolution 2025-05-200 ;

Considérant que ledit *Règlement n° 948* a été approuvé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation le 17 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'acte de vente pour le lot 1 720 680 dans le secteur de l'hôtel de ville, auprès des propriétaires dudit lot, pour un montant de 340 000 \$ ainsi que les frais d'ajustement au montant de 1 017,04 \$.

De mandater de nouveau la notaire, M<sup>e</sup> Georgica Radeanu, et d'autoriser le paiement des honoraires professionnels et déboursés en lien avec la préparation des documents notariés au montant de 1 829,95 \$.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-264

**AUTORISATION D'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DES RÉSEAUX »**

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser l'achat d'équipements informatiques par le chef de division des technologies de l'information, auprès de divers fournisseurs, pour la somme maximale de 30 000 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser ce dernier à déployer un réseau public aux parcs Bellevue, Shamrock et Olympique.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Informatique et amélioration des réseaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-40-025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-265

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE DE PRINCIPE POUR L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ DU CENTRE SPORTIF**

Considérant que la Ville de Pincourt souhaite compléter la réalisation du centre sportif sur le site identifié à cet effet ;

Considérant que la Ville a entamé des démarches exploratoires avec l'entreprise « MEDIFICE INVESTISSEMENTS S.E.C. » afin d'évaluer les modalités de réalisation d'un tel projet ;

Considérant que « MEDIFICE INVESTISSEMENTS S.E.C. » a proposé de mener une étude de faisabilité, en collaboration avec des partenaires spécialisés, portant sur les aspects techniques, financiers, juridiques et fonctionnels du projet ;

Considérant que cette étude de faisabilité vise à déterminer un modèle optimal de réalisation conforme aux exigences légales, aux bonnes pratiques de gestion contractuelle ainsi qu'aux intérêts à long terme de la Ville ;

Considérant que la signature d'une entente de principe permettrait de formaliser cette phase d'analyse, d'établir un cadre de collaboration exclusif pour une période déterminée et d'encadrer les coûts pouvant être assumés par la Ville, le cas échéant ;

Considérant que cette entente n'engage nullement la Ville à réaliser le projet et ne constitue pas une obligation contractuelle définitive quant à la construction du centre sportif ;

Considérant que le projet pourrait générer des économies importantes, notamment en ce qui concerne les frais professionnels, les coûts de construction et les frais d'intérêts durant la phase de réalisation, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'approuver l'entente de principe pour l'étude de faisabilité du centre sportif avec « MEDIFICE INVESTISSEMENTS S.E.C. », à titre de cadre non contraignant encadrant l'étude de faisabilité du centre sportif.

De s'engager à ne pas négocier avec d'autres promoteurs pour un projet similaire durant une période d'exclusivité maximale de dix (10) mois suivant la signature de ladite entente.

D'autoriser des dépenses, dans le cadre de cette étude, pour une somme maximale de 132 800 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 22-700-20-817.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente de principe pour l'étude de faisabilité du centre sportif avec « MEDIFICE INVESTISSEMENTS S.E.C. », soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante, comme si récitée au long, et tout autre document requis pour donner effet à la présente résolution.

**RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

2025-08-266

**RECONNAISSANCE DU COMITÉ D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE DES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant que le conseil municipal reconnaît l'engagement communautaire exemplaire des employés municipaux de la Ville de Pincourt ;

Considérant la création, par les employés municipaux, d'un organisme à but non lucratif nommé *Comité d'entraide communautaire des employés de la Ville de Pincourt* ;

Considérant que ce comité est constitué d'un regroupement volontaire d'employé(e)s municipaux ayant comme objectif principal d'amasser des fonds en vue de les redistribuer dans le cadre d'initiatives caritatives ou d'entraide communautaire, au bénéfice des familles et individus de Pincourt vivant une situation financière particulièrement difficile ;

Considérant que les membres du comité pourront également, sur une base volontaire et personnelle, participer ponctuellement à certaines initiatives locales poursuivant les mêmes objectifs ;

Considérant que la commission d'administration des finances a analysé la demande présentée par les initiateurs du projet et a émis une recommandation favorable à sa reconnaissance officielle, il est

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le *Comité d'entraide communautaire des employés de la Ville de Pincourt* à titre d'organisme reconnu de la Ville.

D'octroyer une somme maximale de 2 000 \$ audit organisme afin de soutenir les coûts de démarrage incluant, notamment, les activités de promotion ainsi que les frais liés à des services professionnels de comptabilité et d'assurances.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-267

**OCTROI D'UN MANDAT POUR L'ÉVALUATION DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

Considérant les obligations de la Ville de Pincourt en matière d'équité salariale ;

Considérant que la *Loi sur l'équité salariale* (RLRQ, c. E-12.001) vise à corriger les écarts salariaux dus à la discrimination fondée sur le sexe à l'égard des personnes occupant des emplois à prédominance féminine ;

Considérant que cette loi s'applique à tout employeur comptant 10 employés ou plus, y compris les municipalités et autres organismes du secteur public ;

Considérant que les employeurs ont l'obligation de réaliser un exercice initial d'équité salariale, puis de maintenir l'équité salariale tous les cinq (5) ans ;

Considérant que le maintien de l'équité salariale contribue à un climat de travail respectueux, à l'attraction et à la rétention du personnel ainsi qu'à l'atteinte des objectifs organisationnels de la Ville, il est



PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer le mandat pour l'évaluation du maintien de l'équité salariale pour la Ville de Pincourt auprès de la firme « GROUPE-CONSEIL SOLERTIA INC. » pour la somme maximale de 35 000 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-160-00-410.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

##### 2025-08-268 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE JUILLET 2025

Considérant les autorisations accordées à la Trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par la Trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de juillet 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

##### 2025-08-269 AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT

Considérant les autorisations accordées à la Trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois de juillet 2025 pour un montant de 1 000 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

##### 2025-08-270 DÉPÔT DE LA LISTE DES IMMEUBLES SUR LESQUELS LES TAXES IMPOSÉES N'ONT PAS ÉTÉ PAYÉES EN TOUT OU EN PARTIE

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt de la liste des immeubles sur lesquels les taxes imposées n'ont pas été payées au 24 juillet 2025 en tout ou en partie.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-271

**OUVERTURE DES MARGES DE CRÉDIT TEMPORAIRES - RÈGLEMENTS D'EMPRUNT N<sup>OS</sup> 930 ET 948**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n<sup>o</sup> 930 décrétant un emprunt pour l'achat et l'installation de génératrices pour l'Ommi-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et l'usine de traitement des eaux usées* sous la résolution 2025-04-155, lors de la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025 ;

Considérant l'adoption du *Règlement n<sup>o</sup> 930 décrétant un emprunt de 1 135 000 \$ pour l'achat et l'installation de génératrices pour l'Ommi-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et l'usine de traitement des eaux usées* sous la résolution 2025-05-189, lors de la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025 ;

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n<sup>o</sup> 948 décrétant un emprunt pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville* sous la résolution 2025-05-194, lors de la séance ordinaire du mardi 13 mai 2025 ;

Considérant l'adoption du *Règlement n<sup>o</sup> 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville* sous la résolution 2025-05-200, lors de la séance extraordinaire du mardi 20 mai 2025 ;

Considérant l'approbation des règlements d'emprunt n<sup>os</sup> 930 et 948 par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec en date du 17 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Diane Boyer

D'autoriser l'ouverture, par la Trésorière, des marges de crédit temporaires pour les règlements suivants :

- *Règlement n<sup>o</sup> 930 décrétant un emprunt de 1 135 000 \$ pour l'achat et l'installation de génératrices pour l'Ommi-Centre (Centre d'hébergement en sécurité civile) et l'usine de traitement des eaux usées ;*
- *Règlement n<sup>o</sup> 948 décrétant un emprunt de 400 000 \$ pour une acquisition immobilière dans le secteur de l'hôtel de ville.*

D'autoriser le maire et la Trésorière à signer les contrats de prêt pour les marges de crédit temporaires des règlements mentionnés précédemment auprès de la Caisse de Vaudreuil - Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-272 DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER ET DU RAPPORT DES AUDITEURS DE LA VILLE DE PINCOURT POUR L'EXERCICE FINANCIER 2024**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt du rapport financier et du rapport des auditeurs de la Ville de Pincourt pour l'exercice financier 2024.

De féliciter chaleureusement l'ensemble de l'équipe du Service de l'administration et des finances pour leur professionnalisme, leur rigueur et l'exactitude constante de leur travail en collaboration avec la firme d'auditeurs.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-273 ADOPTION DE LA MISE À JOUR DE LA POLITIQUE SUR LA GESTION DE LA DETTE, DES SURPLUS ET DES RÉSERVES FINANCIÈRES**

Considérant le dépôt, lors de la commission d'administration et de finances du 7 juillet 2025, du document portant sur la mise à jour de la *Politique sur la gestion de la dette, des surplus et des réserves financières* de la Ville de Pincourt ;

Considérant la recommandation de la Direction générale, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'adopter la mise à jour de la *Politique sur la gestion de la dette, des surplus et des réserves financières* de la Ville de Pincourt.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, la *Politique sur la gestion de la dette, des surplus et des réserves financières* soumise et jointe aux présentes pour en faire partie intégrante, comme si récitée au long.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-274 RENFLOUEMENT ET CRÉATION DES RÉSERVES FINANCIÈRES**

Considérant les recommandations formulées par la Direction générale ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de renflouer les réserves afin de pourvoir aux investissements futurs ;

Considérant les surplus de l'ordre de 3 322 707 \$ ;

Considérant qu'au terme de cet exercice, la Ville de Pincourt aura un surplus accumulé et réservé de 2 090 681 \$ ;

Considérant l'acceptation de la commission d'administration et de finances, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
René Lecavalier

De renflouer les réserves suivantes à même le surplus non réservé :

- **Réserve projet investissement en parc et terrains de jeux : + 100 000 \$ ;**
- **Réserve entretien immeubles et mobilier urbain : + 100 000 \$ ;**
- **Réserve réfection d'infrastructures : + 400 000 \$ ;**
- **Réserve élections municipales (loi) : + 20 000 \$ ;**
- **Réserve informatique et amélioration des réseaux : + 30 000 \$ ;**
- **Réserve contrôle de la dette (20 % du surplus, max 1 000 000 \$) : + 750 000 \$ ;**
- **Réserve pour éventualités (événements climatiques) : + 150 000 \$ ;**
- **Réserve honoraires professionnels et frais juridiques : + 50 000 \$ ;**
- **Réserve acquisition d'immeubles et revitalisation urbaine : + 100 000 \$ ;**
- **Réserve mise à niveau de la flotte de véhicules : + 50 000 \$.**

De créer la réserve suivante et d'injecter la somme mentionnée ci-dessous à même le surplus non réservé :

- **Nouveau Réserve infrastructures sportives : +250 000 \$.**

De modifier les noms de réserves suivantes :

- Réserve projet investissement en parc et terrains de jeux pour **Réserve parcs municipaux et mobilier urbain** ;
- Réserve entretien immeubles et mobilier urbain pour **Réserve immeubles municipaux** ;
- Réserve réfection d'infrastructures pour **Réserve infrastructures urbaines**.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-275

**RENOUVELLEMENT DE LA POLICE D'ASSURANCE DÉCÈS OU MUTILATION ACCIDENTELLE (DMA) AVEC BENEVA POUR LES POMPIERS, PREMIERS RÉPONDANTS ET BRIGADIERS SCOLAIRES (1LW55)**

Considérant que la police d'assurance décès ou mutilation accidentelle (DMA) pour les pompiers, premiers répondants et brigadiers scolaires (1LW55) avec Beneva vient à terme le 30 septembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'autoriser le renouvellement du contrat d'assurance décès ou mutilation accidentelle (DMA) pour les pompiers, premiers répondants et brigadiers scolaires avec Beneva (1LW55) pour une année, soit du 1<sup>er</sup> octobre 2025 au 30 septembre 2026.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-276            RÉSERVATION DES SOLDES DISPONIBLES À DIVERS RÈGLEMENTS FERMÉS**

Considérant les soldes disponibles des règlements fermés, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De réserver les nouveaux soldes disponibles totalisant 1 942 006,80 \$ des règlements au remboursement de la dette selon les montants suivants :

Règlement	Description	Montant
854	Prolongement des infrastructures de la Pointe-aux-Renards	131 079,00 \$
878	Conversion de l'éclairage de rues (LED)	58 598,77 \$
890	Système de déshydratation des boues	174 282,92 \$
892	Travaux asphaltage, bordures, éclairage ch. Coop	3 212,71 \$
893	Automate de contrôle	1 594,17 \$
901	Agrandissement caserne et construction ateliers municipaux	412 003,92 \$
906	Acquisition de lots - Secteur du boisé Rousseau	109 726,75 \$
911	Réfection des infrastructures de rues (Cherrystone et autres)	410 505,33 \$
916	Réfection des infrastructures de rues (Shamrock et autres)	641 003,23 \$
	<b>TOTAL</b>	<b>1 942 006,80 \$</b>

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES

**2025-08-277      ACHAT D'ILLUMINATIONS HIVERNALES - ENTRÉES DE VILLE ET AUTRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser l'achat et l'installation d'illuminations hivernales auprès de « LEBLANC ILLUMINATIONS-CANADA INC. », pour la somme maximale de 26 492,54 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-40-854.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-278      ENTÉRINEMENT DU CONTRAT OCTROYÉ POUR LA TONTE DE GAZON  
POUR L'ANNÉE 2025 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS  
D'ADMINISTRATION

Considérant l'appel d'offres sur invitation 2023-003 lancé du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> mars 2023, pour un contrat pour la tonte de gazon pour l'année 2023, incluant deux options de renouvellement au terme de celle-ci pour une année supplémentaire chacune ;

Considérant la résolution 2023-03-078 adoptée lors de la séance ordinaire du 14 mars 2023 octroyant le contrat pour la tonte de gazon pour l'année 2023 à « ARSENAULT SERVICE D'ENTRETIEN DE PELOUSE » ;

Considérant les montants de 30 221,78 \$ et de 41 717 \$ payés pour les saisons 2023 et 2024 respectivement, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'entériner l'octroi du contrat pour la tonte de gazon pour l'année 2025 auprès de « ARSENAULT SERVICE D'ENTRETIEN DE PELOUSE » pour la somme maximale de 42 655,63 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-320-00-659.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-279

**AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2025-04-133 - OCTROI DE CONTRAT POUR LA MISE À NIVEAU DES STATIONS DE POMPAGE 1 À 7 - « SOLUTIONS P-LOGIX INC. »**

Considérant la résolution 2025-04-133 adoptée à la séance ordinaire du mardi 8 avril 2025 pour l'octroi de contrat auprès de « Solutions P-Logix inc. » pour la mise à niveau des stations de pompage 1 à 7, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'amender la résolution 2025-04-133 concernant l'octroi de contrat auprès de « Solutions P-Logix inc. » pour la mise à niveau des stations de pompage 1 à 7 afin de corriger la somme de « 13 337,10 \$ » par la somme de « **14 461,07 \$** ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-280

**AUTORISATION À PRÉSENTER UNE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE DANS LE CADRE DU PAVL 2026-2027 - VOLET REDRESSEMENT - SÉCURISATION DU MTQ - INTERSECTION BOUL. CARDINAL-LÉGER ET AVENUE JOSEPH-LAFLÈCHE**

Considérant que le Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) vise à assister les municipalités dans la planification, l'amélioration et le maintien des infrastructures du réseau routier local et municipal dont elles ont la responsabilité ;

Considérant que la Ville de Pincourt a pris connaissance des modalités d'application du PAVL, notamment celles du volet concerné par la demande d'aide financière soumise dans le cadre de ce programme, et s'engage à les respecter ;

Considérant que les interventions visées dans la demande d'aide financière concernent des routes sous l'autorité municipale et des travaux admissibles à l'aide financière ;

Considérant que seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière ;

Considérant que le bénéficiaire d'une aide financière doit faire réaliser les travaux dans les douze (12) mois suivant la lettre d'annonce et qu'il a pris connaissance des restrictions d'accès au programme prévues à la section 1.10 des modalités qui s'appliquent ;

Considérant que la Ville de Pincourt choisit d'établir la source de calcul de l'aide financière selon l'estimation détaillée du coût des travaux ;

Considérant que la Ville de Pincourt autorise le dépôt de la demande d'aide financière, confirme sa contribution financière au projet et autorise un de ses représentants à signer cette demande, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'autoriser le directeur du Service des infrastructures à présenter une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) en vue de l'obtention d'une subvention dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) 2026-2027 - Volet Redressement – Sécurisation pour l'intersection du boulevard Cardinal-Léger et l'avenue Joseph-Laflèche.

De désigner le directeur du Service des infrastructures comme personne autorisée à agir et à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, tous les documents relatifs au programme mentionné ci-dessus.

De confirmer l'engagement de la Ville de Pincourt à faire réaliser les travaux selon les modalités d'application en vigueur et à payer sa part des coûts du projet.

De reconnaître, en cas de non-respect des modalités d'application et du non-paiement de la part des coûts du projet, que l'aide financière sera résiliée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-281

**OCTROI DE CONTRATS POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTALES - DÉPENSES FINANCIÉES PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « PROJETS DE RÉFECTION D'INFRASTRUCTURES »**

Considérant la demande de prix auprès de divers fournisseurs pour chacun des projets ;

Considérant les offres reçues et leur analyse, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'autoriser l'octroi de quatre contrats auprès de « LABORATOIRE GS INC. » pour la réalisation d'études géotechniques et environnementales dans le cadre des projets suivants :

- Réfection des infrastructures de la rue Saint-Patrick pour la somme de 12 934,69 \$, toutes taxes incluses ;
- Réfection des infrastructures de la rue Edgewater pour la somme de 12 589,76 \$, toutes taxes incluses ;
- Réfection des infrastructures du chemin Duhamel - Phase 7 (entre avenue Joseph-Laflèche et l'autoroute 20) pour la somme de 13 883,23 \$, toutes taxes incluses ;
- Agrandissement de l'Omni-Centre pour la somme de 16 090,75 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Projets de réfection d'infrastructures » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-072.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-08-282**

### **AUTORISATION DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX POLITIQUES FAMILIALES MUNICIPALES DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE**

Considérant que le ministère de la Famille (Ministère) a élaboré et mis en place le Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme) qui vise à soutenir les municipalités, les MRC et les conseils de bande des communautés autochtones dans l'élaboration ou la mise en œuvre d'une politique familiale municipale (PFM), en vue d'assurer aux familles l'accès à des ressources ou à des services nécessaires à leur épanouissement ;

Considérant que la Ville de Pincourt souhaite présenter, en 2025-2026, dans le cadre du Programme une demande d'aide financière admissible pour la réalisation d'une mesure prévue au plan d'action en développement social qui inclut sa politique familiale, il est

PROPOSÉ PAR

Denise Bergeron

APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la cheffe de division – Loisirs, culture et événements - à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, tous les documents relatifs à la demande d'aide financière présentée en 2025-2026 dans le cadre du Programme et, si cette demande est acceptée par le Ministère, la convention d'aide financière dans le cadre du Programme.

De désigner la conseillère Mme Denise Bergeron élue responsable des questions familiales.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**2025-08-283**

### **ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL 2024 DU SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE**

Considérant que l'article 35 de la *Loi sur la sécurité incendie* prescrit l'obligation, pour toute autorité locale chargée de l'application des mesures prévues au schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie, de transmettre au ministre de la Sécurité publique, dans les trois mois de la fin de son année financière, un rapport d'activités pour l'exercice précédent et ses projets pour la nouvelle année ;

Considérant que le schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges (MRCVS) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2010 et que le rapport annuel 2024 a été préparé par le Service d'urgence et de protection incendie Pincourt/NDIP ;

Considérant que les membres du conseil ont reçu copie du rapport annuel 2024 et ont pris connaissance de son contenu, il est



PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'adopter le rapport annuel 2024 du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie pour les territoires de Pincourt et NDIP.

D'autoriser la transmission du rapport annuel 2024 à la MRC de Vaudreuil-Soulanges afin qu'elle le transmette au ministre de la Sécurité publique.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

### **AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

**2025-08-284**

#### **DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE - 101, BOUL. CARDINAL-LÉGER (CANADIAN TIRE) - ZONE C3-01**

Considérant la demande de dérogation mineure formulée pour l'immeuble situé au 101, boul. Cardinal-Léger ;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme, lors de sa réunion du 7 juillet 2025, a recommandé d'accepter cette dérogation mineure ;

Considérant qu'un avis public a été publié à l'hôtel de ville ainsi que sur le site Web de la Ville le 16 juillet 2025, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder la dérogation mineure demandée pour l'immeuble situé au 101, boul. Cardinal-Léger (Canadian Tire), dans la zone C3-01, afin de permettre, sur le lot numéro 1 574 449, l'augmentation de la superficie d'affichage commercial de 43,37 m<sup>2</sup> à 54,15 m<sup>2</sup>, le tout selon les exigences de l'Office québécois de la langue française (OQLF) pour des fins de francisation.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-285**

#### **OCTROI DE CONTRAT POUR LA FOURNITURE ET LA PLANTATION D'ARBRES SUR DIFFÉRENTS SITES - PROJET DE REMPLACEMENT 2025 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET PLANTATION »**

Considérant le projet de reboisement social de 2019 au parc Bellevue, au Centre de golf Pincourt et près de l'école secondaire du Chêne-Bleu ;

Considérant que la Ville de Pincourt s'est engagée à replanter un seuil minimal d'arbres morts dans le cadre de ce projet ;

Considérant que la Ville de Pincourt priorisera d'autres sites potentiels afin d'assurer la pérennité des arbres dans le projet de remplacement 2025, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour la fourniture et la plantation d'arbres auprès de « ARBRE-ÉVOLUTION COOP DE SOLIDARITÉ » pour la somme de 5 662,23 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantation » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-521.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

**2025-08-286      AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 886-04 (RMH 460-2025) REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT N° 886 (RMH 460-218) CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE**

Mme la conseillère Diane Boyer donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 886-04 (RMH 460-2025) remplaçant le Règlement n° 886 (RMH 460-2018) concernant la sécurité, la paix et l'ordre* et dépose ledit projet de règlement, le but de celui-ci étant de mettre à jour le règlement harmonisé et ainsi en faciliter l'application, par la Sûreté du Québec de la MRC de Vaudreuil-Soulanges (MRCVS) dans les vingt-trois (23) municipalités membres de la MRCVS.

**2025-08-287      AUTORISATION DE SIGNATURE DU RENOUELEMENT DE PROTOCOLE D'ENTENTE ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DE BELLEVUE POUR L'UTILISATION DU SITE DE NEIGES USÉES DE LA VILLE DE PINCOURT POUR LA SAISON 2025-2026**

Considérant l'autorisation de signature d'un protocole d'entente entre la Ville de Pincourt et la Ville de Sainte-Anne-de Bellevue pour l'utilisation du site de neiges usées de la Ville de Pincourt pour la saison 2024-2025 octroyée lors de la séance ordinaire du 12 novembre 2024, sous la résolution 2024-11-336 ;

Considérant que la Ville de Pincourt désire renouveler cette entente pour la saison 2025-2026 selon des termes similaires, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le renouvellement du protocole d'entente avec la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue pour l'utilisation du site de neiges usées de la Ville de Pincourt pour la saison 2025-2026.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

#### **AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 34 et s'est terminée à 20 h 02.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-08-288**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 12 AOÛT 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 12 août 2025 à 20 h 03.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mardi 26 août 2025 à 16 h**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ABSENCE MOTIVÉE :**

Madame Denise Bergeron, conseillère

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 12 août 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Embauche de M. Nicholas Lavoie à titre de contremaître au Service des travaux publics et autorisation de signature du contrat de travail
4. Octroi de contrat pour la réfection du pavage de la rue Bélanger – Dépense financée à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines »
5. Amendement à la résolution 2025-03-086 – Octroi de contrats pour la remise à neuf de soufflantes et l'ajout d'un variateur de vitesse à l'usine de traitement des eaux usées
6. Période de questions
7. Levée de la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

**2025-08-289                   OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 26 AOÛT  
2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
 APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'ouvrir la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025 à 16 h et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-290      DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE  
ORDINAIRE DU MARDI 12 AOÛT 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-  
VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
 APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 12 août 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 12 août 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-08-291**      **EMBAUCHE DE M. NICHOLAS LAVOIE À TITRE DE CONTREMAÎTRE AU  
SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS ET AUTORISATION DE SIGNATURE  
DU CONTRAT DE TRAVAIL**

Considérant le processus de recrutement lancé par le Service des ressources humaines et la recommandation du comité de sélection, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De nommer M. Nicholas Lavoie au poste de contremaître au Service des travaux publics, le tout selon les conditions apparaissant au contrat de travail.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le contrat de travail de M. Lavoie.

De féliciter et souhaiter bon succès à M. Lavoie dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-292

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DU PAVAGE DE LA RUE BÉLANGER - DÉPENSE FINANCÉE À MÊME LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES URBAINES »**

Considérant la demande de prix lancée auprès de divers fournisseurs par le directeur du Service des infrastructures urbaines ;

Considérant l'analyse des demandes reçues, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'octroyer le contrat pour la réfection du pavage de la rue Bélanger auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. », plus bas soumissionnaire conforme, pour la somme maximale de 114 960,05 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-08-293

**AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2025-03-086 - OCTROI DE CONTRATS POUR LA REMISE À NEUF DE SOUFFLANTES ET L'AJOUT D'UN VARIATEUR DE VITESSE À L'USINE DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES**

Considérant la résolution 2025-03-086 adoptée à la séance ordinaire du 11 mars 2025 pour l'octroi d'un contrat pour la fourniture, la livraison et la mise en marche d'un nouveau variateur de vitesse 30 HP et son panneau auprès de « MOTEURS ÉLECTRIQUES LAVAL LTÉE » ;

Considérant les frais supplémentaires liés à l'achat du variateur et à sa programmation, expliquant ainsi le dépassement du budget initial qui ne couvrirait que le remplacement du variateur de la soufflante 3, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'amender la résolution 2025-03-086 concernant l'octroi d'un contrat pour la fourniture, la livraison et la mise en marche d'un nouveau variateur de vitesse 30 HP et son panneau auprès de « MOTEURS ÉLECTRIQUES LAVAL LTÉE » afin de corriger la somme de « 20 942,70 \$ » par la somme de « **25 623,56 \$** ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-08-294**

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 26 AOÛT 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025 à 16 h 08.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **jeudi 18 septembre 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-09-295**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

De remercier le Service des loisirs et services communautaires pour l'organisation de la Soirée de reconnaissance des bénévoles qui s'est tenue le mardi 16 septembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

**2025-09-296**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 26 AOÛT 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 26 août 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-09-297 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-09)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-09 pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-298 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS D'AOÛT 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-299 CONSULTATION SUR LE PROJET DU PROGRAMME MAISONS CANADA 2025 DU GOUVERNEMENT DU CANADA**

Considérant que, pour répondre à la crise du logement, le gouvernement Carney a annoncé la mise en place d'une nouvelle entité chargée de construire des logements abordables, d'offrir du financement aux constructeurs d'habitations abordables et de catalyser une industrie de la construction domiciliaire plus productive, appelée Maisons Canada ;

Considérant que les objectifs et orientations qui structureront le programme Maisons Canada présentés dans le document Guide de sondage du marché est actuellement en consultation et vise une mise en œuvre en 2026 ;

Considérant que les deux objectifs de Maisons Canada sont de construire des logements abordables à grande échelle et de construire plus vite, mieux et plus intelligemment ;

Considérant qu'il est clairement annoncé l'intention de miser sur le soutien des projets d'envergure et que les critères de sélection des investissements seront d'abord le nombre important de logements des projets sélectionnés ;

Considérant que la situation du manque de logements locatifs, qu'ils soient sociaux, abordables ou réguliers, n'est pas qu'un enjeu urbain, mais affecte toutes les régions du Québec, affichant trop souvent des taux d'inoccupation en deçà du 1 % ;

Considérant l'impact du manque de logements sur les démarches d'attractivité des territoires hors des grands centres pour répondre aux besoins criants de main-d'œuvre des entreprises et commerces en région ainsi que sur les efforts de régionalisation de l'immigration du gouvernement du Québec et des élu(e)s locaux ;

Considérant que toutes les collectivités, quelle que soit leur taille pas seulement les plus grandes agglomérations, doivent avoir accès à cet éventuel programme ;

Considérant que ce programme doit contribuer aux efforts des collectivités locales de dynamisation et d'occupation du territoire essentiels à la vitalité économique et sociale du Québec et du Canada, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De recommander au ministre du Logement, des Infrastructures et des Collectivités, l'honorable Gregor Robertson, que :

- Maisons Canada soutienne autant les communautés en région que les grands projets de développement immobilier en adoptant une approche adaptée et modulée, basée sur l'importance des besoins et l'impact des projets pour les collectivités et non sur le nombre d'unités que contient un projet ;
- Maisons Canada reconnaisse les compétences des gouvernements locaux ;
- le programme Maisons Canada prévoit un volet distinct pour les collectivités locales et géré par celles-ci afin de répondre aux besoins en logements des régions du Québec ;
- soient facilitées et accélérées la négociation et la conclusion des ententes Fédérale-Québec afin que les communautés bénéficient rapidement de ces opportunités accélérant la création de logements.

De transmettre cette résolution aux personnes et organisations suivantes :

- M. Mark Carney, premier ministre du Canada (mark.carney@parl.gc.ca) ;
- M. Gregor Robertson, ministre du Logement et des Infrastructures et des Collectivités du Canada (minister-ministre@infc.gc.ca) ;
- M. François Legault, premier ministre du Québec (premierministre@quebec.ca) ;
- M<sup>me</sup> France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec (ministre@habitation.gouv.qc.ca) ;
- M. Peter Schiefke, député fédéral de Vaudreuil (peter.schiefke@parl.gc.ca) ;
- Fédération québécoise des municipalités (FQM) (info@fqm.ca) ;
- Fédération canadienne des municipalités (FCM) (info@fcm.ca).

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-300

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE PLANCHERS À L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux ;

Considérant la nécessité de remplacer le plancher et de retirer les tapis de certaines zones de l'hôtel de ville, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de revêtement de planchers à l'hôtel de ville auprès de « TAPIS PINCOURT INC. » pour la somme de 24 271,17 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-301

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉNOVATION À L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de rénovation à l'hôtel de ville auprès de « Les constructions De Bellefeuille inc. » pour une somme maximale de 133 120,93 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-302

**APPUI À LA GRANDE SEMAINE DES TOUT-PETITS - 17 AU 23 NOVEMBRE 2025**

Considérant que la 10<sup>e</sup> édition de la *Grande semaine des tout-petits (GSTP)* se tiendra du 17 au 23 novembre 2025 ;

Considérant que tous les enfants devraient pouvoir jouir de conditions de vie leur permettant de développer leur plein potentiel ;

Considérant que cette semaine se tient sous le thème « **10 ans d'ascension et encore tant à gravir ! Ensemble, offrons à chaque tout-petit les moyens d'atteindre son sommet.** » ;

Considérant que la *GSTP* vise notamment à :

- informer sur l'état de bien-être des tout-petits ;
- sensibiliser les acteur.trice.s de tous les secteurs de la société aux bienfaits et aux retombées de mesures et d'actions collectives en petite enfance et en périnatalité ;
- mobiliser les acteur.trice.s de tous les secteurs de la société sur l'importance d'agir tôt ;
- briser les silos pour mieux joindre les familles isolées, du début de la grossesse jusqu'à l'âge de 5 ans ;
- mettre en place des conditions assurant le succès de la mise en œuvre de programmes ou de politiques publiques favorables au développement des tout-petits et de leur famille ;

Considérant que les instances municipales sont les plus proches des familles et ont donc un impact tangible sur leur qualité de vie et leur bien-être, en prenant des décisions qui ont une incidence directe sur les enfants de tout âge ;

Considérant que les municipalités, en tant que gouvernements de proximité, ont pour mandat de soutenir les organismes de la communauté venant en aide aux jeunes familles ;

Considérant que les villes ont le pouvoir d'agir sur les conditions de vie des jeunes familles en élaborant des programmes et des politiques leur étant destinés et visant à leur offrir des services accessibles et adaptés, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De proclamer la semaine du 17 au 23 novembre 2025 la 10<sup>e</sup> édition de la *Grande semaine des tout-petits (GSTP)*, qui se déroule cette année sous le thème « **10 ans d'ascension et encore tant à gravir ! Ensemble, offrons à chaque tout-petit les moyens d'atteindre son sommet.** ».

D'inviter les membres du conseil à porter le carré-doudou le lundi 17 novembre 2025 qui marquera le début des festivités.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-303

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE MOBILIER POUR LA RÉCEPTION DE L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer un contrat à « LIBRAIRIES BOYER LTÉE » pour l'achat de mobilier pour la réception de l'hôtel de ville pour une somme maximale de 16 710,47 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-50-896.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

##### 2025-09-304 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS D'AOÛT 2025

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

##### 2025-09-305 AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois d'août 2025 pour un montant de 1 000 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

##### 2025-09-306 DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt du rapport financier intermédiaire pour l'exercice financier 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

**2025-09-307      OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉPARATION DU SOUFFLEUR LARUE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de réparation du souffleur Larue auprès de « J.A. LARUE INC. » pour la somme de 15 539,93 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de l'imputer au poste budgétaire 02-315-00-540.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-308      ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRATS EN ENTRETIEN MÉCANIQUE DE VÉHICULES ET AFFECTATION AU SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

D'entériner l'octroi de contrats pour de l'entretien mécanique sur nos véhicules, auprès de divers fournisseurs, pour la somme de 69 700,81 \$, toutes taxes incluses.

D'affecter ces dépenses à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de les imputer au poste budgétaire 02-315-00-640.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-309      OCTROI DE CONTRATS POUR DES TRAVAUX DE REMBLAI ET NIVELLEMENT AUX ABORD DU CHEMIN DES TOURS ET DANS LE PARC SHAMROCK AINSI QUE POUR LA LOCATION DE LA MACHINERIE NÉCESSAIRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR                      Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR                      René Lecavalier

D'octroyer les contrats pour des travaux de remblai et nivellement aux abords du chemin des Tours et dans le parc Shamrock ainsi que pour la location de la machinerie nécessaire, auprès de divers fournisseurs, pour la somme maximale de 30 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 02-320-00-532.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-310**

**OCTROI DE CONTRAT POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE  
CONCEPTION, DESIGN ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER DU TERRE-  
PLEIN DU BOUL. CARDINAL-LÉGER À L'ENTRÉE DE LA 20 - DÉPENSE  
FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET  
PLANTATIONS »**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour les services professionnels de conception, design et aménagement paysager du terre-plein sur le boul. Cardinal-Léger à l'entrée de l'autoroute 20 auprès de « G. T. L. PAYSAGISTE INC. » pour la somme maximale de 50 000 \$. toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantations » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-537.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-311**

**OCTROI DE CONTRATS POUR L'INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE DRAINAGE DANS LE PARC SHAMROCK AINSI QUE POUR LA LOCATION DE LA MACHINERIE NÉCESSAIRE - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

D'octroyer les contrats pour l'installation d'un système de drainage dans le parc Shamrock ainsi que pour la location de la machinerie nécessaire, auprès de divers fournisseurs, pour une somme maximale de 30 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 02-752-00-522.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-312**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT D'UNE CAMIONNETTE DE SERVICE HYBRIDE DE TYPE MAVERICK AVEC ACCESSOIRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant les besoins opérationnels du Service des travaux publics afin d'assurer le travail de supervision quotidien ;

Considérant la volonté du conseil municipal et de l'administration de privilégier, dorénavant, l'utilisation de véhicules de service de plus petit gabarit pour les contremaîtres, afin de mieux correspondre à l'usage réel projeté, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'octroyer le contrat pour l'achat d'une camionnette de service hybride de type Maverick XLT TI Supercrew, modèle W8J 301A, auprès de « FORD ÎLE-PERROT INC. » pour la somme maximale de 51 199,29 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'achat de pièces et accessoires auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 3 449,25 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le fonds de roulement, remboursées en sept (7) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026, et de les imputer au poste budgétaire 22-300-40-034.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

### **URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**2025-09-313**

#### **ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉPARATION DU BATEAU PNEUMATIQUE ET AFFECTATION AU SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'entériner l'octroi d'un contrat pour des travaux de réparation du bateau pneumatique auprès de « NAUTIC & ART INC. » pour une somme maximale de 20 758,74 \$, toutes taxes incluses.

D'affecter cette dépense à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de l'imputer au poste budgétaire 02-225-00-640.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-314**

#### **OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DE LA TOITURE DE L'IMMEUBLE SITUÉ AU 701-A, BOUL. CARDINAL-LÉGER ET AUTRES TRAVAUX - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour la réfection de la toiture de l'immeuble situé au 701-A, boul. Cardinal-Léger auprès de « COUVREUR DOYON INC. » pour une somme maximale de 6 553,58 \$, toutes taxes incluses.

D'octroyer un contrat pour d'autres travaux sur l'immeuble situé au 701-A, boul. Cardinal-Léger auprès de divers fournisseurs pour une somme maximale de 804,83 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de les imputer au poste budgétaire 02-226-00-531.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

**2025-09-315**

**DEMANDE D'APPROBATION POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN POULAILLER AU 451, RUE DU VERSANT EN VERTU DU RÈGLEMENT N° 786 RELATIF AUX USAGES CONDITIONNELS**

Considérant la demande formulée pour l'immeuble situé au 451, rue du Versant ;

Considérant la conformité de ladite demande au *Règlement n° 786 relatif aux usages conditionnels* de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis public a été publié à l'hôtel de ville ainsi que sur le site Web de la Ville le 20 août 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'approuver la demande pour l'aménagement d'un poulailler au 451, rue du Versant en vertu du *Règlement n° 786 relatif aux usages conditionnels* de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

**2025-09-316**

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 886-04 (RMH 460-2025) REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT N° 886 (RMH 460-218) CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 886-04 (RMH 460-2025) remplaçant le Règlement n° 886 (RMH 460-2018) concernant la sécurité, la paix et l'ordre* lors de la séance ordinaire du 12 août 2025, sous la résolution 2025-08-286, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'adopter le *Règlement n° 886-04 (RMH 460-2025) remplaçant le Règlement n° 886 (RMH 460-2018) concernant la sécurité, la paix et l'ordre*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-317**

**VENTE DES IMMEUBLES POUR NON-PAIEMENT DE TAXES LE JEUDI 4 DÉCEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'ordonner à la greffière de vendre à l'enchère publique, selon la *Loi sur les cités et villes* et la Politique de recouvrement 2024 concernant le recouvrement des sommes dues à la Ville, les immeubles qui ont des arrérages de taxes foncières et de droits sur les mutations pour l'année 2024 ou antérieurs à ladite année, à la suite du dépôt de l'état indiquant les immeubles sur lesquels les taxes imposées n'ont pas été payées en tout ou en partie.

De soustraire de ladite vente pour non-paiement de taxes les créances en souffrance d'arrérages de taxes de 2024 et de droits sur les mutations immobilières de 2024 ayant un solde de 200 \$ et moins.

De tenir cette vente le **jeudi 4 décembre 2025, à 11 heures**, dans la salle de délibérations du conseil, à l'Omni-Centre situé au 375, boulevard Cardinal-Léger à Pincourt.

De nommer Mme Nathalie Boisvert, trésorière et directrice du Service de l'administration et des finances, ou, en son absence, Mme Johanne Bertrand, trésorière adjointe, pour enchérir et acquérir les immeubles, si nécessaire, lors de la vente aux enchères pour non-paiement de taxes prévue le **jeudi 4 décembre 2025, à 11 heures**, le tout en accord avec l'article 536 de la *Loi sur les cités et villes*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

2025-09-318

#### **AUTORISATION DE SIGNATURE - ENTENTE RÉVISÉE RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DÉMARCHE INTERMUNICIPALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CIVILE ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET LES MUNICIPALITÉS DE POINTE-FORTUNE ET DE TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR**

Considérant la résolution 2023-12-372 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 décembre 2023 autorisant la signature de l'entente relative à l'établissement d'une démarche intermunicipale en matière de sécurité civile entre la Ville de Pincourt et les municipalités de Pointe-Fortune et de Très-Saint-Rédempteur ;

Considérant que l'Entente relative à l'établissement d'une démarche intermunicipale en matière de sécurité civile a été signé le 22 janvier 2024 par les Municipalités participantes ;

Considérant l'entrée en vigueur, le 28 mai 2024, de la *Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres*, RLRQ c S-2.4 ; entraînant de facto la révision de ladite Entente conformément à son article 19 a) (i) ;

Considérant que ladite Entente devait également être révisée à la suite de sa première année de mise en œuvre conformément à son sous-paragraphe 19 a) (ii) afin de notamment mieux refléter la réalité organisationnelle des Municipalités participantes ;

Considérant les précisions à apporter à la répartition des coûts entre les Municipalités participantes à l'Entente, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'Entente révisée relative à la sécurité civile ainsi que tout document requis afin de donner plein effet à la présente résolution.

D'annexer cette entente aux présentes afin qu'elle fasse partie intégrante de la présente résolution, réputée y être reproduite intégralement.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-319**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE TABLEAUX DE VERRE DANS LA SALLE DU CCMU - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'octroyer un contrat à « LES INDUSTRIES SCRIPTAM (1998) INC. » pour l'achat et l'installation de tableaux de verre dans la salle du Centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU) pour une somme maximale de 4 073,56 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-220-40-097.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 21 et s'est terminée à 19 h 33.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-09-320**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 à 19 h 33.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **jeudi 18 septembre 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-09-295**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

De remercier le Service des loisirs et services communautaires pour l'organisation de la Soirée de reconnaissance des bénévoles qui s'est tenue le mardi 16 septembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

Personne ne s'est manifestée lors de la période de parole au public.

**2025-09-296**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 26 AOÛT 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du mardi 26 août 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 26 août 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-09-297 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-09)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-09 pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-298 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS D'AOÛT 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-299 CONSULTATION SUR LE PROJET DU PROGRAMME MAISONS CANADA 2025 DU GOUVERNEMENT DU CANADA**

Considérant que, pour répondre à la crise du logement, le gouvernement Carney a annoncé la mise en place d'une nouvelle entité chargée de construire des logements abordables, d'offrir du financement aux constructeurs d'habitations abordables et de catalyser une industrie de la construction domiciliaire plus productive, appelée Maisons Canada ;

Considérant que les objectifs et orientations qui structureront le programme Maisons Canada présentés dans le document Guide de sondage du marché est actuellement en consultation et vise une mise en œuvre en 2026 ;

Considérant que les deux objectifs de Maisons Canada sont de construire des logements abordables à grande échelle et de construire plus vite, mieux et plus intelligemment ;

Considérant qu'il est clairement annoncé l'intention de miser sur le soutien des projets d'envergure et que les critères de sélection des investissements seront d'abord le nombre important de logements des projets sélectionnés ;

Considérant que la situation du manque de logements locatifs, qu'ils soient sociaux, abordables ou réguliers, n'est pas qu'un enjeu urbain, mais affecte toutes les régions du Québec, affichant trop souvent des taux d'inoccupation en deçà du 1 % ;

Considérant l'impact du manque de logements sur les démarches d'attractivité des territoires hors des grands centres pour répondre aux besoins criants de main-d'œuvre des entreprises et commerces en région ainsi que sur les efforts de régionalisation de l'immigration du gouvernement du Québec et des élu(e)s locaux ;

Considérant que toutes les collectivités, quelle que soit leur taille pas seulement les plus grandes agglomérations, doivent avoir accès à cet éventuel programme ;

Considérant que ce programme doit contribuer aux efforts des collectivités locales de dynamisation et d'occupation du territoire essentiels à la vitalité économique et sociale du Québec et du Canada, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De recommander au ministre du Logement, des Infrastructures et des Collectivités, l'honorable Gregor Robertson, que :

- Maisons Canada soutienne autant les communautés en région que les grands projets de développement immobilier en adoptant une approche adaptée et modulée, basée sur l'importance des besoins et l'impact des projets pour les collectivités et non sur le nombre d'unités que contient un projet ;
- Maisons Canada reconnaisse les compétences des gouvernements locaux ;
- le programme Maisons Canada prévoit un volet distinct pour les collectivités locales et géré par celles-ci afin de répondre aux besoins en logements des régions du Québec ;
- soient facilitées et accélérées la négociation et la conclusion des ententes Fédérale-Québec afin que les communautés bénéficient rapidement de ces opportunités accélérant la création de logements.

De transmettre cette résolution aux personnes et organisations suivantes :

- M. Mark Carney, premier ministre du Canada (mark.carney@parl.gc.ca) ;
- M. Gregor Robertson, ministre du Logement et des Infrastructures et des Collectivités du Canada (minister-ministre@infc.gc.ca) ;
- M. François Legault, premier ministre du Québec (premierministre@quebec.ca) ;
- M<sup>me</sup> France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation du Québec (ministre@habitation.gouv.qc.ca) ;
- M. Peter Schiefke, député fédéral de Vaudreuil (peter.schiefke@parl.gc.ca) ;
- Fédération québécoise des municipalités (FQM) (info@fqm.ca) ;
- Fédération canadienne des municipalités (FCM) (info@fcm.ca).

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-300

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE REVÊTEMENT DE PLANCHERS À L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux ;

Considérant la nécessité de remplacer le plancher et de retirer les tapis de certaines zones de l'hôtel de ville, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de revêtement de planchers à l'hôtel de ville auprès de « TAPIS PINCOURT INC. » pour la somme de 24 271,17 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-301

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉNOVATION À L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de rénovation à l'hôtel de ville auprès de « Les constructions De Bellefeuille inc. » pour une somme maximale de 133 120,93 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-302

**APPUI À LA GRANDE SEMAINE DES TOUT-PETITS - 17 AU 23 NOVEMBRE 2025**

Considérant que la 10<sup>e</sup> édition de la *Grande semaine des tout-petits (GSTP)* se tiendra du 17 au 23 novembre 2025 ;

Considérant que tous les enfants devraient pouvoir jouir de conditions de vie leur permettant de développer leur plein potentiel ;

Considérant que cette semaine se tient sous le thème « **10 ans d'ascension et encore tant à gravir ! Ensemble, offrons à chaque tout-petit les moyens d'atteindre son sommet.** » ;

Considérant que la *GSTP* vise notamment à :

- informer sur l'état de bien-être des tout-petits ;
- sensibiliser les acteur.trice.s de tous les secteurs de la société aux bienfaits et aux retombées de mesures et d'actions collectives en petite enfance et en périnatalité ;
- mobiliser les acteur.trice.s de tous les secteurs de la société sur l'importance d'agir tôt ;
- briser les silos pour mieux joindre les familles isolées, du début de la grossesse jusqu'à l'âge de 5 ans ;
- mettre en place des conditions assurant le succès de la mise en œuvre de programmes ou de politiques publiques favorables au développement des tout-petits et de leur famille ;

Considérant que les instances municipales sont les plus proches des familles et ont donc un impact tangible sur leur qualité de vie et leur bien-être, en prenant des décisions qui ont une incidence directe sur les enfants de tout âge ;

Considérant que les municipalités, en tant que gouvernements de proximité, ont pour mandat de soutenir les organismes de la communauté venant en aide aux jeunes familles ;

Considérant que les villes ont le pouvoir d'agir sur les conditions de vie des jeunes familles en élaborant des programmes et des politiques leur étant destinés et visant à leur offrir des services accessibles et adaptés, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

De proclamer la semaine du 17 au 23 novembre 2025 la 10<sup>e</sup> édition de la *Grande semaine des tout-petits (GSTP)*, qui se déroule cette année sous le thème « **10 ans d'ascension et encore tant à gravir ! Ensemble, offrons à chaque tout-petit les moyens d'atteindre son sommet.** ».

D'inviter les membres du conseil à porter le carré-doudou le lundi 17 novembre 2025 qui marquera le début des festivités.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-303

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE MOBILIER POUR LA RÉCEPTION DE L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

Considérant la résolution 2025-05-179 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 pour la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville auprès de divers fournisseurs ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyens et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux, il est



PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer un contrat à « LIBRAIRIES BOYER LTÉE » pour l'achat de mobilier pour la réception de l'hôtel de ville pour une somme maximale de 16 710,47 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-50-896.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

**2025-09-304 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS D'AOÛT 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois d'août 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-305 AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement n° 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois d'août 2025 pour un montant de 1 000 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-306 DÉPÔT DU RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt du rapport financier intermédiaire pour l'exercice financier 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

**2025-09-307      OCTROI D'UN CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉPARATION DU SOUFFLEUR LARUE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour des travaux de réparation du souffleur Larue auprès de « J.A. LARUE INC. » pour la somme de 15 539,93 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de l'imputer au poste budgétaire 02-315-00-540.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-308      ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRATS EN ENTRETIEN MÉCANIQUE DE VÉHICULES ET AFFECTATION AU SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

D'entériner l'octroi de contrats pour de l'entretien mécanique sur nos véhicules, auprès de divers fournisseurs, pour la somme de 69 700,81 \$, toutes taxes incluses.

D'affecter ces dépenses à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de les imputer au poste budgétaire 02-315-00-640.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-309      OCTROI DE CONTRATS POUR DES TRAVAUX DE REMBLAI ET NIVELLEMENT AUX ABORD DU CHEMIN DES TOURS ET DANS LE PARC SHAMROCK AINSI QUE POUR LA LOCATION DE LA MACHINERIE NÉCESSAIRE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR                      Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR                      René Lecavalier

D'octroyer les contrats pour des travaux de remblai et nivellement aux abords du chemin des Tours et dans le parc Shamrock ainsi que pour la location de la machinerie nécessaire, auprès de divers fournisseurs, pour la somme maximale de 30 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 02-320-00-532.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-310**

**OCTROI DE CONTRAT POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE  
CONCEPTION, DESIGN ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER DU TERRE-  
PLEIN DU BOUL. CARDINAL-LÉGER À L'ENTRÉE DE LA 20 - DÉPENSE  
FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET  
PLANTATIONS »**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour les services professionnels de conception, design et aménagement paysager du terre-plein sur le boul. Cardinal-Léger à l'entrée de l'autoroute 20 auprès de « G. T. L. PAYSAGISTE INC. » pour la somme maximale de 50 000 \$. toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantations » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-537.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-311**

**OCTROI DE CONTRATS POUR L'INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE DRAINAGE DANS LE PARC SHAMROCK AINSI QUE POUR LA LOCATION DE LA MACHINERIE NÉCESSAIRE - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

D'octroyer les contrats pour l'installation d'un système de drainage dans le parc Shamrock ainsi que pour la location de la machinerie nécessaire, auprès de divers fournisseurs, pour une somme maximale de 30 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 02-752-00-522.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-312**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT D'UNE CAMIONNETTE DE SERVICE HYBRIDE DE TYPE MAVERICK AVEC ACCESSOIRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant les besoins opérationnels du Service des travaux publics afin d'assurer le travail de supervision quotidien ;

Considérant la volonté du conseil municipal et de l'administration de privilégier, dorénavant, l'utilisation de véhicules de service de plus petit gabarit pour les contremaîtres, afin de mieux correspondre à l'usage réel projeté, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Claudine Girouard-Morel

D'octroyer le contrat pour l'achat d'une camionnette de service hybride de type Maverick XLT TI Supercrew, modèle W8J 301A, auprès de « FORD ÎLE-PERROT INC. » pour la somme maximale de 51 199,29 \$, toutes taxes incluses.

D'autoriser l'achat de pièces et accessoires auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 3 449,25 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le fonds de roulement, remboursées en sept (7) versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026, et de les imputer au poste budgétaire 22-300-40-034.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

### **URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**2025-09-313**

#### **ENTÉRINEMENT D'OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE RÉPARATION DU BATEAU PNEUMATIQUE ET AFFECTATION AU SURPLUS RÉSERVÉ « MISE À NIVEAU DE LA FLOTTE DE VÉHICULES »**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'entériner l'octroi d'un contrat pour des travaux de réparation du bateau pneumatique auprès de « NAUTIC & ART INC. » pour une somme maximale de 20 758,74 \$, toutes taxes incluses.

D'affecter cette dépense à même le surplus réservé « Mise à niveau de la flotte de véhicules » et de l'imputer au poste budgétaire 02-225-00-640.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-314**

#### **OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DE LA TOITURE DE L'IMMEUBLE SITUÉ AU 701-A, BOUL. CARDINAL-LÉGER ET AUTRES TRAVAUX - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour la réfection de la toiture de l'immeuble situé au 701-A, boul. Cardinal-Léger auprès de « COUVREUR DOYON INC. » pour une somme maximale de 6 553,58 \$, toutes taxes incluses.

D'octroyer un contrat pour d'autres travaux sur l'immeuble situé au 701-A, boul. Cardinal-Léger auprès de divers fournisseurs pour une somme maximale de 804,83 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de les imputer au poste budgétaire 02-226-00-531.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-09-315

**DEMANDE D'APPROBATION POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN POULAILLER AU 451, RUE DU VERSANT EN VERTU DU RÈGLEMENT N° 786 RELATIF AUX USAGES CONDITIONNELS**

Considérant la demande formulée pour l'immeuble situé au 451, rue du Versant ;

Considérant la conformité de ladite demande au *Règlement n° 786 relatif aux usages conditionnels* de la Ville de Pincourt ;

Considérant qu'un avis public a été publié à l'hôtel de ville ainsi que sur le site Web de la Ville le 20 août 2025, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'approuver la demande pour l'aménagement d'un poulailler au 451, rue du Versant en vertu du *Règlement n° 786 relatif aux usages conditionnels* de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

2025-09-316

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 886-04 (RMH 460-2025) REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT N° 886 (RMH 460-218) CONCERNANT LA SÉCURITÉ, LA PAIX ET L'ORDRE**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de *Règlement n° 886-04 (RMH 460-2025) remplaçant le Règlement n° 886 (RMH 460-2018) concernant la sécurité, la paix et l'ordre* lors de la séance ordinaire du 12 août 2025, sous la résolution 2025-08-286, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'adopter le *Règlement n° 886-04 (RMH 460-2025) remplaçant le Règlement n° 886 (RMH 460-2018) concernant la sécurité, la paix et l'ordre*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-09-317

**VENTE DES IMMEUBLES POUR NON-PAIEMENT DE TAXES LE JEUDI 4 DÉCEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'ordonner à la greffière de vendre à l'enchère publique, selon la *Loi sur les cités et villes* et la Politique de recouvrement 2024 concernant le recouvrement des sommes dues à la Ville, les immeubles qui ont des arrérages de taxes foncières et de droits sur les mutations pour l'année 2024 ou antérieurs à ladite année, à la suite du dépôt de l'état indiquant les immeubles sur lesquels les taxes imposées n'ont pas été payées en tout ou en partie.

De soustraire de ladite vente pour non-paiement de taxes les créances en souffrance d'arrérages de taxes de 2024 et de droits sur les mutations immobilières de 2024 ayant un solde de 200 \$ et moins.

De tenir cette vente le **jeudi 4 décembre 2025, à 11 heures**, dans la salle de délibérations du conseil, à l'Omni-Centre situé au 375, boulevard Cardinal-Léger à Pincourt.

De nommer Mme Nathalie Boisvert, trésorière et directrice du Service de l'administration et des finances, ou, en son absence, Mme Johanne Bertrand, trésorière adjointe, pour enchérir et acquérir les immeubles, si nécessaire, lors de la vente aux enchères pour non-paiement de taxes prévue le **jeudi 4 décembre 2025, à 11 heures**, le tout en accord avec l'article 536 de la *Loi sur les cités et villes*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

2025-09-318

#### **AUTORISATION DE SIGNATURE - ENTENTE RÉVISÉE RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT D'UNE DÉMARCHE INTERMUNICIPALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ CIVILE ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET LES MUNICIPALITÉS DE POINTE-FORTUNE ET DE TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR**

Considérant la résolution 2023-12-372 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 décembre 2023 autorisant la signature de l'entente relative à l'établissement d'une démarche intermunicipale en matière de sécurité civile entre la Ville de Pincourt et les municipalités de Pointe-Fortune et de Très-Saint-Rédempteur ;

Considérant que l'Entente relative à l'établissement d'une démarche intermunicipale en matière de sécurité civile a été signé le 22 janvier 2024 par les Municipalités participantes ;

Considérant l'entrée en vigueur, le 28 mai 2024, de la *Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres*, RLRQ c S-2.4 ; entraînant de facto la révision de ladite Entente conformément à son article 19 a) (i) ;

Considérant que ladite Entente devait également être révisée à la suite de sa première année de mise en œuvre conformément à son sous-paragraphe 19 a) (ii) afin de notamment mieux refléter la réalité organisationnelle des Municipalités participantes ;

Considérant les précisions à apporter à la répartition des coûts entre les Municipalités participantes à l'Entente, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'Entente révisée relative à la sécurité civile ainsi que tout document requis afin de donner plein effet à la présente résolution.

D'annexer cette entente aux présentes afin qu'elle fasse partie intégrante de la présente résolution, réputée y être reproduite intégralement.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-09-319**

**OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT ET L'INSTALLATION DE TABLEAUX DE VERRE DANS LA SALLE DU CCMU - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'octroyer un contrat à « LES INDUSTRIES SCRIPTAM (1998) INC. » pour l'achat et l'installation de tableaux de verre dans la salle du Centre de coordination des mesures d'urgence (CCMU) pour une somme maximale de 4 073,56 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 22-220-40-097.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 21 et s'est terminée à 19 h 33.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-09-320**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 à 19 h 33.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **jeudi 2 octobre 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Madame Claudine Girouard-Morel, conseillère  
Monsieur René Lecavalier, conseiller

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

**2025-10-321**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 OCTOBRE 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'ouvrir la séance ordinaire du jeudi 2 octobre 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 01 et s'est terminée à 19 h 04.

**2025-10-322**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du jeudi 18 septembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-10-323 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-10)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Claudine Girouard-Morel

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-10 pour le mois de septembre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-324 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de septembre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-325 OCTROI DE CONTRATS POUR L'ACHAT DE DIVERS ÉQUIPEMENTS POUR LA SALLE CCMU - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DE RÉSEAUX »**

Considérant la nécessité de finaliser l'aménagement de la salle des mesures d'urgence (CCMU), il est

PROPOSÉ PAR Claudine Girouard-Morel  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer des contrats pour l'achat d'équipement audiovisuel et divers accessoires de bureau pour la salle CCMU, auprès de divers fournisseurs, pour la somme maximale de 17 644,09 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus réservé « Informatique et amélioration des réseaux » et de les imputer au poste budgétaire 22-220-40-097.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-326**

**NOMINATION DE MME NATHALIE CHÉNIER AU POSTE DE TRÉSORIÈRE  
ADJOINTE ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE  
TRAVAIL**

Considérant le dévouement et les efforts de Mme Nathalie Chénier depuis son entrée en fonction à la Ville de Pincourt ;

Considérant que la titulaire du poste, madame Johanne Bertrand, prendra sa retraite au courant de l'année 2026 ;

Considérant les recommandations de la Direction générale et du Service de l'administration et des finances ;

Considérant la recommandation en ce sens de la commission d'administration et de finances du 3 février 2025, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

De nommer Mme Nathalie Chénier à titre de trésorière adjointe au Service de l'administration et des finances à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer le nouveau contrat de travail de Mme Chénier.

De féliciter et souhaiter bon succès à Mme Chénier dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-327**

**OCTROI DE CONTRAT POUR UNE ÉTUDE GÉOTECHNIQUE AINSI  
QU'UNE CARACTÉRISATION ET UNE ÉVALUATION  
ENVIRONNEMENTALES DE SITE AU CENTRE SPORTIF - DÉPENSE  
FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES  
URBAINES »**

Considérant la résolution 2025-08-265 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 août 2025 autorisant la signature d'une entente de principe pour l'étude de faisabilité du centre sportif, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour une étude géotechnique ainsi qu'une caractérisation et une évaluation environnementales de site à effectuer au centre sportif situé à Pincourt auprès de la firme « GROUPE ABS INC. » pour la somme maximale de 66 340,58 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-817.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

**2025-10-328 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE SEPTEMBRE 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de septembre 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES**

**2025-10-329 OCTROI DE CONTRAT POUR L'ACHAT DE FEUX DE CHANTIER ET DIVERS ÉQUIPEMENTS - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

Considérant l'importance d'améliorer la sécurité près des chantiers de construction afin que nos travailleurs soient davantage protégés, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'octroyer un contrat pour l'achat de feux de chantier et divers équipements auprès de « SIGNEL SERVICES INC. » pour la somme maximale de 10 844,44 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en deux (2) versements égaux, à compter de l'exercice financier 2026, et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-40-068.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-330 AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2025-04-133 - OCTROI DE CONTRATS POUR LA MISE À NIVEAU DES STATIONS DE POMPAGE 1 À 7 - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES URBAINES »**

Considérant la résolution 2025-04-133 adoptée lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 octroyant des contrats auprès de divers fournisseurs pour la mise à niveau des stations de pompage 1 à 7 ;

Considérant qu'une somme additionnelle de 5 518,80 \$, toutes taxes incluses, est nécessaire pour la continuité des travaux d'installation de sondes de redondance et de divers travaux, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
René Lecavalier

D'amender la résolution 2025-04-133 adoptée lors de la séance ordinaire du 8 avril 2025 afin de modifier la somme de 4 369,05 \$, toutes taxes incluses, pour la somme de **9 887,85 \$**, toutes taxes incluses, au contrat octroyé à « MS électromécanique ».

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-400-40-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-331**

**OCTROI DE CONTRATS POUR LA SIGNALISATION, LES DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET INITIATIVES EN SÉCURITÉ PUBLIQUE - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS NON RÉSERVÉ**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Diane Boyer

D'octroyer des contrats pour la signalisation, les dispositifs de sécurité routière et initiatives en sécurité publique auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 10 137,71 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le surplus non réservé et de les imputer au poste budgétaire 22-300-40-037.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-332**

**OCTROI DE CONTRAT POUR LE RESURFAÇAGE DE DIVERSES RUES ET PISTES CYCLABLES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES URBAINES »**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Claudine Girouard-Morel

D'octroyer un contrat pour le resurfaçage de diverses rues et pistes cyclables auprès de « 9462-0820 Québec inc. » (EXCAVATION PANNETON) pour la somme maximale de 7 381,40 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-333**

**AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2025-09-310 - OCTROI DE CONTRAT POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE CONCEPTION, DESIGN ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER DU TERRE-PLEIN DU BOUL. CARDINAL-LÉGER À L'ENTRÉE DE LA 20 – DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET PLANTATIONS »**

Considérant la résolution 2025-09-310 adoptée lors de la séance ordinaire du 18 septembre 2025 octroyant un contrat pour les services professionnels de conception, design et aménagement paysager du terre-plein sur le boul. Cardinal-Léger à l'entrée de l'autoroute 20 ;

Considérant la modification du projet global afin d'y inclure un nouvel aménagement dans le terre-plein en face du commerce Tim Hortons sur le boul. Cardinal-Léger ;

Considérant que ce projet était planifié au PTI 2025-2026-2027 adopté lors de la séance extraordinaire du 10 décembre 2024, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'amender la résolution 2025-09-310 adoptée lors de la séance ordinaire du 18 septembre 2025 afin de modifier la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses, pour la somme maximale de **126 970,10 \$**, toutes taxes incluses, au contrat octroyé à « G. T. L. PAYSAGISTE INC. ».

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantations » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-537.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-334**

**OCTROI DE CONTRAT POUR LA RÉFECTION DU PAVAGE SUR LA 5<sup>E</sup> AVENUE DEVANT LE COMMERCE UNIPRIX - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES URBAINES »**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'octroyer un contrat pour la réfection du pavage sur la 5<sup>e</sup> Avenue, devant le commerce Uniprix, auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » pour la somme maximale de 19 976,91 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-10-335**

**OPTION DE RENOUVELLEMENT DU CONTRAT POUR LES SERVICES DE COLLECTE ET TRANSPORT DES RÉSIDUS ORGANIQUES ET SERVICES COMPLÉMENTAIRES POUR LES VILLES DE PINCOURT, L'ÎLE-PERROT ET NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT - 2026**

Considérant la résolution 2023-10-295 adoptée à la séance ordinaire du 10 octobre 2023 pour l'octroi d'un contrat pour les services de collecte et transport des résidus organiques et services complémentaires pour les années 2024 et 2025 pour une somme de 919 638,76 \$, toutes taxes incluses, avec trois (3) options de renouvellement d'une année chacune, soit pour les années 2026, 2027 et 2028 (GT2023-27), auprès de « Services Ricova Inc. », il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Diane Boyer

De se prévaloir de l'année d'option pour le renouvellement du contrat pour les services de collecte et transport des résidus organiques et services complémentaires pour l'année 2026, auprès de « Services Ricova Inc. », pour la somme de 469 644,22 \$ (taux de l'année 2025), toutes taxes incluses, majorée en fonction de la moyenne de l'indice des prix à la consommation (IPC) des douze (12) mois précédents (octobre à septembre) publié par Statistique Canada pour la région de Montréal.

De calculer les dépenses réelles selon la quantité des services rendus ou des biens livrés en fonction des prix unitaires inscrits au bordereau des prix de la soumission de l'adjudicataire.

D'autoriser le directeur du Service des travaux publics à signer les réquisitions et les bons de commande se rattachant aux services de collecte et transport des résidus organiques et services complémentaires et à effectuer lesdites dépenses jusqu'à concurrence des montants budgétés.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer aux postes budgétaires 02-420-00-494 et 02-420-00-490.

De transmettre cette résolution à la Ville de Notre-Dame-de-L'Île-Perrot.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-10-336**

### **ADOPTION DU BILAN ANNUEL 2024 ET DU PLAN D'ACTION À L'ÉGARD DES PERSONNES HANDICAPÉES 2025-2026-2027**

Considérant que le gouvernement, par le biais de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*, contraint les municipalités de plus de 15 000 habitants à se doter d'un plan d'action annuel à l'égard des personnes handicapées ;

Considérant que la Ville de Pincourt a adopté un plan triennal à ce titre et qu'elle doit donc adopter un bilan pour chacune des années en cause, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Claudine Girouard-Morel  
Denise Bergeron

D'adopter le bilan annuel 2024 et le plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2025-2026-2027 proposé par le comité.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-10-337

**AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT ENTRE LA VILLE DE PINCOURT ET « CONCEPTIONS SNOTECH INC. » POUR DES SERVICES D'ENNEIGEMENT MOBILE, DE CONCEPTION, D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN AU PARC OLYMPIQUE**

Considérant la recommandation de la commission de développement social, des services communautaires, loisirs et culture en date du 15 septembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Claudine Girouard-Morel

D'autoriser la signature du contrat entre la Ville de Pincourt et « Conceptions Snotech Inc. » pour des services d'enneigement mobile, de conception, d'aménagement et d'entretien d'une butte à glisser et d'un parc à neige dans le parc Olympique, incluant le service optionnel de l'entretien du parc Taillon, pour la somme maximale de 28 145,88 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus non réservé et de l'imputer au poste budgétaire 02-750-00-513.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

2025-10-338

**AUTORISATION D'UN BARRAGE ROUTIER LE SAMEDI 15 NOVEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

D'autoriser l'Association des pompiers volontaires de la Ville de Pincourt à tenir un barrage routier au profit de la Maison de soins palliatifs Libella le samedi 15 novembre 2025, à l'intersection des boulevards Cardinal-Léger et du Traversier.

De transmettre copie de la présente résolution à la Sûreté du Québec.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-10-339

**OCTROI DE CONTRATS POUR L'ACHAT D'ARBRES DE GROS GABARIT POUR LES PARCS ET ESPACES VERTS ET DES ARBRES MINIATURES POUR UNE FORÊT MIYAWAKI – DÉPENSES FINANCÉES PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « ENVIRONNEMENT ET PLANTATIONS »**

Considérant que ce projet était prévu au PTI 2025-2026-2027, il est

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'octroyer des contrats pour l'achat d'arbres de gros gabarit pour les parcs et espaces verts, des arbres miniatures pour une forêt Miyawaki ainsi que d'autres fournitures de plantation auprès de divers fournisseurs pour la somme maximale de 25 000 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même la réserve « Environnement et plantations » et de les imputer au poste budgétaire 22-100-10-521.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS

2025-10-340

#### **ADOPTION DE LA DIRECTIVE RELATIVE À L'UTILISATION D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE PAR LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant que la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec*, le français, sanctionnée le 1<sup>er</sup> juin 2022, instaure un devoir d'exemplarité de l'État afin de marquer l'importance du rôle de l'Administration québécoise dans la pérennité de la langue française ;

Considérant que dans le but de soutenir l'Administration dans ce nouveau devoir, la Loi prévoyait l'adoption d'une politique linguistique de l'État, laquelle a été adoptée le 22 février 2023 ;

Considérant que la Politique linguistique de l'État s'applique aux ministères, aux organismes gouvernementaux et municipaux ainsi qu'aux institutions parlementaires au sens de l'annexe I de la *Charte de la langue française* (chapitre C-11) (Charte) ;

Considérant que, pour remplir les exigences de la Politique linguistique de l'État, la Ville de Pincourt doit se doter d'une directive, précisant la nature des situations pour lesquelles l'utilisation d'une autre langue que le français sera acceptée en tant qu'organisme reconnu en vertu de l'article 29.1, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'abroger la résolution 2024-11-334 adoptée lors de la séance ordinaire du 12 novembre 2024.

D'adopter la directive relative à l'utilisation d'une autre langue que la langue officielle par la Ville de Pincourt, organisme reconnu en vertu de l'article 29.1 de la Charte, et d'en transmettre copie au ministère de la Langue française.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE

2025-10-341

#### **AUTORISATION DE LA TENUE D'ÉVÉNEMENTS EN 2026 - COMITÉ MULTIMUNICIPAL DE SÉCURITÉ CIVILE (CMSC)**

Considérant les articles 6, 7, 10, 14 à 28 et 96 de la *Loi sur la sécurité civile visant à favoriser la résilience aux sinistres*, RLRQ c S-2.4 ;

Considérant que le Comité multimunicipal de sécurité civile (CMSC) est favorable et recommande la tenue de l'École de sécurité civile (ESC) et du Rendez-vous bénévoles en sécurité civile (RDVBSC) à Pincourt et de profiter de cet événement pour réaliser, en complémentarité, une simulation devant impliquer les ressources humaines et matérielles de l'Organisation multimunicipale de sécurité civile (OMSC) ;



Considérant que tous les mécanismes de coordination municipaux seront mis en œuvre lors de la simulation incluant les membres du conseil municipal ;

Considérant qu'une simulation s'avère le meilleur moyen d'évaluer si les efforts de préparation et d'intervention sont conséquents ;

Considérant qu'une simulation permet aussi d'évaluer le niveau d'interopérabilité entre les différents intervenants, lesquels doivent se coordonner relativement à un scénario fictif, mais réaliste ;

Considérant que la planification, l'organisation et la coordination de la simulation sont du RDVBSC seront bipartites (Ville et comité organisateur du RDVBSC) ;

Considérant que les contributions financières de la Ville s'inscrivent uniquement dans la tenue de la simulation et de l'arrimage nécessaires avec les nombreux organismes mobilisés lors du RDVBSC ;

Considérant que le financement nécessaire à la tenue du RDVBSC est entièrement de la responsabilité de son comité organisateur ;

Considérant que les contributions financières de la Ville nécessaires à l'organisation d'une simulation d'une pareille envergure sans la tenue conjointe du RDVBSC seraient largement supérieures ;

Considérant que la simulation pourrait aussi s'étendre aux territoires de Très-Saint-Rédempteur et de Pointe-Fortune si chacun des conseils municipaux l'exprime par résolution ;

Considérant que le RDVBSC permet de mettre en valeur les capacités réelles de plusieurs organismes humanitaires et communautaires et au public d'en être témoin en observant les déploiements réalisés ;

Considérant que la mise en valeur précitée peut également inciter des Pincourtois.es à joindre les rangs de l'un des divers organismes participants, aux fins d'accroître le niveau de résilience collective ;

Considérant que la tenue de ces événements permet à la Ville d'affirmer son leadership en matière de sécurité civile ;

Considérant que la tenue de ces événements permet à la Ville de rappeler aux citoyens l'importance de se préparer à faire face aux sinistres potentiels, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser la tenue des événements suivants en 2026 à Pincourt :

- La tenue de l'École de sécurité civile ;
- La tenue du Rendez-vous bénévoles en sécurité civile ;
- La tenue d'une simulation municipale en sécurité civile en complémentarité du Rendez-vous bénévoles en sécurité civile ;
- L'occupation des locaux, parcs et autres sites jugés nécessaires pour la tenue des événements précités ;
- La direction générale à faire les dépenses nécessaires pour la tenue desdits événements ;

- Le gestionnaire en résilience, risques et catastrophes d'agir à titre de responsable de la planification, de l'organisation et de la coordination de la simulation, et ce, avec le soutien des autres gestionnaires membres de l'Organisation municipale de la sécurité civile.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## **AFFAIRES NOUVELLES**

### **PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 23 et s'est terminée à 19 h 30.

Remerciements au conseil ainsi qu'aux citoyens pour clore ce mandat.  
Mot de fin de mandat de madame la conseillère Claudine Girouard-Morel.

### **LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-10-342**

#### **LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 OCTOBRE 2025**

PROPOSÉ PAR	Claudine Girouard-Morel
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du jeudi 2 octobre 2025 à 19 h 37.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 11 novembre 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Monsieur Mario Demers, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller  
Madame Carmen B. Pilote, conseillère  
Madame Melanie Rose, conseillère

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

2025-11-343

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 NOVEMBRE 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Mario Demers

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 à 19 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**MINUTE DE SILENCE**

Le maire propose que le conseil observe une minute de silence à l'occasion de la Journée du souvenir, pour honorer la mémoire et l'héritage des Canadiens tombés au combat, des vétérans.nes ainsi que des militaires actuels qui ont servi notre pays et ont fait tant de sacrifices. Le conseil se recueille et observe une minute de silence.

**DÉPÔT D'UNE PÉTITION**

Dépôt d'une pétition signée par les citoyens.nes du secteur H3-03 - délimité par l'autoroute 20, le bord de l'eau, le chemin Duhamel incluant les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Avenue - visant à protéger le milieu de vie face aux projets de développement immobilier.

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 04 et s'est terminée à 19 h 06.

**2025-11-344**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU JEUDI 2 OCTOBRE 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du jeudi 2 octobre 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du jeudi 2 octobre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES

**2025-11-345**

**DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-11)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Mario Demers

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-11 pour le mois d'octobre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-346**

**DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS  
PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Melanie Rose

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois d'octobre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-347

**DEMANDE DE CONGÉ SANS SOLDE - EMPLOYÉ PORTANT LE NUMÉRO DE MATRICULE 2038 - SERVICE DES LOISIRS ET SERVICES COMMUNAUTAIRES (BIBLIOTHÈQUE)**

Considérant que l'employé portant le numéro de matricule 2038, employé qui cumule quinze (15) années de service continu, a déposé, au bureau du directeur général, une demande de congé sans solde selon l'article 23.02 de la convention collective de travail en vigueur, pour la période du 17 novembre au 27 décembre 2025 inclusivement, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Carmen B. Pilote

D'accorder à l'employé portant le numéro de matricule 2038 un congé sans solde pour la période du 17 novembre au 27 décembre 2025 inclusivement, selon la demande déposée.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-348

**AUTORISATION DE RENOUVELER LES CONTRATS D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN DES APPLICATIONS POUR L'ANNÉE 2026 AUPRÈS DE « PG SOLUTIONS »**

Considérant l'offre de services de l'entreprise « PG Solutions » pour le renouvellement des contrats d'entretien et de soutien des applications municipales intégrées pour l'année 2026 ;

Considérant les dispositions de l'article 573.3, alinéa 1, paragraphe 6 a) de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., c. C-19) permettant de soustraire à la procédure d'appel d'offres ledit renouvellement de contrats, il est

PROPOSÉ PAR Mario Demers  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser le renouvellement des contrats d'entretien et de soutien des applications pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2026, auprès de « PG Solutions », pour une somme de 87 991,51 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-136-00-417.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-349

**AMENDEMENTS AUX RÉSOLUTIONS 2021-12-403 ET 2023-08-236 - ACHAT ET INSTALLATION DE CAMÉRAS ET AUTRES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ**

Considérant la résolution 2021-12-403 adoptée à la séance ordinaire du 14 décembre 2021 pour l'achat et l'installation de caméras à la Caserne-Ateliers, suivant recherche de prix, auprès de « Lagacé Électrique Inc. », pour la somme de 17 648,66 \$, toutes taxes incluses ;

Considérant la résolution 2023-08-236 adoptée à la séance ordinaire du 8 août 2023 pour l'acquisition et l'installation de caméras de sécurité et divers autres dispositifs pour prévenir les dommages à nos infrastructures et afin d'assurer la sécurité des employés dans les divers bâtiments municipaux, après recherche de prix, auprès de la firme « CS SÉCURITÉ INC. », pour la somme de 83 880 \$, toutes taxes incluses, laquelle a été amendée par la résolution 2024-06-157 adoptée à la séance ordinaire du 11 juin 2024 afin de modifier la somme de 83 880 \$ par la somme maximale de 110 000 \$, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'amender la résolution 2021-12-403 afin de corriger les mots « Lagacé Électrique Inc. » par les mots « **divers fournisseurs** ».

D'amender la résolution 2023-08-236 afin de corriger les mots « CS SÉCURITÉ INC. » par les mots « **divers fournisseurs** ».

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-350

**TRANSFERT DE BIENS AU DOMAINE PRIVÉ - UN ORDINATEUR PORTABLE ET UNE TABLETTE ÉLECTRONIQUE USAGÉS**

Considérant que l'ordinateur portable et la tablette électronique usagés sont des biens du domaine public et affectés à l'utilité publique conformément à l'article 916 du *Code civil du Québec* ;

Considérant que la Ville souhaite vendre lesdits ordinateur portable et tablette électronique usagés et que ceux-ci doivent sortir du domaine public et passer au domaine privé afin de les vendre, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De transférer l'ordinateur portable et la tablette électronique usagés du domaine public de la Ville de Pincourt à son domaine privé afin de vendre ces derniers et qu'ils ne seront, par conséquent, plus affectés à l'utilité publique.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-351

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT POUR LA VENTE D'UN ORDINATEUR PORTABLE ET D'UNE TABLETTE ÉLECTRONIQUE USAGÉS**

Considérant la résolution 2025-11-350 adoptée à la séance ordinaire du 11 novembre 2025 transférant l'ordinateur portable et la tablette électronique usagés du domaine public de la Ville de Pincourt à son domaine privé afin de vendre ces derniers ;

Considérant que lesdits ordinateur portable et tablette électronique usagés sont la propriété de la Ville de Pincourt, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'entériner la signature d'un contrat pour la vente d'un ordinateur portable et d'une tablette électronique usagés à Mme Claudine Girouard-Morel pour la somme de 600 \$, toutes taxes incluses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**ADMINISTRATION ET FINANCES**

**2025-11-352 DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2025**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Carmen B. Pilote  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois d'octobre 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-353 AFFECTATION AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES DU PROGRAMME DE SUBVENTION DE DISPOSITIFS ANTIREFOULEMENT**

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu du *Règlement 938 sur le programme de subvention relatif à l'installation de dispositifs antirefoulement résidentiels*, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Mario Demers

D'autoriser l'utilisation de la réserve du programme de subvention de dispositifs antirefoulement pour le mois d'octobre 2025 pour un montant de 4 337,57 \$, tel que mentionné au tableau joint à la présente résolution.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-354 NOMINATION DES SIGNATAIRES AUTORISÉS AUX COMPTES BANCAIRES - ÉLUS MUNICIPAUX**

Considérant les changements survenus suite aux élections municipales du 2 novembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De demander le retrait des noms de Mme Claudine Girouard-Morel, MM. Hugo Gendreau et Sam Ierfino à titre de signataires aux comptes bancaires de la Ville de Pincourt et d'ajouter les signataires suivants :

- M. Mario Demers, conseiller - District n° 1 ;
- Mme Melanie Rose, conseillère - District n° 3 ;
- Mme Carmen Pilote, conseillère - District n° 5.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-355      RENOUELEMENT DE LA POLICE D'ASSURANCE DÉCÈS OU  
MUTILATION ACCIDENTELLE (DMA) AVEC BENEVA POUR LES  
EMPLOYÉS PERMANENTS (1LW65)**

Considérant que la police d'assurance décès ou mutilation accidentelle (DMA) pour les employés permanents (1LW65) avec Beneva venait à terme le 30 septembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR Carmen B. Pilote  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'autoriser le renouvellement du contrat d'assurance décès ou mutilation accidentelle (DMA) pour les employés permanents avec Beneva (1LW65) pour une année, soit du 1<sup>er</sup> octobre 2025 au 30 septembre 2026.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-356      ADOPTION DES TARIFS D'HONORAIRES POUR L'ÉMISSION DE CERTIFICATS DE TAXES**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Carmen B. Pilote

D'adopter les tarifs d'honoraires de 148,50 \$, taxes en sus, pour la catégorie résidentielle et de 185,50 \$, taxes en sus, pour les autres catégories, exigibles à compter du 15 janvier 2026 pour l'émission de certificats de taxes par la Ville et par le service Immonet pour les utilisateurs dudit service.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-357 DÉPÔT DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ET DU RAPPORT DES AUDITEURS SUR LE RELEVÉ DES COÛTS D'OPÉRATION DU SERVICE D'URGENCE ET DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP POUR L'EXERCICE FINANCIER 2024**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

De reconnaître le dépôt des informations financières et du rapport des auditeurs sur le relevé des coûts d'opération du Service d'urgence et de protection contre les incendies Pincourt/NDIP pour l'exercice financier 2024, le tout tel que préparé par la firme « BCGO S.E.N.C.R.L. », Société de comptables professionnels agréés.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**2025-11-358**

**DÉPÔT DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ET DU RAPPORT DES  
AUDITEURS SUR LES RENSEIGNEMENTS AUX COÛTS AFFÉRENTS  
AUX OUVRAGES COMMUNS D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES  
POUR L'EXERCICE FINANCIER 2024**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Carmen B. Pilote

De reconnaître le dépôt des informations financières et du rapport des auditeurs sur les renseignements relatifs aux ouvrages communs d'assainissement des eaux usées pour l'exercice financier 2024, le tout tel que préparé par la firme « BCGO S.E.N.C.R.L. », Société de comptables professionnels agréés.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-359**

## ADOPTION DU BUDGET 2026 DE LA RÉGIE DE L'EAU DE L'ÎLE PERROT ET AUTORISATION DE PAYER LA QUOTE-PART 2026 DE LA VILLE DE PINCOURT

Considérant la résolution 2025-11-086 de la Régie de l'eau de l'île Perrot adoptant le budget 2026 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 468.34 de la *Loi sur les cités et villes* les villes membres doivent adopter le budget 2026 de la Régie de l'eau de l'île Perrot par voie de résolution, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'adopter le budget 2026 de la Régie de l'eau de l'île Perrot et d'autoriser le paiement de la quote-part de la Ville de Pincourt pour l'année 2026 pour une somme de 2 313 817 \$.

D'imputer cette somme aux postes budgétaires 02-412-00-810 et 02-412-00-920.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES

**2025-11-360**

**OCTROI DE CONTRATS POUR L'ACHAT, L'INSTALLATION, LE RACCORDEMENT ET LA MISE EN ROUTE DE 2 POMPES SUBMERSIBLES À LA STATION DE POMPAGE 5 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Melanie Rose  
Mario Demers

D'octroyer un contrat pour l'achat de 2 pompes submersibles broyeuses de marque Barnes pour la station de pompage 5, auprès de « LES ÉQUIPEMENTS POLYCHEM INC. », pour la somme de 50 206,71 \$, toutes taxes incluses.

D'octroyer un contrat pour l'installation, le raccordement et la mise en route des 2 pompes submersibles broyeuses auprès de « Lessard & Demers - Mécanique de procédé inc. », pour la somme de 25 880,87 \$, toutes taxes incluses

De prévoir des frais de contingence pour la somme de 4 369,05 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le fonds de roulement, remboursées en 10 versements annuels égaux et de les imputer au poste budgétaire 22-400-40-079.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-361

**AUTORISATION DE PAIEMENT DE FRAIS SUPPLÉMENTAIRES SURVENUS AU PROJET 2025-009 POUR LA RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS DES 44<sup>E</sup> AVENUE, 1<sup>ER</sup> ET 2<sup>E</sup> BOULEVARD - DÉPENSES FINANCÉES PAR LE RÈGLEMENT D'EMPRUNT N° 946**

Considérant la résolution 2025-05-185 adoptée lors de la séance ordinaire du 13 mai 2025 autorisant le contrat pour des travaux de réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts pour les 44<sup>e</sup> Avenue, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard, auprès de « CONSTRUCTION J.P. ROY INC. » (AO 2025-009), pour la somme de 3 648 674,52 \$ ;

Considérant la découverte de sols contaminés entraînant ainsi des coûts supplémentaires au projet 2025-009, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'autoriser le paiement des frais supplémentaires, engendrés par la découverte de sols contaminés au projet 2025-009, aux fournisseurs suivants :

- MELCCFP : traçabilité des sols par Traces Québec de 6 610,79 \$ net, non taxable (facture TR-0202840-00001)
- MELCCFP : redevances de 17 559,46 \$ net, non taxable (facture RD-0202840-00001)
- CONSTRUCTION J.P. ROY INC. : disposition des sols pour une somme de 99 177,21 \$, toutes taxes incluses.

De prévoir des frais de contingence pour la somme de 3 449,50 \$, toutes taxes incluses.

De financer ces dépenses à même le *Règlement d'emprunt n° 946* et de les imputer au poste budgétaire 22-300-10-946.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-362

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR L'ACHAT, LA PROGRAMMATION, L'INSTALLATION ET LA FORMATION D'UN SYSTÈME DE SUPERVISION INFO-NUAGIQUE À L'USINE DE FILTRATION**

Considérant la nécessité de moderniser le système de supervision de l'usine de traitement des eaux usées, il est

PROPOSÉ PAR Carmen B. Pilote  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour l'achat, la programmation, l'installation et la formation d'un système de supervision info-nuagique, auprès de « Solutions P-Logix inc. », pour la somme de 14 690,85 \$, toutes taxes incluses.

De prévoir des frais de contingence pour la somme de 5 748,75 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer ces dépenses au poste budgétaire 02-414-06-533.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### **LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-11-363**

##### **AUTORISATION D'ACHAT DE MOBILIER DE BUREAU POUR LA RÉCEPTION DU SERVICE DES LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS DE ROULEMENT**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'autoriser l'achat de mobilier de bureau auprès de « LIBRAIRIES BOYER LTÉE » pour la somme maximale de 7 430,26 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds de roulement, remboursée en 2 versements annuels égaux à compter de l'exercice financier 2026 et de l'imputer au poste budgétaire 22-700-20-655.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-364**

##### **AUTORISATION POUR LA TENUE D'UNE JOURNÉE D'ACTIVITÉS LE 8 AOÛT 2026 À L'OCCASION DE LA FÊTE DE PINCOURT ET DE LA JOURNÉE DES POMPIERS**

Considérant que le comité organisateur ainsi que la direction générale prennent soin de planifier les activités, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'autoriser la tenue d'une journée d'activités, le samedi 8 août 2026 à l'occasion de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers, et de reconnaître cette dernière comme activité spéciale de la Ville de Pincourt.

D'autoriser :

- un défilé de camions d'incendie et de véhicules d'urgence dans les rues de Pincourt ;
- le lancement de pièces pyrotechniques ;
- la vente de rafraîchissements et de produits alimentaires ;
- la fin des activités, au parc Bellevue, au plus tard à minuit.

D'autoriser le directeur du Service d'urgence et de protection incendie à présenter une demande de permis de vente et de service de boissons alcoolisées pour l'occasion.

De transmettre une requête à la Sûreté du Québec afin d'assurer la sécurité lors de cet événement.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-365

**AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN CONTRAT DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 8 AOÛT 2026**

Considérant la résolution 2025-11-364 adoptée lors de la séance ordinaire du 11 novembre 2025 autorisant la tenue d'une journée d'activités le samedi 8 août 2026 à l'occasion de la Fête de Pincourt et de la Journée des pompiers, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'autoriser la cheffe de division aux loisirs, culture et événements à signer, pour et au nom de la Ville, un contrat auprès de « 9302-5625 Québec inc. (La Tanière) » pour la tenue du spectacle principal le samedi 8 août 2026, dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers.

D'autoriser le paiement d'une somme de 34 492,50 \$, toutes taxes incluses, et de l'imputer au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

**AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

2025-11-366

**ADOPTION DU CALENDRIER DES SÉANCES ORDINAIRES DU CONSEIL MUNICIPAL - ANNÉE 2026**

Considérant que le conseil municipal de la Ville de Pincourt a l'obligation de tenir une séance ordinaire au moins une fois par mois ;

Considérant qu'en vertu de l'article 319 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseil municipal doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier des séances ordinaires en fixant le jour et l'heure du début de chacune ;

Considérant qu'en vertu de l'article 7 du *Règlement numéro 843 sur la régie interne et la procédure d'assemblée du conseil de la Ville de Pincourt*, les séances se déroulent les deuxièmes mardis de chaque mois à 19 heures, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Mario Demers

D'adopter le calendrier des séances ordinaires du conseil municipal de la Ville de Pincourt pour l'année 2026, débutant à 19 heures, tel que présenté ci-dessous :

- Mardi 20 janvier
- Mardi 10 février
- Mardi 10 mars
- Mardi 14 avril
- Mardi 12 mai
- Mardi 9 juin
- Mardi 14 juillet
- Mardi 11 août
- Mardi 15 septembre
- Mardi 20 octobre
- Mardi 10 novembre
- Mardi 8 décembre

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-367      AVIS DE MOTION - PROJETS DE RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 949, 950, 951 ET  
577A-2026 DÉCRÉTANT DIVERS TAUX DE TAXE ET TARIFS POUR  
L'ANNÉE FISCALE 2026**

Mme la conseillère Diane Boyer donne les avis de motion et annonce que les règlements suivants seront déposés à la table du conseil à une séance subséquente pour être adoptés :

- *Règlement n° 949 décrétant l'imposition des taux de taxe foncière générale pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n° 950 décrétant le tarif pour le service de ramassage, transport et disposition des déchets, déchets recyclables, résidus alimentaires et matières organiques pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n° 951 fixant la taxe d'eau et le tarif pour le service d'égouts pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n° 577A-2026 décrétant l'imposition d'une taxe foncière basée sur la superficie de tous les immeubles imposables, tels que montrés au rôle d'évaluation en vigueur, pour acquitter, en 2026, la quote-part de la Ville de Pincourt au service de la dette de la Régie de l'eau de l'île Perrot.*

**2025-11-368 DÉPÔT DES DÉCLARATIONS DES INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES DES MEMBRES DU CONSEIL DE LA VILLE DE PINCOURT**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt des déclarations des intérêts pécuniaires des membres du conseil de la Ville de Pincourt.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-11-369 NOMINATION DES MAIRES SUPPLÉANTS POUR LA DURÉE DU MANDAT**

PROPOSÉ PAR Melanie Rose  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De nommer, tant en vertu de l'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19) que de l'article 210.24 de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* (chapitre O-9), les maires suppléants comme suit :

Période	Conseiller	District
Novembre 2025 à février 2026	M. René Lecavalier	6
Mars à juin 2026	Mme Carmen B. Pilote	5
Juillet à octobre 2026	Mme Diane Boyer	4
Novembre 2026 à février 2027	Mme Mélanie Rose	3
Mars à juin 2027	Mme Denise Bergeron	2
Juillet à octobre 2027	M. Mario Demers	1
Novembre 2027 à février 2028	M. René Lecavalier	6
Mars à juin 2028	Mme Carmen B. Pilote	5
Juillet à octobre 2028	Mme Diane Boyer	4
Novembre 2028 à février 2029	Mme Mélanie Rose	3
Mars à juin 2029	Mme Denise Bergeron	2
Juillet à octobre 2029	M. Mario Demers	1

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-11-370

**AVIS DE MOTION - PROJETS DE RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 778-03, 779-03, 780-28 ET 784-09 RELATIFS À LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ 3<sup>E</sup> GÉNÉRATION DE LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES**

Mme la conseillère Diane Boyer donne les avis de motion, annonce que les règlements suivants seront adoptés lors de cette séance :

- *Règlement n<sup>o</sup> 778-03 modifiant le Plan d'urbanisme n<sup>o</sup> 778, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 779-03 modifiant le Règlement de lotissement n<sup>o</sup> 779, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 780-28 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n<sup>o</sup> 780, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 784-09 modifiant le Règlement d'administration des règlements d'urbanisme n<sup>o</sup> 784, tel qu'amendé*

et dépose lesdits projets de règlements, le but de ceux-ci étant d'assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé 3<sup>e</sup> génération de la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

2025-11-371

**ADOPTION DES PROJETS DE RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 778-03, 779-03, 780-28 ET 784-09 RELATIFS À LA CONCORDANCE AU SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ 3<sup>E</sup> GÉNÉRATION DE LA MRC DE VAUDREUIL-SOULANGES**

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1), la Ville de Pincourt a le pouvoir d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement concernant le *Plan d'urbanisme, le lotissement, le zonage et les plans d'implantation et d'intégration architecturale* ainsi que le *Règlement d'administration des règlements d'urbanisme* sur son territoire ;

Considérant la résolution 2025-11-370 adoptée à la séance ordinaire du 11 novembre 2025 donnant des avis de motion pour la présentation du *Règlement révisant le Plan d'urbanisme, le lotissement, le zonage et les plans d'implantation et d'intégration architecturale* ainsi que le *Règlement d'administration des règlements d'urbanisme*, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Diane Boyer

D'adopter, de façon à assurer la concordance au schéma d'aménagement et de développement révisé 3<sup>e</sup> génération de la MRC de Vaudreuil-Soulanges, les projets de règlements suivants :

- *Règlement n<sup>o</sup> 778-03 modifiant le Plan d'urbanisme n<sup>o</sup> 778, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 779-03 modifiant le Règlement de lotissement n<sup>o</sup> 779, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 780-28 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n<sup>o</sup> 780, tel qu'amendé*
- *Règlement n<sup>o</sup> 784-09 modifiant le Règlement d'administration des règlements d'urbanisme n<sup>o</sup> 784, tel qu'amendé.*

De tenir la procédure de consultation publique à toute date déterminée par la greffière.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 30 et s'est terminée à 19 h 40.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-11-372**

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 NOVEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 à 19 h 41.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **vendredi 5 décembre 2025 à 11 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Monsieur Mario Demers, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller  
Madame Carmen Pilote, conseillère  
Madame Mélanie Rose, conseillère

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Autorisation de signature de l'addenda au contrat de travail de M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette
4. Embauche de M. Sylvain O'Connor à titre de directeur adjoint au Service d'urgence et de protection contre les incendies Pincourt/NDIP et autorisation de signature du contrat de travail
5. Octroi de contrat pour des travaux d'électricité dans le cadre des travaux de rénovation de l'hôtel de ville - Dépense financée par le surplus réservé « Immeubles municipaux »
6. Dépôt des projets de règlements n<sup>os</sup> 949, 950, 951 et 577A-2026 décrétant divers taux de taxe et tarifs pour l'année fiscale 2026
7. Avis de motion et dépôt des projets de règlements n<sup>os</sup> 952 et 953 imposant une taxe municipale sur les bâtiments et locaux commerciaux vacants ainsi que sur les projets immobiliers autorisés mais non réalisés
8. Avis de motion, dépôt du projet et adoption du premier projet de règlement n<sup>o</sup> 780-32 modifiant le *Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n<sup>o</sup> 780, tel qu'amendé*
9. Avis de motion et dépôt du projet de règlement n<sup>o</sup> 846-06 modifiant le *Règlement n<sup>o</sup> 846 (RMH 330) relatif au stationnement*
10. Période de questions
11. Levée de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025



**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 11 HEURES**

**2025-12-373**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU VENDREDI 5 DÉCEMBRE 2025 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Mario Demers

D'ouvrir la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 à 11 heures et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-374**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 11 NOVEMBRE 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-375**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ADDENDA AU CONTRAT DE TRAVAIL DE M<sup>E</sup> ETIENNE BERGEVIN BYETTE**

Considérant la proposition du directeur général visant à ajuster le mécanisme d'indexation salariale annuelle prévu à son contrat de travail ;

Considérant que cette proposition permet à la Ville de limiter la progression, dès 2026, du salaire annuel du directeur général à 1,5 % par année, nonobstant l'augmentation consentie à l'ensemble des travailleurs de la Ville ;

Considérant que ce gel permettra de réduire l'impact budgétaire annuel récurrent, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et la greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer l'addenda au contrat de travail de M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette afin d'y intégrer notamment ce mécanisme d'indexation révisé, incluant également une compensation annuelle non-récurrente.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-376

**EMBAUCHE DE M. SYLVAIN O'CONNOR À TITRE DE DIRECTEUR ADJOINT AU SERVICE D'URGENCE ET DE PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP ET AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL**

Considérant les diverses étapes d'évaluation pour ce poste ;

Considérant l'évaluation globale favorable par le comité de sélection, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Mario Demers

De nommer M. Sylvain O'Connor au poste de directeur adjoint au Service d'urgence et de protection contre les incendies Pincourt/NDIP à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, le tout selon les conditions apparaissant au contrat de travail.

D'autoriser le maire, M. Claude Comeau, et le directeur général, M<sup>e</sup> Etienne Bergevin Byette, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, le contrat de travail de M. O'Connor.

De féliciter et souhaiter bon succès à M. O'Connor dans le cadre de ses nouvelles fonctions.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-377

**OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉNOVATION DE L'HÔTEL DE VILLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « IMMEUBLES MUNICIPAUX »**

Considérant la réalisation de la mise à niveau de l'hôtel de ville ;

Considérant la nécessité de reconfigurer l'hôtel de ville de manière à créer une zone d'accueil pour les citoyen.ne.s et afin d'augmenter la sécurité des employé.e.s municipaux ;

Considérant la nécessité de procéder à des travaux d'électricité dans l'hôtel de ville suite aux travaux de rénovation, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Denise Bergeron  
Carmen B. Pilote

D'octroyer un contrat pour divers travaux d'électricité dans l'hôtel de ville auprès de « LAGACÉ ÉLECTRIQUE INC. » pour la somme de 16 000 \$, toutes taxes incluses.

D'entériner le paiement des diverses factures depuis le début des travaux pour une somme de 12 394,03 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Immeubles municipaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-20-723.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-378

**DÉPÔT DES PROJETS DE RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 949, 950, 951 ET 577A-2026 DÉCRÉTANT DIVERS TAUX DE TAXE ET TARIFS POUR L'ANNÉE FISCALE 2026**

Considérant l'avis de motion des projets de règlements ci-dessous mentionnés donné lors de la séance ordinaire du 11 novembre 2025 sous la résolution 2025-11-367 ;

Mme la conseillère Diane Boyer dépose les projets de règlements suivants et mentionne que lesdits règlements seront adoptés à une séance subséquente :

- *Règlement n<sup>o</sup> 949 décrétant l'imposition des taux de taxe foncière générale pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n<sup>o</sup> 950 décrétant le tarif pour le service de ramassage, transport et disposition des déchets, résidus alimentaires et matières organiques pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n<sup>o</sup> 951 fixant la taxe d'eau et le tarif pour le service d'égouts pour l'année fiscale 2026 ;*
- *Règlement n<sup>o</sup> 577A-2026 décrétant l'imposition d'une taxe foncière basée sur la superficie de tous les immeubles imposables, tels que montrés au rôle d'évaluation en vigueur, pour acquitter, en 2026, la quote-part de la Ville de Pincourt au service de la dette de la Régie de l'eau de l'île Perrot.*

2025-12-379

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DES PROJETS DE RÈGLEMENTS N<sup>OS</sup> 952 ET 953 IMPOSANT UNE TAXE MUNICIPALE SUR LES BÂTIMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS AINSI QUE SUR LES PROJETS IMMOBILIERS AUTORISÉS MAIS NON RÉALISÉS**

Mme la conseillère Denise Bergeron donne avis de motion, dépose les projets de règlements suivants et mentionne qu'ils seront adoptés à une séance subséquente :

- *Règlement n<sup>o</sup> 952 imposant une taxe municipale sur les bâtiments et locaux commerciaux vacants ;*
- *Règlement n<sup>o</sup> 953 imposant une taxe municipale sur les projets immobiliers autorisés mais non réalisés dans les délais prescrits.*

2025-12-380

**AVIS DE MOTION, DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT ET ADOPTION DU PREMIER PROJET DE RÈGLEMENT N° 780-32 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE ET DE PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE N° 780, TEL QU'AMENDÉ**

M. le conseiller René Lecavalier donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le *Règlement n° 780-32 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, et dépose ledit projet de règlement de façon à mettre à jour la date de référence à l'article 236 relatif aux droits acquis à une marge de recul moindre.

Le projet de règlement est remis à chacun des membres du conseil.

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'adopter le premier projet de *Règlement n° 780-32 modifiant le Règlement de zonage et de plans d'implantation et d'intégration architecturale n° 780, tel qu'amendé*, de façon à mettre à jour la date de référence à l'article 236 relatif aux droits acquis à une marge de recul moindre.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-381

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT N° 846-06 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 846 (RMH 330) RELATIF AU STATIONNEMENT**

M. le conseiller Mario Demers donne avis de motion et dépose le projet de règlement n° 846-06 modifiant le *Règlement n° 846 (RMH 330) relatif au stationnement* de façon à modifier l'interdiction de stationnement nocturne en période hivernale et mentionne que ledit règlement sera adopté à une séance subséquente.

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune question de l'auditoire.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-12-382

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU VENDREDI 5 DÉCEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 à 11 h 45.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

\_\_\_\_\_  
M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

\_\_\_\_\_  
M<sup>re</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mardi 9 décembre 2025 à 18 heures sur l'adoption des règlements de taxation**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Monsieur Mario Demers, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller  
Madame Carmen B. Pilote, conseillère  
Madame Melanie Rose, conseillère

**AUTRES PRÉSENCES :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 sur l'adoption des règlements de taxation et adoption de l'ordre du jour
2. Dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du 5 décembre 2025 et adoption dudit procès-verbal
3. Adoption du *Règlement n° 949 décrétant l'imposition des taux de taxe foncière générale pour l'année fiscale 2026*
4. Adoption du *Règlement n° 950 décrétant le tarif pour le service de ramassage, transport et disposition des déchets, déchets recyclables, résidus alimentaires et matières organiques pour l'année fiscale 2026*
5. Adoption du *Règlement n° 951 fixant la taxe d'eau et le tarif pour le service d'égouts pour l'année fiscale 2026*
6. Adoption du *Règlement n° 577A-2026 décrétant l'imposition d'une taxe foncière basée sur la superficie de tous les immeubles imposables, tels que montrés au rôle d'évaluation en vigueur, pour acquitter, en 2026, la quote-part de la Ville de Pincourt au service de la dette de la Régie de l'eau de l'île Perrot*
7. Adoption du *Règlement n° 952 imposant une taxe municipale sur les bâtiments et locaux commerciaux vacants*
8. Adoption du *Règlement n° 953 imposant une taxe municipale sur les projets immobiliers autorisés mais non réalisés dans les délais prescrits*
9. Période de questions
10. Levée de la séance extraordinaire sur l'adoption des règlements de taxation du 9 décembre 2025

# CERTIFICAT

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

## OUVERTURE DE LA SÉANCE – 18 HEURES

**2025-12-383**

**OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI  
9 DÉCEMBRE 2025 SUR L'ADOPTION DES RÈGLEMENTS DE TAXATION  
ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR Mario Demers  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'ouvrir la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 à 18 h sur l'adoption des règlements de taxation et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-384**

**DISPENSE DE LECTURE DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU VENDREDI 5 DÉCEMBRE 2025 ET ADOPTION DUDIT PROCÈS-VERBAL**

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

D'accorder une dispense de lecture du procès-verbal de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025, copie dudit procès-verbal ayant été transmise à tous les membres du conseil en conformité avec l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes*.

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-385

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 949 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES  
TAUX DE TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE POUR L'ANNÉE FISCALE 2026**

Considérant l'avis de motion du projet de règlement donné lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 sous la résolution 2025-11-367 ;

Considérant le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-378, il est

PROPOSÉ PAR Mario Demers  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement n° 949 décrétant l'imposition des taux de taxe foncière générale pour l'année fiscale 2026.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-386

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 950 DÉCRÉTANT LE TARIF POUR LE  
SERVICE DE RAMASSAGE, TRANSPORT ET DISPOSITION DES  
DÉCHETS, DÉCHETS RECYCLABLES, RÉSIDUS ALIMENTAIRES ET  
MATIÈRES ORGANIQUES POUR L'ANNÉE FISCALE 2026**

Considérant l'avis de motion du projet de règlement donné lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 sous la résolution 2025-11-367 ;

Considérant le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du mardi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-378, il est

PROPOSÉ PAR Carmen B. Pilote  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'adopter le *Règlement n° 950 décrétant le tarif pour le service de ramassage, transport et disposition des déchets, déchets recyclables, résidus alimentaires et matières organiques pour l'année fiscale 2026.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-387

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 951 FIXANT LA TAXE D'EAU ET LE  
TARIF POUR LE SERVICE D'ÉGOUTS POUR L'ANNÉE FISCALE 2026**

Considérant l'avis de motion du projet de règlement donné lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 sous la résolution 2025-11-367 ;

Considérant le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-378, il est

PROPOSÉ PAR Melanie Rose  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

D'adopter le *Règlement n° 951 fixant la taxe d'eau et le tarif pour le service d'égouts pour l'année fiscale 2026.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-388

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 577A-2026 DÉCRÉTANT L'IMPOSITION D'UNE TAXE FONCIÈRE BASÉE SUR LA SUPERFICIE DE TOUS LES IMMEUBLES IMPOSABLES, TELS QUE MONTRÉS AU RÔLE D'ÉVALUATION EN VIGUEUR, POUR ACQUITTER, EN 2026, LA QUOTE-PART DE LA VILLE DE PINCOURT AU SERVICE DE LA DETTE DE LA RÉGIE DE L'EAU DE L'ÎLE PERROT**

Considérant l'avis de motion du projet de règlement donné lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 sous la résolution 2025-11-367 ;

Considérant le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-378, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	René Lecavalier

*D'adopter le Règlement n° 577A-2026 décrétant l'imposition d'une taxe foncière basée sur la superficie de tous les immeubles imposables, tels que montrés au rôle d'évaluation en vigueur, pour acquitter, en 2026, la quote-part de la Ville de Pincourt au service de la dette de la Régie de l'eau de l'île Perrot.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-389

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 952 IMPOSANT UNE TAXE MUNICIPALE SUR LES BÂTIMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS**

Considérant l'avis de motion donné et le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-379, il est

PROPOSÉ PAR	Melanie Rose
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

*D'adopter le Règlement n° 952 imposant une taxe municipale sur les bâtiments et locaux commerciaux vacants.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-390

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 953 IMPOSANT UNE TAXE MUNICIPALE SUR LES PROJETS IMMOBILIERS AUTORISÉS NON RÉALISÉS DANS LES DÉLAIS PRÉVUS**

Considérant l'avis de motion donné et le dépôt du projet de règlement lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025 sous la résolution 2025-12-379, il est

PROPOSÉ PAR	Mario Demers
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

*D'adopter le Règlement n° 953 imposant une taxe municipale sur les projets immobiliers autorisés mais non réalisés dans les délais prescrits.*

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



**PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune personne ne s'est manifestée lors de la période de questions.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2025-12-391      LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 9 DÉCEMBRE 2025  
SUR L'ADOPTION DES RÈGLEMENTS DE TAXATION**

PROPOSÉ PAR                      René Lecavalier  
APPUYÉ PAR                      Diane Boyer

De lever la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 sur l'adoption  
des règlements de taxation à 18 h 03.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance extraordinaire tenue le **mardi 9 décembre 2025 à 18 h 15 sur l'adoption du budget 2026**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Monsieur Mario Demers, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller  
Madame Carmen B. Pilote, conseillère  
Madame Melanie Rose, conseillère

**AUTRES PRÉSENCES :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**ORDRE DU JOUR**

**CONSTAT DE LA LÉGALITÉ DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE**

1. Ouverture de la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 sur l'adoption du budget 2026 et adoption de l'ordre du jour
2. Adoption du budget d'exploitation pour l'année fiscale 2026
3. Adoption du programme triennal des dépenses en immobilisations 2026-2027-2028
4. Période de questions
5. Levée de la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 sur l'adoption du budget 2026

**CERTIFICAT**

Je soussignée, M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, directrice générale adjointe et greffière de la Ville de Pincourt, certifie sous mon serment d'office que l'avis spécial de convocation de cette séance a dûment été transmis aux membres du conseil conformément à la loi.

COPIE CONFORME

---

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ, DGA et greffière

OUVERTURE DE LA SÉANCE – 18 H 15

2025-12-392      **OUVERTURE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 9 DÉCEMBRE 2025 SUR L'ADOPTION DU BUDGET 2026 ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR                                  Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR                                  Melanie Rose

D'ouvrir la séance extraordinaire du mardi 9 décembre 2025 à 18 h 15 sur l'adoption du budget 2026 et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-393      **ADOPTION DU BUDGET D'EXPLOITATION POUR L'ANNÉE FISCALE 2026**

PROPOSÉ PAR                                  Diane Boyer  
APPUYÉ PAR                                  Carmen B. Pilote

D'adopter le budget d'exploitation pour l'année fiscale comme suit :

	<b>BUDGET 2026</b>
<b><u>Revenus</u></b>	
Taxes	26 219 900 \$
Paielements tenant lieu de taxes	405 700 \$
Transferts	1 667 900 \$
Services rendus	3 467 600 \$
Imposition de droits	1 450 300 \$
Amendes et pénalités	145 000 \$
Intérêts	544 200 \$
Autres revenus	54 500 \$
	<b>33 955 100 \$</b>
<b><u>Charges</u></b>	
Administration générale	4 328 400 \$
Sécurité publique	7 911 600 \$
Transport	5 886 400 \$
Hygiène du milieu	7 443 600 \$
Santé et bien-être	138 900 \$
Aménagement, urbanisme et développement	835 700 \$
Loisirs et culture	4 232 100 \$
Frais de financement	1 561 000 \$
	<b>32 337 700 \$</b>
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	<b>1 617 400 \$</b>
<b>Conciliation à des fins fiscales</b>	<b>- \$</b>
<b><u>Financement</u></b>	
Remboursement de la dette à long terme	(1 749 900) \$
<b><u>Affectations</u></b>	
Excédent de fonctionnement non affecté	606 100 \$
Excédent de fonctionnement affecté	245 000 \$
Réserves financières et fonds réservés	(710 200) \$
Activités d'investissement	(8 400) \$
	<b>(1 617 400) \$</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice à des fins fiscales</b>	<b>0 \$</b>

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

## ADOPTION DU PROGRAMME TRIENNAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS 2026-2026-2027

Denise Bergeron  
Mario Demers

**LEVÉE DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU MARDI 9 DÉCEMBRE 2025  
SUR L'ADOPTION DU BUDGET 2026**

René Lecavalier  
Diane Boyer

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

M<sup>E</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE



**PROCÈS-VERBAL** de la séance ordinaire tenue le **mardi 9 décembre 2025 à 19 heures**, au lieu ordinaire des séances dudit conseil et selon la loi

**PRÉSENCES :**

Monsieur Claude Comeau, maire  
Madame Denise Bergeron, conseillère  
Madame Diane Boyer, conseillère  
Monsieur Mario Demers, conseiller  
Monsieur René Lecavalier, conseiller  
Madame Carmen Pilote, conseillère  
Madame Melanie Rose, conseillère

**AUTRE PRÉSENCE :**

M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, directrice générale adjointe et greffière

**OUVERTURE DE LA SÉANCE – 19 HEURES**

2025-12-396

**OUVERTURE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 5 DÉCEMBRE ET  
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Mario Demers

D'ouvrir la séance ordinaire du mardi 5 décembre 2025 à 19 h et d'adopter l'ordre du jour de ladite séance.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**MINUTE DE SILENCE**

M. le Maire, au nom de l'ensemble des membres du conseil municipal, souhaite offrir ses plus sincères condoléances à la famille et aux proches de Mme Lise Chartier, ancienne journaliste, historienne et résidente de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot depuis plus de 50 ans. Mme Chartier était reconnue pour son implication au sein de la communauté, notamment à titre de présidente de la Société d'histoire et de généalogie de l'île Perrot, qu'elle a fondée en 2008, et pour son engagement en tant que présidente du Comité du 350<sup>e</sup> de l'île Perrot, dont les travaux ont mené en 2022 à une année d'activités et des festivités soulignant le 350<sup>e</sup> anniversaire de la Seigneurie de l'île Perrot.

**RECONNAISSANCE D'UN ACTE HÉROÏQUE**

Le conseil municipal tient à souligner publiquement les actions héroïques de M. Éric Fitzgerald, qui a récemment sauvé la vie de citoyens lors d'un incendie survenu dans une résidence à Pincourt. Par son courage et son sang-froid, M. Fitzgerald a démontré un dévouement exemplaire envers la communauté, n'hésitant pas à intervenir au péril de sa propre sécurité. Les membres du conseil remercient M. Fitzgerald pour ce geste remarquable, qui mérite toute notre reconnaissance et notre admiration.

**PÉRIODE DE PAROLE AU PUBLIC**

La période de parole au public a débuté à 19 h 02 et s'est terminée à 19 h 04.

**DIRECTION GÉNÉRALE ET RESSOURCES HUMAINES**

**2025-12-397 DÉPÔT DE LA LISTE DES MOUVEMENTS DE PERSONNEL (MP-2025-12)**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Melanie Rose  
APPUYÉ PAR Denise Bergeron

De reconnaître le dépôt, par le directeur général, de la liste des mouvements de personnel portant le n° MP-2025-12 pour le mois de novembre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa 2) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-398 DÉPÔT DE LA LISTE DES TRANSFERTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2025**

Considérant l'autorisation accordée au directeur général en vertu de l'article 5.1 du *Règlement n° 838 – Règlement de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR Carmen B. Pilote  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

De reconnaître le dépôt de la liste des transferts budgétaires autorisés par le directeur général pour le mois de novembre 2025 conformément à l'article 5.1 alinéa i) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-399 APPUI - CONTINUITÉ DES SERVICES DE SOINS PRIMAIRES SUITE À L'ANNONCE DE FEMETURE DU GMF HUDSON MÉDICENTRE**

Considérant que les médecins du GMF Hudson Médicentre ont annoncé, le 26 novembre 2025, leur intention de fermer la clinique, invoquant les impacts de la Loi 2 sur la viabilité de leur pratique ;

Considérant que la fermeture annoncée soulève d'importantes préoccupations quant à la continuité des soins pour les résidents de Hudson et de la région, en particulier pour les aînés, les personnes vulnérables et les patients nécessitant un suivi régulier ainsi que des rendez-vous plus longs ;

Considérant qu'avant l'annonce publique concernant la fermeture du GMF Hudson Médicentre, la députée de Soulanges a rencontré plusieurs médecins régionaux - y compris ceux du GMF Hudson Médicentre - ainsi qu'un représentant du cabinet du ministre de la Santé, afin d'entendre directement leurs préoccupations et de s'assurer que les enjeux soulevés soient transmis au gouvernement du Québec pour analyse ;

Considérant que plusieurs GMF à travers le Québec ont publiquement averti que les changements opérationnels introduits par la Loi 2 - notamment l'alourdissement du fardeau administratif, l'augmentation des quotas de patients et l'insuffisance du soutien infirmier et administratif - menacent la viabilité des GMF de petite et moyenne tailles, particulièrement dans les régions comptant une population âgée plus élevée et un accès limité au transport collectif ;

Considérant que les données montrent que lorsque les soins de santé primaires sont éloignés du lieu de résidence des personnes âgées, beaucoup d'entre elles - en particulier celles ayant des problèmes de mobilité, des troubles cognitifs ou des maladies chroniques - ont tendance à renoncer aux rendez-vous de routine, à retarder les suivis et à devenir de plus en plus isolées, ce qui entraîne une détérioration de leur état de santé et une pression évitable sur les services d'urgence ;

Considérant que la perte des « services de proximité » locaux dans les petites communautés comme Hudson, où le transport en commun est limité ou inexistant, risque d'aggraver les inégalités en matière de santé en rendant plus difficile pour les résidents vulnérables, l'accès à des soins rapides, appropriés et préventifs ;

Considérant que la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) a déclaré publiquement que les impacts de la Loi 2 exercent d'importantes pressions sur les groupes de médecine familiale à travers le Québec, et que les négociations avec le gouvernement du Québec ont récemment repris ;

Considérant que la continuité des soins primaires locaux et accessibles est essentielle à la santé publique, à la prévention, à la sécurité et à la qualité de vie de tous les résidents du corridor Vaudreuil-Soulanges ;

Considérant que la Ville d'Hudson a la responsabilité de défendre, en collaboration avec les municipalités avoisinantes, un accès équitable aux services de santé essentiels pour sa population, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Melanie Rose

D'exprimer notre plein soutien aux médecins du GMF Hudson Médicentre et de reconnaître le rôle important qu'ils ont joué dans la prestation de soins aux résidents de Hudson, de Saint-Lazare et des environs.

De demander au gouvernement du Québec de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services de soins primaires dans le corridor Hudson-Saint-Lazare.

De demander au gouvernement du Québec et à la députée de Soulanges de convoquer, en partenariat avec les municipalités régionales et les médecins du GMF Hudson Médicentre, une table ronde publique ou une séance d'informations afin d'expliquer clairement les objectifs et les résultats visés de la Loi 2, d'entendre directement les médecins et patients concernés et d'aider les résidents à mieux comprendre les impacts de la réforme sur l'accès local aux soins primaires.

De demander au ministre de la Santé de reconnaître les défis spécifiques auxquels sont confrontés les petits GMF, en particulier ceux desservant une forte population âgée et fournir une solution pour maintenir l'accès local dans les communautés périurbaines et rurales.

D'inviter les municipalités de Vaudreuil-Soulanges à se joindre à Hudson pour présenter une position régionale coordonnée sur l'accès aux soins primaires et les impacts de la Loi 2 afin d'assurer un traitement équitable des résidents.

De transmettre cette résolution au ministre de la Santé, à Santé Québec, à la députée de Soulanges, au CIUSSS de la Montérégie-Ouest, à la FMOQ, à l'Union des municipalités du Québec (UMQ), à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et à toutes les municipalités de la MRC de Vaudreuil-Soulanges et à la Ville d'Hudson.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### ADMINISTRATION ET FINANCES

2025-12-400

##### DÉPÔT DE LA LISTE DES DÉPENSES PAYÉES POUR LE MOIS DE NOVEMBRE 2025

Considérant les autorisations accordées à la trésorière en vertu de l'article 5.2 du *Règlement n° 838 de délégation de compétences à certains fonctionnaires municipaux*, il est

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Carmen B. Pilote

De reconnaître le dépôt, par la trésorière, de la liste des dépenses payées pour le mois de novembre 2025 conformément à l'article 6 paragraphe c) du *Règlement n° 838*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-401

##### AUTORISATION DE PAIEMENT DE L'ALLOCATION DE DÉPART À MME CLAUDINE GIROUARD-MOREL, CONSEILLÈRE SORTANTE DU DISTRICT N° 5

PROPOSÉ PAR	René Lecavalier
APPUYÉ PAR	Denise Bergeron

D'autoriser le paiement de l'allocation de départ à Mme Claudine Girouard-Morel, conseillère sortante du district n° 5 au terme de deux mandats complets, conformément à l'article 30.1 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

#### TRAVAUX PUBLICS ET INFRASTRUCTURES URBAINES

2025-12-402

##### AMENDEMENT À LA RÉSOLUTION 2024-03-095 - CRÉATION D'UN ESPACE VERT AU COIN DU CHEMIN DUHAMEL ET DE LA 5<sup>E</sup> AVENUE

Considérant la résolution 2024-03-095 adoptée lors de la séance ordinaire du 22 mars 2024 pour la création d'un espace vert au coin du chemin Duhamel et de la 5<sup>e</sup> Avenue ;

Considérant l'évolution du projet de l'Halte Sénéchal, il est



PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

Diane Boyer  
Denise Bergeron

D'amender la résolution 2024-03-095 adoptée lors de la séance ordinaire du 22 mars 2024 pour la création d'un espace vert au coin du chemin Duhamel et de la 5<sup>e</sup> Avenue afin de corriger, dans le second paragraphe, la somme de « 55 000 \$, plus taxes » par la somme de « **72 886,25 \$, taxes incluses** » et de corriger, dans le troisième paragraphe, le nom de la réserve par « **Infrastructures urbaines** ».

D'entériner l'achat de barrières de sécurité pivotantes et de cadenas résistants auprès de « SIGNALISATION KALITEC INC. » pour la somme de 10 602,99 \$, taxes incluses.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-403

**OCTROI DE CONTRAT POUR LE DÉNEIGEMENT DES STATIONNEMENTS INCITATIFS ET SCOLAIRES POUR LA SAISON HIVERNALE 2025-2026 - AO INV 2025-010 ET 2025-011**

Considérant les appels d'offres 2025-010 et 2025-011, il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Mario Demers

D'octroyer le contrat de déneigement des stationnements des écoles primaires Edgewater et Saint-Patrick ainsi que les stationnements incitatifs suivants :

- Complexe sportif situé au 160, boulevard Pincourt ;
- Golf situé au 475, avenue Forest ;
- Parc Olympique sur l'avenue Lussier ;
- Parc Olympique, piscine sur le boulevard Olympique ;
- Parc René-Lévesque situé au 600, chemin Duhamel ;
- Parc D'Ambrosio situé au 998, chemin Duhamel ;
- Parc Bellevue, tennis situé face au 54, 9<sup>e</sup> Avenue ;
- Parc Bellevue sur l'avenue Mgr-Langlois ;
- Parc Shamrock situé sur la rue Shamrock face à la rue Martel ;

auprès de « Déneigement Gabriel Inc. » pour la saison hivernale 2025-2026, soit du 15 novembre 2025 au 31 mars 2026, pour la somme de 38 820,73 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-799-00-521.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-404

**AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2024-09-250 - SERVICES PROFESSIONNELS EN INGÉNIERIE POUR L'ÉLABORATION DES PLANS, DEVIS ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES INFRASTRUCTURES D'AQUEDUC ET D'ÉGOUTS DES 44<sup>E</sup> AVENUE, 1<sup>ER</sup>-2<sup>E</sup> BOUL.**

Considérant la résolution 2024-09-250 adoptée à la séance ordinaire du 10 septembre 2024 pour l'octroi d'un contrat pour des services professionnels en ingénierie pour l'élaboration des plans et devis ainsi que la surveillance des travaux de réfection des infrastructures d'aqueduc et d'égouts des 44<sup>e</sup> Avenue, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevard auprès de « GBI EXPERTS-CONSEILS INC. » pour la somme de 216 612,90 \$, toutes taxes incluses ;

Considérant la résolution 2025-04-167 adoptée à la séance extraordinaire du 23 avril 2025 pour l'adoption du *Règlement n° 946 décrétant un emprunt de 6 070 865 \$ pour la réfection des infrastructures de la 44<sup>e</sup> Avenue et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Boulevards*, il est

PROPOSÉ PAR

René Lecavalier

APPUYÉ PAR

Carmen B. Pilote

D'amender la résolution 2024-09-250 adoptée lors de la séance du 10 septembre 2024 afin de remplacer le second paragraphe par le suivant :

**« De financer cette dépense à même le *Règlement d'emprunt n° 946* et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-946. ».**

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-405

**AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2025-10-333 - OCTROI DE CONTRAT POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE CONCEPTION, DESIGN ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER DU TERRE-PLEIN DU BOUL. CARDINAL-LÉGER À L'ENTRÉE DE LA 20**

Considérant que ce projet était planifié au PTI 2025-2026-2027 adopté lors de la séance extraordinaire du 10 décembre 2024 ;

Considérant la résolution 2025-09-310 adoptée lors de la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 octroyant un contrat pour les services professionnels de conception, design et aménagement paysager du terre-plein sur le boul. Cardinal-Léger à l'entrée de l'autoroute 20, auprès de « G. T. L. PAYSAGISTE INC. », pour la somme maximale de 50 000 \$, toutes taxes incluses, et de financer cette dépense à même le surplus réservé « Environnement et plantations » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-10-537 ;

Considérant la modification du projet global afin d'y inclure un nouvel aménagement dans le terre-plein en face du commerce Tim Hortons sur le boul. Cardinal-Léger ;

Considérant la résolution 2025-10-333 adoptée lors de la séance ordinaire du jeudi 2 octobre 2025 amendant la résolution 2025-09-310 afin de modifier la somme de 50 000 \$ par la somme de 126 970,10 \$, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Mario Demers

D'amender la résolution 2025-10-333 adoptée lors de la séance ordinaire du jeudi 2 octobre 2025 afin de modifier la somme de 126 970,10 \$ par la somme de **127 266,74 \$**.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-406

**OCTROI DE CONTRAT POUR DES TRAVAUX DE PAVAGE SUR LE BOULEVARD DE L'ÎLE - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFRASTRUCTURES URBAINES »**

PROPOSÉ PAR Melanie Rose  
APPUYÉ PAR René Lecavalier

D'octroyer un contrat pour des travaux de pavage sur le boulevard de l'Île auprès de « LES PAVAGES LA CITÉ B.M. INC. » pour la somme de 10 227,03 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense à même le surplus réservé « Infrastructures urbaines » et de l'imputer au poste budgétaire 22-300-10-042.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-407

**OCTROI DE CONTRAT POUR MANUTENTION, TRANSPORT, VALORISATION ET/OU ENFOUISSEMENT DES BOUES DE L'USINE D'ÉPURATION POUR LES ANNÉES 2026-2027-2028 AVEC OPTION 2028-2029 - AO 2025-005 - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE FONDS D'ADMINISTRATION**

Considérant le processus d'appel d'offres 2025-005 qui s'est terminé le 28 octobre 2025 ;

Considérant les offres reçues et leur analyse par un comité :

Firmes ayant soumissionné	Soumission conforme	Coût (taxes inc.)	Rang
Environnement Viridis Inc.	X	2 159 783,53 \$	1
GFL Environnemental Services Inc.	X	2 191 501,70 \$	2
Olys Canada	X	2 208 892,80 \$	3

Considérant que le soumissionnaire ayant reçu le meilleur pointage est conforme, il est

PROPOSÉ PAR Mario Demers  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'octroyer un contrat pour la manutention, le transport, la valorisation et/ou l'enfouissement d'environ 2 200 t.m. de boues par année pour une durée de trois (3) ans avec la possibilité de deux (2) années d'option auprès de « ENVIRONNEMENT VIRIDIS INC. » pour la somme de 2 159 783,53 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le fonds d'administration et de l'imputer au poste budgétaire 02-414-06-498.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**LOISIRS, CULTURE ET SERVICES COMMUNAUTAIRES**

**2025-12-408**

**OCTROI D'UN CONTRAT POUR LA LOCATION DE LA SCÈNE DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT ET DE LA JOURNÉE DES POMPIERS 2026**

Considérant la résolution 2025-11-364 adoptée lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 autorisant la tenue d'une journée d'activités le 8 août 2026 à l'occasion de la Fête de Pincourt et la Journée des pompiers ;

Considérant la résolution 2025-11-365 adoptée lors de la même séance autorisant la signature d'un contrat dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers du 8 août 2026, il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Diane Boyer

D'octroyer le contrat pour la location de la scène dans le cadre de la Fête de Pincourt et la Journée des pompiers du 8 août 2026 auprès de « STAGELINE DIVISION LOCATION » pour la somme de 18 970,88 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-409**

**AUTORISATION DE SIGNATURE DES CONTRATS DE SERVICE DE SONORISATION ET DE VIDÉO INCLUANT L'ÉCLAIRAGE, LES ACCESSOIRES ET LA MAIN-D'ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA FÊTE DE PINCOURT INCLUANT LA JOURNÉE DES POMPIERS DU 8 AOÛT 2026**

Considérant la résolution 2025-11-364 adoptée lors de la séance ordinaire du mardi 11 novembre 2025 autorisant la tenue d'une journée d'activités le 8 août 2026 à l'occasion de la Fête de Pincourt et la Journée des pompiers ;

Considérant la résolution 2025-11-365 adoptée lors de la même séance autorisant la signature d'un contrat dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers du 8 août 2026 ;

Considérant la résolution 2025-12-408 adoptée lors de la séance ordinaire du mardi 9 décembre 2025 pour l'octroi du contrat pour la location de la scène dans le cadre de la Fête de Pincourt et la Journée des pompiers du 8 août 2026 auprès de « STAGELINE DIVISION LOCATION », il est

PROPOSÉ PAR	Denise Bergeron
APPUYÉ PAR	Mario Demers

D'autoriser la signature, par la cheffe de division - loisirs, culture et événements, pour et au nom de la Ville de Pincourt, des contrats de service de sonorisation et de vidéo incluant l'éclairage, les accessoires et la main-d'œuvre dans le cadre de la Fête de Pincourt incluant la Journée des pompiers du 8 août 2026 auprès de « 9104-2010 QUÉBEC INC. (SHOW DEVANT) » pour la somme de 52 936,79 \$, toutes taxes incluses.

D'imputer cette dépense au poste budgétaire 02-227-00-496.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-410

**AUTORISATION DE PRÉSENTER UNE DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX ÉVÉNEMENTS « PLAISIRS PLEIN AIR »**

Considérant que la Ville de Pincourt souhaite déposer une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'assistance financière aux événements « Plaisirs plein air » ;

Considérant que la Ville de Pincourt certifie que les renseignements contenus dans la demande et dans les documents déposés à Loisir et Sport Montérégie sont complets, exactes et véridiques ;

Considérant que la Ville de Pincourt s'engage à utiliser l'aide financière octroyée conformément aux orientations et objectifs du programme, à utiliser l'aide financière selon les modalités du programme et à fournir, sur demande, un bilan financier de réalisation à Loisir et Sport Montérégie, il est

PROPOSÉ PAR	Diane Boyer
APPUYÉ PAR	Melanie Rose

D'autoriser la cheffe de division Loisirs, culture et événements à déposer la demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'assistance financière aux événements « Plaisirs plein air », pour et au nom de la Ville de Pincourt, et à signer tous les documents afférents.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**URGENCE ET PROTECTION CONTRE LES INCENDIES PINCOURT/NDIP**

2025-12-411

**AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ENTENTE DE SERVICES DE PREMIERS RÉPONDANTS ENTRE SANTÉ QUÉBEC ET LA VILLE DE PINCOURT**

Considérant que la présente entente de services de premiers répondants (l'« Entente ») est conclue conformément au paragraphe 7° de l'article 3 et aux articles 38 à 43 de la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* (la « LSPU ») et prévoit notamment les rôles, obligations et responsabilités de chacune des Parties, les mécanismes de reddition de compte et les standards de performance attendus de la Ville et les rapports qu'elle doit fournir ;

Considérant qu'en vertu de l'article 90.1 de la LSPU, les fonctions et responsabilités confiées à Santé Québec à l'égard des régions socio-sanitaires, notamment celle prévue à l'article 38 de cette même loi, sont assumées par Urgences-santé pour les régions socio-sanitaires de Montréal et de Laval, en tenant compte des adaptations qui y sont prévues ;

Considérant que les services de premiers répondants ne visent pas à remplacer les services ambulanciers, mais sont plutôt un autre acteur dans la chaîne d'interventions préhospitalières ;

Considérant que les Parties ont pris connaissance des objectifs du Plan pour mettre en œuvre les changements nécessaires en santé (2022) et de la Politique gouvernementale sur le système préhospitalier d'urgence (2022), il est

PROPOSÉ PAR  
APPUYÉ PAR

René Lecavalier  
Carmen B. Pilote

D'autoriser la directrice générale adjointe et greffière, M<sup>e</sup> Charlotte Gagné, à signer, pour et au nom de la Ville de Pincourt, l'entente de services de premiers répondants avec « Santé Québec » pour une période de cinq (5) ans, et ce, du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 1<sup>er</sup> janvier 2031.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

### **AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**

2025-12-412

#### **DÉCLARATION DE COMPÉTENCE - AMÉNAGEMENT DES ZONES INONDABLES, DES LACS, DES COURS D'EAU ET DE LEURS RIVES**

Considérant que la MRC de Vaudreuil-Soulanges, par sa résolution n<sup>o</sup> 24-01-24-13, a déclaré compétence à l'égard de certaines municipalités locales dans le domaine de l'aménagement des zones inondables, des lacs, des cours d'eau et de leurs rives, sous le couvert du régime transitoire ;

Considérant que le gouvernement du Québec, par son décret 719-2025 du 11 juin 2025, a adopté le *Règlement sur l'encadrement d'activités et d'ouvrages en milieu hydrique*, lequel entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2026 ;

Considérant que la MRC a entrepris la reprise du processus de déclaration de compétence et a transmis un avis aux municipalités locales leur accordant un délai de trois (3) mois pour exprimer leur désaccord, conformément aux articles 678.0.1 et suivants du *Code municipal du Québec* ;

Considérant que la Ville de Pincourt dispose d'une équipe multidisciplinaire composée des services de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de la sécurité civile, des infrastructures et de la sécurité incendie, lui permettant d'assurer une gestion intégrée, rigoureuse et efficace de son territoire ;

Considérant que la Ville de Pincourt a démontré, au fil des années, son expertise et sa compétence dans la gestion des zones inondables et des milieux hydriques présents sur son territoire ;

Considérant que la Ville de Pincourt souhaite poursuivre son engagement envers la protection de l'environnement et la prise en compte des enjeux liés aux changements climatiques ;

Considérant que la Ville de Pincourt juge essentiel de conserver la pleine maîtrise de l'aménagement et de la gestion des zones inondables, des lacs, des cours d'eau et de leurs rives afin d'assurer une planification adaptée à sa réalité locale, il est

PROPOSÉ PAR Diane Boyer  
APPUYÉ PAR Carmen B. Pilote

D'exprimer notre désaccord à la déclaration de compétence de la MRC de Vaudreuil-Soulanges relativement à l'aménagement des zones inondables, des lacs, des cours d'eau et de leurs rives.

De conserver l'exercice de nos compétences dans ce domaine sur l'ensemble de notre territoire.

De transmettre copie de la présente résolution à la MRC de Vaudreuil-Soulanges.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**GREFFE, COMMUNICATIONS ET RELATIONS AVEC LES CITOYENS**

**2025-12-413 OCTROI D'UN CONTRAT POUR LA REFONTE DU SITE WEB MUNICIPAL - DÉPENSE FINANCÉE PAR LE SURPLUS RÉSERVÉ « INFORMATIQUE ET AMÉLIORATION DES RÉSEAUX »**

Considérant la demande de prix auprès de divers fournisseurs ;

Considérant les offres reçues et leur analyse, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Mario Demers

D'autoriser l'octroi d'un contrat pour la refonte du site web municipal auprès de « Les Manifestes » pour la somme de 87 300,52 \$, toutes taxes incluses.

De financer cette dépense à même le surplus réservé « Informatique et amélioration des réseaux » et de l'imputer au poste budgétaire 22-100-40-895.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**2025-12-414 COMMISSIONS DE TRAVAIL DU CONSEIL MUNICIPAL - NOMINATION DES PRÉSIDENT.E.S, VICE-PRÉSIDENT.E.S ET GESTIONNAIRES PRINCIPAUX**

Considérant la présence de nouveaux membres au sein du conseil municipal suite à l'élection du 2 novembre dernier, il est

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De nommer les président.e.s, vice-président.e.s et gestionnaires principaux suivants pour siéger aux différentes commissions de travail du conseil municipal jusqu'au 4 novembre 2029 :

Commission	Nom	Titre
Commission - Administration et finances (CAF)	Diane Boyer	Présidente
	Carmen Pilote	Vice-présidente
	Etienne Bergevin Byette	Gestionnaire principal
Commission - Aménagement durable du territoire et de l'environnement (CADTE)	Carmen Pilote	Présidente
	Melanie Rose	Vice-présidente
	Max Gosselin	Gestionnaire principal

Commission - Infrastructures et travaux publics (CITP)	René Lecavalier Mario Demers Jean-Michel Lafleur Philippe Renaud	Président Vice-président Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Commission - Développement social, services communautaires, loisirs et culture (CDSCLC)	Denise Bergeron Melanie Rose Francis Hamel	Présidente Vice-présidente Gestionnaire principal
Commission - Technique incendie (CTI) [restreint]	Claude Comeau René Lecavalier Yanick Bernier Sylvain O'Connor	Président Vice-président Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Commission - Sécurité civile (CMSC) [restreint]	Claude Comeau René Lecavalier Etienne Bergevin Byette Éric Martel	Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Commission aréna Cité-des-Jeunes	Claude Comeau René Lecavalier Etienne Bergevin Byette Francis Hamel	Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Comité de santé et de sécurité	Claude Comeau Mario Demers Sharon Dol Stéphane Séguin	Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Comité de circulation	Claude Comeau René Lecavalier Max Gosselin Marcel Lamoureux Jean-Michel Lafleur Philippe Renaud	Président Conseiller membre Gestionnaire principal Gestionnaire principal Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Comité de développement social	Claude Comeau Denise Bergeron Sabrina Martel	Gestionnaire principal
Comité interculturel	Denise Bergeron Melanie Rose Sabrina Martel	Gestionnaire principal
Comité design	Claude Comeau Denise Bergeron Mélanie Bergevin	Gestionnaire principal
Comité - Programme d'intégration des Arts (PIA)	Diane Boyer Simon Grenier Francis Hamel Max Gosselin	Gestionnaire principal Gestionnaire principal Gestionnaire principal
Comité consultatif d'urbanisme (CCU) (Renouvelable aux 2 ans)	Carmen Pilote Mario Demers Max Gosselin	Gestionnaire principal
Comité de démolition (Renouvelable annuellement)	René Lecavalier Diane Boyer Mario Demers Max Gosselin	Gestionnaire principal
Comité d'action pour handicapés	Claude Comeau Denise Bergeron Sabrina Martel	Gestionnaire principal
Comité environnemental	Carmen Pilote	
Régie de l'eau de l'île Perrot (REIP)	Claude Comeau Diane Boyer	

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ



2025-12-415

**DÉPÔT DU COMPTE-RENDU DE LA VENTE DES IMMEUBLES POUR NON-PAIEMENT DE TAXES PRÉVUE LE 4 DÉCEMBRE 2025**

Considérant la résolution 2025-09-317 adoptée lors de la séance ordinaire du jeudi 18 septembre 2025 pour la vente des immeubles pour non-paiement de taxes le jeudi 4 décembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR Denise Bergeron  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De reconnaître le dépôt, par la greffière, du compte-rendu relatif à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes prévue pour le jeudi 4 décembre 2025.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

2025-12-416

**ADOPTION DU RÈGLEMENT N° 846-06 MODIFIANT LE RÈGLEMENT N° 846 (RMH 330) RELATIF AU STATIONNEMENT**

Considérant l'avis de motion et le dépôt du projet de règlement n° 846-06 modifiant le *Règlement n° 846 (RMH 330) relatif au stationnement* sous la résolution 2025-12-381 adoptée lors de la séance extraordinaire du vendredi 5 décembre 2025, il est

PROPOSÉ PAR Mario Demers  
APPUYÉ PAR Melanie Rose

D'adopter le *Règlement n° 846-06 relatif au stationnement* de façon à modifier l'interdiction de stationnement nocturne en période hivernale.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

**SÉCURITÉ CIVILE ET MESURES D'URGENCE**

**AFFAIRES NOUVELLES**

**PÉRIODE DE QUESTIONS**

La période de questions a débuté à 19 h 23 et s'est terminée à 19 h 24.

**LEVÉE DE LA SÉANCE**

2025-12-417

**LEVÉE DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU MARDI 9 DÉCEMBRE 2025**

PROPOSÉ PAR René Lecavalier  
APPUYÉ PAR Diane Boyer

De lever la séance ordinaire du mardi 9 décembre 2025 à 19 h 25.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

---

M. CLAUDE COMEAU  
MAIRE

---

M<sup>re</sup> CHARLOTTE GAGNÉ  
DGA ET GREFFIÈRE